

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Philippe
MAHEBAUD-JACQUESMatahiti 155
N° 13

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 30
no Mati 2006

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 42 52 61

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 5 ISLV du 22 mars 2006 portant convocation des électeurs de la commune associée de Vaitoare (commune de Tahaa) le 9 avril 2006 et éventuellement le 16 avril 2006, en vue d'élire un conseiller municipal 1084

EXTRAITS

Arrêtés n° HC 125 et n° HC 126 MAFIC/MASC du 13 mars 2006 modifiant les arrêtés n° 1279 et n° 1280 MASC du 10 octobre 2003 attribuant au Centre de formation professionnelle des adultes (CFPA) des subventions pour la construction et l'aménagement du Centre de formation professionnelle des adultes de Raiatea et l'acquisition du matériel pédagogique de base nécessaire au fonctionnement de l'établissement, ministère de l'outre-mer, chapitre 68-90, article 10, et ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, chapitre 66-00, article 30 1084

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Délibérations de l'assemblée de la Polynésie française ou de la commission permanente

Avis n° 2006-4 A/APF du 23 mars 2006 concernant le projet d'article de loi sur la distribution du livret A et du livret supplémentaire en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française 1085

Avis n° 2006-5 A/APF du 23 mars 2006 sur le projet de loi autorisant l'adhésion au protocole relatif à la convention internationale de Torremolinos sur la sécurité des navires de pêche 1086

Délibérations n° 2006-19 et n° 2006-20 APF du 23 mars 2006 portant approbation des comptes financiers de l'Agence tahitienne de presse et de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française pour l'exercice 2004 1086

Délibération n° 2006-21 APF du 23 mars 2006 portant modification des dispositions relatives à l'avancement de grade dans la fonction publique de la Polynésie française 1087

Délibération n° 2006-22 APF du 23 mars 2006 portant approbation du compte financier 2004 de l'Etablissement public des grands travaux et affectation des résultats 1089

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 237 CM du 17 mars 2006 ordonnant la relance de l'élaboration du plan général d'aménagement de la commune de Fakarava 1090

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 240 CM du 17 mars 2006 fixant les règles de variation des prix des marchés publics | 1090 |
| Arrêté n° 243 CM du 17 mars 2006 autorisant la SARL Sin Tung Hing Ace à implanter une grande surface commerciale sur la commune de Taiarapu-Est | 1091 |
| Avis n° 244 CM du 17 mars 2006 sur le projet de plan de secours spécialisé Aéroport de Tahiti-Faa'a (PSSA) | 1092 |
| Avis n° 252 CM du 23 mars 2006 sur le projet de décret modifiant le décret n° 2003-1260 du 23 décembre 2003 fixant les dispositions statutaires applicables aux professeurs des écoles du corps de l'Etat créé pour la Polynésie française. | 1092 |
| Arrêté n° 267 CM du 23 mars 2006 portant désignation de certains représentants des intérêts professionnels en qualité de membres de la commission de classement des établissements d'hébergement de tourisme. | 1092 |
| EXTRAITS | |
| Arrêté n° 239 CM du 17 mars 2006 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 4-06 IIME du 30 janvier 2006 du conseil d'administration de l'Institut médico-éducatif portant attribution d'une indemnité de sujétion spéciale au <i>prorata temporis</i> à Mme Marie Duval au titre des intérim successifs assurés en qualité de directrice entre les années 2002, 2003, 2004 et depuis 2005 | 1093 |
| Arrêté n° 242 CM du 17 mars 2006 portant approbation du barème des redevances appliqué dans le cadre de la convention d'affermage de l'exploitation des infrastructures du port de pêche de Papeete au profit de la Chambre de commerce, de l'industrie, des services et des métiers (CCISM) | 1093 |
| Arrêté n° 245 CM du 20 mars 2006 portant transfert de la concession temporaire d'un emplacement du domaine public maritime remblayé, sis à Punaauia, au profit de la SCI Bluesky. | 1094 |
| Arrêté n° 246 CM du 20 mars 2006 autorisant la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte du service du développement rural, d'une maison à usage de logement de fonctions, sise commune de Tubuai, appartenant à Mme Titaua Viriamu | 1094 |
| Arrêté n° 247 CM du 20 mars 2006 portant affectation des terres dénommées Tuperuera, Tavaipue, Tara, Tearere et Teueu, ainsi que les bâtiments y édifiés, cadastrés commune de Taiarapu-Est, au profit du service du développement rural | 1094 |
| Arrêté n° 248 CM du 20 mars 2006 portant affectation de divers emplacements dépendant du domaine public maritime sis au droit du village Marautagaroa, référencés commune de Reao, section de commune de Pukarua, au profit de la direction de l'équipement | 1094 |
| Arrêté n° 249 CM du 20 mars 2006 portant affectation, à titre de régularisation, de divers emplacements dépendant du domaine public maritime sis au droit du village Tenono, référencés commune de Reao, section de commune de Pukarua, au profit de la direction de l'équipement | 1095 |
| Arrêté n° 250 CM du 20 mars 2006 portant nomination de Mme Stéphanie Chalons en qualité de chef du service des finances et de la comptabilité par intérim durant le congé annuel de M. Charles Wong Chou. | 1095 |
| Arrêtés n° 253 et n° 254 CM du 23 mars 2006 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 2-06 et n° 3-06 CRDP du 3 février 2006 du conseil d'administration du Centre de recherche et de documentation pédagogiques portant adoption du budget primitif pour l'exercice 2006 et des nouveaux tarifs de vente de l'établissement | 1095 |
| Arrêtés n° 255 à n° 260 CM du 23 mars 2006 portant approbation des programmes de vols réguliers Eté 2006 des compagnies Air France, Air Tahiti Nui, Qantas, Air New Zealand, Lan Chile et Air Tahiti | 1095 |
| Arrêté n° 262 CM du 23 mars 2006 portant approbation du programme de vols réguliers Eté 2006 de la compagnie Hawaiian Airlines | 1096 |
| Arrêté n° 263 CM du 23 mars 2006 portant interdiction d'exploitation du quai de Makemo à toute embarcation ainsi qu'à tout véhicule | 1096 |
| Arrêté n° 264 CM du 23 mars 2006 constatant l'indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois de janvier 2006 | 1097 |
| Arrêté n° 265 CM du 23 mars 2006 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 5-06 ISPF du 14 février 2006 du conseil d'administration de l'Institut de la statistique de la Polynésie française portant adoption du budget primitif 2006 | 1097 |

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 266 CM du 23 mars 2006 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 1-06 CA/ATP du 28 février 2006 portant adoption de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses (EPRD) de l'Agence tahitienne de presse pour l'exercice 2006 | 1097 |
| Arrêté n° 268 CM du 23 mars 2006 renvoyant en seconde lecture la délibération n° 3-06 IFM-PC du 13 février 2006 de l'Institut de formation maritime - pêche et commerce | 1097 |
| Arrêtés n° 269 et n° 270 CM du 23 mars 2006 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 4-06 et n° 5-06 IFM-PC du 13 février 2006 de l'Institut de formation maritime - pêche et commerce | 1097 |
| Arrêté n° 271 CM du 23 mars 2006 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 1-06 EVT du 21 février 2006 portant adoption de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses (EPRD) de l'établissement public Vanille de Tahiti pour l'exercice 2006 | 1097 |
| Arrêté n° 272 CM du 23 mars 2006 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 2-06 à n° 4-06 EVT du 21 février 2006 de l'établissement public Vanille de Tahiti | 1097 |
| Arrêté n° 273 CM du 23 mars 2006 fixant le nombre de places ouvertes à l'Institut de formation en soins infirmiers Mathilde-Frébault pour la formation préparant au certificat d'aptitude aux fonctions d'aide-soignant polyvalent territorial (session 2006) | 1097 |

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 804 PR du 21 mars 2006 modifiant l'arrêté n° 2 PR du 4 janvier 2006 relatif aux attributions du vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, du budget et de la réforme de la fiscalité, porte-parole du gouvernement | 1098 |
| Arrêté n° 807 PR du 21 mars 2006 portant modification de l'arrêté n° 2182 PR du 30 décembre 2005 portant nomination des membres du comité technique paritaire autonome du service du personnel et de la fonction publique. | 1098 |

EXTRAITS

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 791 PR du 17 mars 2006 portant attribution d'une subvention d'investissement à la société BP Solar Polynésie pour la réalisation du projet "BP Solar 3" pour l'année 2004 | 1099 |
| Arrêté n° 792 PR du 20 mars 2006 portant attribution d'une subvention d'investissement à l'école normale mixte de la Polynésie française au titre de l'exercice 2006 | 1099 |
| Arrêté n° 805 PR du 21 mars 2006 portant attribution d'une subvention d'investissement à l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva relative à l'opération de rénovation du parc à matériel du domaine de Atimaono | 1099 |
| Arrêté n° 850 PR du 22 mars 2006 portant autorisation de création, par la voie dérogatoire, et d'exploitation d'une officine de pharmacie, dans la commune de Paea, PK 23,700, côté mer, à M. le docteur Suvirak Yo, pharmacien (autorisation n° 66, exploitation n° 1-2006) | 1099 |
| Arrêté n° 852 PR du 22 mars 2006 portant octroi d'une aide au titre de la dotation pour le développement de l'agriculture à Mlle Valérie Vainui Tauru. | 1099 |
| Arrêté n° 854 PR du 23 mars 2006 portant refus d'autorisation de création, par la voie dérogatoire, et refus d'exploitation d'une officine de pharmacie, dans la commune de Papeete, rue Castelneau, rez-de-chaussée, lot n° 42, à Mme le docteur Malika Kara épouse Usang | 1099 |

Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique

| | |
|---|------|
| Arrêté n° 572 MTE/PEL du 21 mars 2006 nommant les membres du jury du concours externe, sur titres avec épreuves, pour le recrutement de 18 assistants socio-éducatifs de catégorie B relevant de la fonction publique de la Polynésie française. | 1100 |
| Arrêté n° 591 MTE/PEL du 23 mars 2006 nommant les membres du jury du concours externe, interne et d'intégration, sur épreuves, pour le recrutement d'un chirurgien-dentiste de catégorie A relevant de la fonction publique de la Polynésie française. | 1100 |

EXTRAITS

Arrêté n° 566 MTE du 17 mars 2006 portant autorisation d'organiser une tombola au profit de l'association des parents d'élèves de l'école maternelle Vaitama 1101

Arrêtés n° 589 et n° 590 MTE du 22 mars 2006 portant autorisation d'organiser des tombolas au profit de la coopérative d'école de Taimoana et de l'association dénommée Fifty-one Club de Tahiti Nui 1101

**Ministère de l'équipement, des transports terrestres et maritimes,
des ports et aéroports**

EXTRAITS

Arrêtés n° 204 et n° 205 MET du 17 mars 2006 portant déconsignation de parties des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Pahua (PV 580) et Taiharuru (PV 579) nécessaires à la réalisation de l'aérodrome de Niau. 1102

Arrêté n° 210 MET/STT du 21 mars 2006 portant attribution de deux licences de transport touristique sur l'île de Tahiti à Mlle Vanessa Huuti. 1102

Arrêté n° 211 MET/STMA du 21 mars 2006 autorisant Mme Rosine Nakeaetou à occuper le domaine public aéroportuaire de Nuku Hiva (îles Marquises) dans le cadre de l'édification d'un logement transitoire lié à son activité dans l'aérogare 1102

Arrêté n° 212 MET/STT du 21 mars 2006 portant interruption provisoire de l'exploitation de deux licences de transport touristique de la SARL Marama Transports Touristiques sur l'île de Tahiti 1102

Arrêtés n° 217 et n° 218 MET du 21 mars 2006 ordonnant la déconsignation de parties des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant les parcelles des terres Mauru 3 et Tavriviri 3 nécessaires à la construction et à l'extension de l'aérodrome de Kaukura 1102

Arrêté n° 219 MET du 21 mars 2006 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Ahototeina (plan 10) nécessaire à la réalisation du carrefour giratoire de la pointe Vénus dans la commune de Mahina 1103

Arrêté n° 220 MET du 21 mars 2006 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant la terre Teupukahaia (plan 33) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Raroia 1103

Arrêtés n° 221 et n° 222 MET du 21 mars 2006 portant déconsignation de parties d'indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Teraupiu (PV 412 et PV 416) nécessaire à la réalisation de l'aérodrome de Niau. 1103

Arrêté n° 225 MET du 22 mars 2006 portant attribution d'une autorisation d'exploiter un établissement d'enseignement de la conduite des véhicules terrestres à moteur en faveur de M. Pierre Turlan, gérant de la SARL Bonne Conduite. 1103

Ministère de la mer

EXTRAITS

Arrêté n° 193 MER/PRL du 20 mars 2006 portant rectification de l'arrêté n° 162 MPP du 16 février 2005 modifié portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Alexandre Collins (exploitant n° 424) à l'usage de son exploitation perlicole à Arutua, commune de Arutua. 1103

Arrêtés n° 194 et n° 195 MER du 20 mars 2006 accordant diverses aides individuelles dans le cadre du dispositif de soutien à la pêche (DSP) au titre de l'aide en petits matériels pour la pêche lagonaire 1104

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et des forêts

Arrêté n° 14 MAE du 22 mars 2006 portant troisième modification de l'arrêté n° 2 MAE du 7 avril 2005 de délégation de signature 1105

Ministère du développement durable

Arrêté n° 12 MDD du 17 mars 2006 autorisant la SCI Saint-Hil à installer et exploiter un parc de stationnement couvert, commune de Faa'a (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits) 1105

| | |
|--|------|
| Arrêté n° 13 MDD du 17 mars 2006 autorisant la SCI Marava Nui à installer et exploiter le parc de stationnement couvert de la résidence Gardénia du parc Marava, commune de Punaauia (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits) | 1110 |
| Arrêté n° 14 MDD du 17 mars 2006 autorisant la SCI Marava Nui à installer et exploiter le parc de stationnement couvert de la résidence Tipanier du parc Marava, commune de Punaauia (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits) | 1114 |
| Arrêté n° 15 MDD du 17 mars 2006 autorisant la SARL Lai Woa Aluminium à installer et exploiter un atelier de fabrication d'ouvrage en aluminium et miroiterie, commune de Pirae (installation de deuxième classe pour la protection de l'environnement). (Extraits) | 1118 |
| Arrêté n° 17 MDD/ENV du 22 mars 2006 portant ouverture de l'enquête de commodo et incommodo n° 06-7 ENV/IC dans la commune de Bora Bora dans le cadre de la demande d'autorisation formulée par la société EDT pour exploiter une centrale électrique (installation classée pour la protection de l'environnement) | 1121 |

ACTES MUNICIPAUX

Commune de Papeete

| | |
|---|------|
| Arrêté municipal n° 2006-31 du 16 février 2006 interdisant le stationnement dans la rue Albert-Leboucher au droit de la centrale électrique de l'EDT Vairaatoa, sauf aux véhicules d'approvisionnement en hydrocarbure de la centrale . | 1122 |
|---|------|

Commune de Arue

| | |
|--|------|
| Arrêté municipal n° 2006-14 ARUE du 9 mars 2006 relatif à l'implantation de ralentisseurs de vitesse sur les voies secondaires (ou contre-allées) parallèles à la route territoriale entre le camp militaire dénommé "Caserné Lieutenant-colonel-Broche" et le rond-point de Erima | 1122 |
|--|------|

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

| | |
|--|------|
| Institut d'émission d'outre-mer.— Cours des changes (période du 30 mars au 12 avril 2006 inclus) | 1123 |
|--|------|

PARTIE NON OFFICIELLE

| | |
|---------------------------------------|------|
| Annonces judiciaires et légales | 1124 |
| Annonces diverses | 1134 |

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 5 ISLV du 22 mars 2006 portant convocation des électeurs de la commune associée de Vaitoare (commune de Tahaa) le 9 avril 2006 et éventuellement le 16 avril 2006, en vue d'élire un conseiller municipal.

Le chef de la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent,

Vu la Constitution, et notamment ses articles 74 et suivants ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 modifiée relative à la création et à l'organisation des communes de Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal en Polynésie française ;

Vu les dispositions du code électoral, et notamment ses articles L. 386 et L. 247 ;

Vu le code des communes de Polynésie française, et notamment ses articles 153-1, 153-2, L. 122-4 et suivants ;

Vu l'arrêté n° 1022 DRCL du 29 juillet 2005 instituant les bureaux de vote des communes de la Polynésie française pour la période du 1er mars 2006 au 28 février 2007 ;

Vu l'arrêté n° HC 855 DRCL du 13 novembre 1997 constatant le nombre de conseillers à élire et déterminant le nombre de sièges à pourvoir dans la commune de Tahaa ;

Considérant la vacance du poste de maire délégué de la commune associée de Vaitoare (commune de Tahaa) à compter du 7 mars 2006 ;

Considérant que le maire délégué, en application des dispositions de l'article L. 153-2 du code des communes de la Polynésie française, est élu par et parmi les conseillers de la commune associée ;

Considérant qu'il y a lieu, en application des dispositions susvisées du code des communes de la Polynésie française, et notamment de son article L. 122-4, de procéder aux élections qui peuvent être nécessaires pour compléter le conseil municipal avant l'élection du maire ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer les dates de ces élections,

Arrête :

Article 1er.— Les électeurs de la commune associée de Vaitoare sont convoqués le dimanche 9 avril 2006 afin de procéder à l'élection d'un conseiller municipal.

Art. 2.— En cas de deuxième tour de scrutin, il y sera procédé le dimanche 16 avril 2006.

Art. 3.— Le scrutin sera ouvert à 8 heures et clos à 18 heures. Ces horaires pourront être modifiés conformément à l'article R. 41 du code électoral.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué, publié et affiché partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 22 mars 2006.
François PROISY.

Par arrêté n° HC 125 MAFIC/MASC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 13 mars 2006.— Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté n° 1279 MASC du 10 octobre 2003 modifié attribuant au Centre de formation professionnelle des adultes (CFPA) une subvention pour la construction et l'aménagement du Centre de formation professionnelle des adultes de Raiatea et l'acquisition du matériel pédagogique de base nécessaire au fonctionnement de l'établissement, sont modifiées comme suit :

Au lieu de :

"Calendrier prévisionnel :

L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant :

- les travaux débiteront dans un délai de 15 mois à compter de la signature du présent arrêté ;
- la réalisation de ces travaux s'étalera sur 18 mois maximum."

Lire :

“Calendrier prévisionnel :

L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant :

- les travaux débuteront dans un délai de 15 mois à compter de la signature du présent arrêté ;
- fin des travaux le 31 décembre 2006.”

Les dispositions de l'arrêté n° 1279 MASC du 10 octobre 2003 modifié, non modifiées par le présent arrêté, demeurent inchangées.

Par arrêté n° HC 126 MAFIC/MASC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 13 mars 2006.— Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté n° 1280 MASC du 10 octobre 2003 modifié attribuant au Centre de formation professionnelle des adultes (CFPA) une subvention pour la construction et l'aménagement du Centre de formation professionnelle des adultes de Raiatea et l'acquisition du matériel pédagogique de base nécessaire au fonctionnement de l'établissement, sont modifiées comme suit :

Au lieu de :

“Calendrier prévisionnel :

L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant :

- les travaux débuteront dans un délai de 15 mois à compter de la signature du présent arrêté ;
- la réalisation de ces travaux s'étalera sur 18 mois maximum.”

Lire :

“Calendrier prévisionnel :

L'opération devra se réaliser selon le calendrier d'exécution suivant :

- les travaux débuteront dans un délai de 15 mois à compter de la signature du présent arrêté ;
- fin des travaux le 31 décembre 2006.”

Les dispositions de l'arrêté n° 1280 MASC du 10 octobre 2003 modifié, non modifiées par le présent arrêté, demeurent inchangées.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

AVIS n° 2006-4 A/APF du 23 mars 2006 concernant le projet d'article de loi sur la distribution du livret A et du livret supplémentaire en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française.

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1540 DRCL du 14 novembre 2005 du haut-commissaire de la République soumettant à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française un projet d'article de loi sur la distribution du livret A et du livret supplémentaire en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française ;

Vu l'acte de délégation n° 2005-2 DP/APF du 16 décembre 2005 de l'assemblée de la Polynésie française à la commission permanente ;

Vu la lettre n° 913-2006 APF/SG du 13 mars 2006 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 26-2006 du 13 mars 2006 de la commission des affaires économiques, du tourisme, de l'agriculture, de la mer et des transports ;

Dans sa séance du 23 mars 2006,

Emet l'avis suivant :

Le projet d'article de loi sur la distribution du livret A et du livret supplémentaire en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française recueille un avis favorable de l'assemblée de la Polynésie française.

Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmis, accompagné de son rapport de présentation, au haut-commissaire, au Président de la Polynésie française, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

La secrétaire,
Juliana MATI.

La présidente,
Unutea HIRSHON.

AVIS n° 2006-5 A/APF du 23 mars 2006 sur le projet de loi autorisant l'adhésion au protocole relatif à la convention internationale de Torremolinos sur la sécurité des navires de pêche.

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1443 DRCL du 27 octobre 2005 du haut-commissaire de la République soumettant à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française un projet de loi autorisant l'adhésion au protocole relatif à la convention internationale de Torremolinos sur la sécurité des navires de pêche, fait à Torremolinos le 2 avril 1993 ;

Vu l'acte de délégation n° 2005-2 DP/APF du 16 décembre 2005 de l'assemblée de la Polynésie française à la commission permanente ;

Vu la lettre n° 913-2006 APF/SG du 13 mars 2006 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 36-2006 du 14 mars 2006 de la commission des affaires économiques, du tourisme, de l'agriculture, de la mer et des transports ;

Dans sa séance du 14 mars 2006,

Emet l'avis suivant :

Le projet de loi autorisant l'adhésion au protocole relatif à la convention internationale de Torremolinos sur la sécurité des navires de pêche recueille un avis favorable de l'assemblée de la Polynésie française, avec toutefois une réserve quant à la rédaction de l'article 2 b) du protocole. En effet, cet article 2 b), en ce qu'il prévoit la capture des baleines, des phoques et des morses à des fins commerciales, ne tient compte ni de la Charte de l'environnement de 2004 quant à la préservation de l'environnement, ni de la convention de Washington du 3 mars 1973 sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.

Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et transmis, accompagné de son rapport de présentation, au haut-commissaire, au Président de la Polynésie française, aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et aux parlementaires de la Polynésie française.

La secrétaire,
Juliana MATI.

La présidente,
Unutea HIRSHON.

DELIBERATION n° 2006-19 APF du 23 mars 2006 portant approbation du compte financier de l'Agence tahitienne de presse pour l'exercice 2004.

NOR : ATP0501971DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi

n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 890 CM du 12 octobre 2005 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'acte de délégation n° 2005-2 DP/APF du 16 décembre 2005 de l'assemblée de la Polynésie française à la commission permanente ;

Vu la lettre n° 913-2006 APF/SG du 13 mars 2006 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 7-2006 du 12 janvier 2006 de la commission de la communication, du patrimoine culturel, de l'artisanat et de la jeunesse et des sports ;

Dans sa séance du 23 mars 2006,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes et des dépenses du compte financier de l'Agence tahitienne de presse pour l'exercice 2004 est arrêté à la somme de 116 664 354 F CFP en recettes et de 115 445 422 F CFP en dépenses.

| | Section de fonctionnement | Section d'investissement | Total |
|-----------|---------------------------|--------------------------|-------------------|
| Recettes | 109 454 045 F CFP | 7 210 309 F CFP | 116 664 354 F CFP |
| Dépenses | 106 852 420 F CFP | 8 593 002 F CFP | 115 445 422 F CFP |
| Résultats | 2 601 625 F CFP | - 1 382 693 F CFP | 1 218 932 F CFP |

Art. 2.— Le résultat de fonctionnement de l'exercice 2004, positif, est de 2 601 625 F CFP. Il est affecté au compte 110.

Art. 3.— Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Juliana MATI.

La présidente,
Unutea HIRSHON.

DELIBERATION n° 2006-20 APF du 23 mars 2006 portant approbation du compte financier de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française pour l'exercice 2004.

NOR : IJS0502510DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2005-59 APF du 13 mai 2005 portant règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1052 CM du 25 novembre 2005 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'acte de délégation n° 2005-2 DP/APF du 16 décembre 2005 de l'assemblée de la Polynésie française à la commission permanente ;

Vu la lettre n° 913-2006 APF/SG du 13 mars 2006 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 8-2006 du 12 janvier 2006 de la commission de la communication, du patrimoine culturel, de l'artisanat et de la jeunesse et des sports ;

Dans sa séance du 23 mars 2006,

Adopte :

Article 1er.— Le montant définitif des recettes du compte financier de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française pour l'exercice 2004 est arrêté à la somme de *neuf cent quarante et un millions deux cent quatre-vingt-seize mille deux cent cinquante-quatre francs CFP* (941 296 254 F CFP) se décomposant ainsi :

| | |
|-----------------------------|-------------------|
| - section de fonctionnement | 476 285 108 F CFP |
| - section d'investissement | 465 011 146 F CFP |

Art. 2.— Le montant définitif des dépenses du compte financier de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française pour l'exercice 2004 est arrêté à la somme de *neuf cent millions huit cent douze mille cent quatre-vingt-huit francs CFP* (900 812 188 CFP) se décomposant ainsi :

| | |
|-----------------------------|-------------------|
| - section de fonctionnement | 759 707 959 F CFP |
| - section d'investissement | 141 104 229 F CFP |

Art. 3.— Le résultat du compte financier de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française pour l'exercice 2004 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

| Intitulés | Section I | Section II | Total |
|-----------|---------------|-------------|-------------|
| Recettes | 476 285 108 | 465 011 146 | 941 296 254 |
| Dépenses | 759 707 959 | 141 104 229 | 900 812 188 |
| Résultat | | | |
| Déficit | - 283 422 851 | | |
| Excédent | | 323 906 917 | 40 484 066 |

Art. 4.— Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Juliana MATI.

La présidente,
Unutea HIRSHON.

DELIBERATION n° 2006-21 APF du 23 mars 2006 portant modification des dispositions relatives à l'avancement de grade dans la fonction publique de la Polynésie française.

NOR : PEL0600073DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française, et notamment son article 79 qui prévoit que l'avancement de grade a lieu de façon continue d'un grade au grade immédiatement supérieur ;

Vu la délibération n° 95-226 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emploi des attachés d'administration de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-227 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-228 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-229 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-231 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-232 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des agents techniques de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-233 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des aides techniques de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-234 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des psychologues de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-235 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des conseillers socio-éducatifs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-236 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-237 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des agents sociaux de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-238 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des conseillers des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-239 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-240 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des opérateurs des activités physiques et sportives de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 96-136 APF du 21 novembre 1996 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des praticiens hospitaliers territoriaux de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-198 APF du 24 octobre 1997 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des praticiens hospitaliers des structures hospitalières publiques de la direction de la santé ;

Vu la délibération n° 95-241 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des médecins de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-242 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des biologistes, vétérinaires, pharmaciens et chirurgiens-dentistes de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-243 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des sages-femmes de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 98-128 APF du 20 août 1998 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des infirmiers de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-246 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des rééducateurs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-247 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants qualifiés de laboratoire de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-248 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des manipulateurs d'électroradiologie de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-249 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-250 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des agents médico-techniques de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-251 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des aides médico-techniques de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 99-32 APF du 4 mars 1999 relative aux règles communes d'intégration dans la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la lettre circulaire du 21 octobre 1996 adressée notamment, par le ministre en charge de la fonction publique, à l'ensemble des attachés d'administration ;

Vu l'avis du conseil supérieur de la fonction publique en date du 9 janvier 2006 ;

Vu l'arrêté n° 70 CM du 26 janvier 2006 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'acte de délégation n° 2005-2 DP/APF du 16 décembre 2005 de l'assemblée de la Polynésie française à la commission permanente ;

Vu la lettre n° 913-2006 APF/SG du 13 mars 2006 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 29-2006 du 6 février 2006 de la commission de l'emploi et la fonction publique ;

Dans sa séance du 23 mars 2006,

Préambule

1 - Le statut général de la fonction publique de la Polynésie française, adopté par l'assemblée territoriale le 14 décembre 1995, a prévu, à titre de dispositions transitoires, la constitution initiale des cadres d'emplois par intégration, à leur demande, des agents alors en fonctions dans l'administration de la Polynésie française et ses établissements publics à caractère administratif, dans les conditions fixées par le statut particulier du cadre d'emploi les concernant. Chacun de ces statuts particuliers a prévu que le positionnement dans les grades et échelons du cadre d'emploi d'accueil s'effectuerait par application d'un tableau de correspondance entre la situation ancienne des agents non fonctionnaires de l'administration (ANFA) et leur classement dans la situation nouvelle, la date limite de l'option étant fixée au 30 juin 1998.

2 - Pour inciter le maximum d'agents à intégrer le cadre réglementaire dans les conditions susvisées, le gouvernement leur a adressé, en 1996, un ensemble de lettres circulaires et brochures d'information par cadre d'emplois mettant particulièrement en avant les "avantages présentés par les nouveaux statuts en termes de carrière", ceux-ci devant se traduire par les possibilités de promotion qu'offrent les grades de la "nouvelle" fonction publique.

3 - La constitution initiale des cadres d'emplois étant basée sur le volontariat, il était alors impossible de prévoir quels seraient, à la date butoir du 30 juin 1998, les effectifs de chacun des grades de la nouvelle fonction publique ainsi constitués. Partant, les conséquences qui pourraient résulter, une fois la constitution initiale des cadres d'emplois ainsi opérée, de l'application des quotas réglementaires par grade sur l'avancement ultérieur des intéressés, n'étaient nullement évoquées.

4 - Or, il s'avère que le quota réglementaire de chacun des grades supérieurs au grade de base de chacun des cadres d'emplois s'est trouvé largement dépassé dès la date limite du 30 juin 1998, rendant par là-même inopérants les avantages qui avaient été exposés aux ex-ANFA en termes de carrière et obérant durablement toute possibilité de promotion de grade de l'ensemble des agents de la fonction publique de la Polynésie française.

5 - Compte tenu des délais nécessaires à la formalisation des arrêtés d'intégration des ex-ANFA, dont le dernier a été pris le 1er avril 2003 nonobstant un effet rétroactif à la période d'intégration (de 1996 au 30 juin 1998), les mesures transitoires prévues dans certains des cadres d'emplois, à l'exclusion néanmoins d'autres cadres tels que celui des attachés d'administration et qui aménagent la proportion du nombre d'emplois par grade durant une période de 3 ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle fonction publique, sont restées de nul effet.

6 - Toutefois, la délibération n° 95-230 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs de la fonction publique de la Polynésie française, qui limitait au départ la promotion de ces agents aux mêmes limites d'effectifs que ceux en vigueur dans les autres cadres d'emplois, a fait l'objet, dès le 29 mai 1997, d'une modification se traduisant par la suppression pure et simple de tout quota, induisant ainsi une inégalité de traitement avec les autres cadres d'emplois.

7 - Par ailleurs, la délibération n° 99-32 APF du 4 mars 1999 relative aux règles communes d'intégration dans la fonction publique de la Polynésie française a permis à tout agent non fonctionnaire de l'administration ayant sollicité son intégration sur le fondement de l'article 94 du statut général de la fonction publique, de modifier la date de son intégration tant que l'arrêté formalisant cette intégration n'était pas rendu exécutoire et de continuer à bénéficier de l'avancement selon les règles de la convention collective des ANFA, induisant ainsi une autre source d'inégalité de traitement entre des agents placés dans des situations similaires.

En considération, d'une part, du fait que l'absence d'application de tout quota réglementaire lors de la constitution initiale des cadres d'emplois par répartition directe, selon un système d'équivalence à l'ancienneté, d'agents relevant du cadre initial des ANFA dans les grades supérieurs de chacun des cadres d'emplois de la fonction publique, justifie que le nombre de ces agents soit exclu du calcul servant à la détermination du nombre de postes accessibles aux fonctionnaires remplissant les conditions d'ancienneté et de valeur professionnelle pour y être promu ;

En considération, d'autre part, du principe d'égalité de traitement,

Adopte :

Article 1er. — Les effectifs des agents non fonctionnaires de l'administration ayant participé à la constitution initiale des cadres d'emplois de la fonction publique de la Polynésie française jusqu'à la date d'effet du 30 juin 1998 ne sont pas pris en compte dans le calcul de l'effectif maximal par grade qui limite les possibilités d'accès, au grade considéré, des agents remplissant les conditions d'ancienneté et de valeur professionnelle définies par chaque statut particulier. Les règles selon lesquelles ont lieu les avancements de grade dans chaque cadre d'emplois leur sont applicables, à l'exception des dispositions fixant l'effectif maximum par grade.

Art. 2. — Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Juliana MATI.

La présidente,
Unutea HIRSHON.

DELIBERATION n° 2006-22 APF du 23 mars 2006 portant approbation du compte financier 2004 de l'Etablissement public des grands travaux et affectation des résultats.

NOR : EGT0502523DL

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2001-201 APF du 6 décembre 2001 modifiée portant création de l'Etablissement public des grands travaux ;

Vu l'arrêté n° 1123 CM du 12 décembre 2005 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'acte de délégation n° 2005-2 DP/APF du 16 décembre 2005 de l'assemblée de la Polynésie française à la commission permanente ;

Vu la lettre n° 913-2006 APF/SG du 13 mars 2006 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 12-2006 du 13 janvier 2006 de la commission de l'aménagement, de l'espace naturel, rural et urbain, de l'environnement, de l'urbanisme, de la qualité de la vie et de la gestion du domaine public ;

Dans sa séance du 23 mars 2006,

Adopte :

Article 1er. — Le montant définitif des recettes du compte financier de l'Etablissement public des grands travaux pour l'exercice 2004 est arrêté à la somme de 6 502 914 889 F CFP (*six milliards cinq cent deux millions neuf cent quatorze mille huit cent quatre-vingt-neuf francs CFP*) se décomposant en :

| | |
|--------------------------------------|----------------------------|
| 1° Section de fonctionnement | 2 623 255 862 F CFP |
| 2° Section des opérations en capital | 3 879 659 027 F CFP |
| Total général | 6 502 914 889 F CFP |

Art. 2. — Le montant définitif des dépenses du compte financier de l'Etablissement public des grands travaux pour l'exercice 2004 est arrêté à la somme de 5 523 629 655 F CFP (*cinq milliards cinq cent vingt-trois millions six cent vingt-neuf mille six cent cinquante-cinq francs CFP*) se décomposant en :

| | |
|--------------------------------------|----------------------------|
| 1° Section de fonctionnement | 298 453 995 F CFP |
| 2° Section des opérations en capital | 5 225 175 660 F CFP |
| Total général | 5 523 629 655 F CFP |

Art. 3. — Le résultat du compte financier de l'Etablissement public des grands travaux pour l'exercice 2004 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

| | Section I | Section II | Total |
|------------------|----------------------|------------------------|--------------------|
| Recettes | 2 623 255 862 | 3 879 659 027 | 6 502 914 889 |
| Dépenses | 298 453 995 | 5 225 175 660 | 5 523 629 655 |
| Résultats | 2 324 801 867 | - 1 345 516 633 | 979 285 234 |

Le résultat global du compte financier présente ainsi un résultat positif de 979 285 234 F CFP.

Ce solde bénéficiaire constitue un accroissement du fonds de roulement de l'établissement et l'établit à 5 529 196 142 F CFP à la clôture de l'exercice budgétaire 2004.

Quant au résultat d'exploitation de l'exercice 2004 d'un montant de 2 324 801 867 F CFP, il est affecté au compte 110, report à nouveau, lequel s'établit au 31 décembre 2004 à 5 443 493 544 F CFP.

Art. 4.— Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Juliana MATI.

La présidente,
Unutea HIRSHON.

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 237 CM du 17 mars 2006 ordonnant la relance de l'élaboration du plan général d'aménagement de la commune de Fakarava.

NOR : SAU0600531AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du développement durable, chargé de l'aménagement, de l'environnement, de la qualité de la vie et de la prévention des risques naturels,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 9 PR du 11 mars 2005 relatif aux attributions du ministre du développement durable, chargé de l'aménagement, de l'environnement, de la qualité de la vie et de la prévention des risques naturels ;

Vu l'arrêté n° 259 CM du 4 mars 2003 ordonnant l'établissement du plan général d'aménagement de la commune de Fakarava ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 15 mars 2006,

Arrête :

Article 1er.— La procédure d'élaboration du plan général d'aménagement, telle que précisée par l'arrêté n° 259 CM du 4 mars 2003, est relancée.

Art. 2.— Le ministre de l'urbanisme, du logement et des affaires foncières et le ministre du développement durable, chargé de l'aménagement, de l'environnement, de la qualité de la vie et de la prévention des risques naturels, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au maire de la commune de

Fakarava et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'urbanisme,
du logement et des affaires foncières,*
Gilles TEFAATAU.

Le ministre du développement durable,
Georges HANDERSON.

ARRETE n° 240 CM du 17 mars 2006 fixant les règles de variation des prix des marchés publics.

NOR : ISPO502663AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, du budget et de la réforme de la fiscalité, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 76-50 AT du 9 juillet 1976 modifiée portant création de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 4393 BPC du 4 avril 1980 relatif aux attributions de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 770 CM du 13 août 1985 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Institut de la statistique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 84-20 du 1er mars 1984 modifiée portant approbation du code des marchés publics de toute nature passés au nom de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 306 CM du 30 mai 2005 fixant les règles de variation des prix des marchés publics ;

Vu l'arrêté n° 629 CM du 18 août 2005 portant mesures d'application du dispositif d'aide à la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel garanti et de l'emploi ;

Vu l'avis favorable de la commission consultative des indices et index du bâtiment et des travaux publics ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 15 mars 2006,

Arrête :

Article 1er.— L'annexe E de l'arrêté n° 306 CM du 30 mai 2005 intitulée "Définition du coefficient d'amortissement associé au dispositif d'aide à la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel garanti et de l'emploi" est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 2.— Le vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, du budget et de la réforme de la fiscalité, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2006.

Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,
ministre du tourisme, de l'économie,
des finances et de la communication,
Jacqui DROLLET.*

ANNEXE E de l'arrêté n° 240 CM du 17 mars 2006

DEFINITION DU COEFFICIENT D'AMORTISSEMENT ASSOCIÉ AU DISPOSITIF D'AIDE À LA REVALORISATION DU SALAIRE MINIMUM INTERPROFESSIONNEL GARANTI ET DE L'EMPLOI (DARSE)

Le coefficient d'amortissement (D) défini ci-après se réfère aux conditions d'attribution de l'aide aux employeurs telles que précisées dans l'arrêté n° 362 CM du 30 décembre 2004 portant mesures d'application du dispositif d'aide à la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel garanti et de l'emploi (DARSE), modifiées par l'arrêté n° 629 CM du 18 août 2005.

Le coefficient d'amortissement D qui affecte le paramètre SM des formules d'index BTP/TPP (en dehors du PSD), est fixé avec les valeurs initiales suivantes :

| Mois | Valeur |
|---------------------------|--------|
| Avant décembre 2004 | 1,000 |
| Décembre 2004 | 0,920 |
| De janvier à juillet 2005 | 0,938 |
| A partir d'août 2005 | 0,945 |

A partir du mois d'août 2005, le coefficient D évoluera proportionnellement au salaire de référence MO avec un facteur multiplicateur égal à 0,0757 (lorsque toutes les revalorisations des grilles salariales conventionnées restent proportionnelles).

Formalisation mathématique :

$$\Delta D = 0,0757 \times \Delta MO$$

Où Δ représente par convention le sigle de la variation relative mensuelle (mois m par rapport au mois $m-1$) de la variable considérée, soit :

$$\Delta D_m = \frac{D_m - D_{m-1}}{D_m}; \quad \Delta MO_m = \frac{MO_m - MO_{m-1}}{MO_m}$$

L'évolution du coefficient d'amortissement est limitée à la valeur 0,958 (correspondant à la valeur finale à la sortie du dispositif D $\leq 0,958$).

Toute modification du dispositif réglementaire du DARSE (modification des seuils ou montant de l'allocation accordée) obligera à une nouvelle détermination du mode de calcul de ce coefficient d'amortissement.

ARRETE n° 243 CM du 17 mars 2006 autorisant la SARL Sin Tung Hing Ace à implanter une grande surface commerciale sur la commune de Taiarapu-Est.

NOR : SAE0600490AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, du budget et de la réforme de la fiscalité, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 94-163 AT du 22 décembre 1994 modifiée réglementant l'implantation de certains commerces de vente au détail ;

Vu l'arrêté n° 794 CM du 23 juillet 1996 modifié fixant la composition et le fonctionnement de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales ;

Vu l'arrêté n° 49 PR du 31 janvier 2000 modifié portant nomination des membres de la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales ;

Vu l'avis émis par la commission d'implantation des grandes surfaces commerciales au cours de la réunion du 21 février 2006 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 15 mars 2006,

Arrête :

Article 1er.— La société à responsabilité limitée Sin Tung Hing Ace est autorisée à implanter un magasin de 1 390 mètres carrés de surface de vente sous enseigne "Sin Tung Hing Taravao" à Faaone, sur la commune de Taiarapu-Est, en remplacement de l'actuel magasin de 566 mètres carrés portant la même enseigne et situé à Taravao.

Art. 2.— Ce magasin relève du secteur d'activité "bricolage, jardinage, décoration (revêtements sol et murs), luminaire, art de la table, droguerie-entretien".

Art. 3.— Le vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, du budget et de la réforme de la fiscalité, porte-parole du gouvernement, et le ministre de l'urbanisme, du logement et des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du

présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,
ministre du tourisme, de l'économie,
des finances et de la communication,*
Jacqui DROLLET.

*Le ministre de l'urbanisme,
du logement et des affaires foncières,*
Gilles TEFAATAU.

AVIS n° 244 CM du 17 mars 2006 sur le projet de plan de secours spécialisé Aéroport de Tahiti-Faa'a (PSSA).

NOR : TMA0600421AV

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, des transports terrestres et maritimes, des ports et aéroports, chargé de la promotion des énergies renouvelables,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre de saisine n° 264 HC/DPC/PM/rt du 2 février 2006 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er mars 2006,

Emet l'avis suivant :

Article 1er.— Avis favorable est donné sur le projet de plan de secours spécialisé Aéroport de Tahiti-Faa'a (PSSA) comme présenté dans la saisine susvisée.

Art. 2.— Le ministre de l'équipement, des transports terrestres et maritimes, des ports et aéroports, chargé de la promotion des énergies renouvelables, est chargé de l'exécution du présent avis.

Fait à Papeete, le 17 mars 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
des transports terrestres et maritimes,
des ports et aéroports,*
James Narii SALMON.

AVIS n° 252 CM du 23 mars 2006 sur le projet de décret modifiant le décret n° 2003-1260 du 23 décembre 2003 fixant les dispositions statutaires applicables aux professeurs des écoles du corps de l'Etat créé pour la Polynésie française.

NOR : MEE0600561AV

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'article 10 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre de saisine n° 363 DRCL du 1er mars 2006 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 22 mars 2006,

Emet l'avis suivant :

Article 1er.— Le projet de décret modifiant le décret n° 2003-1260 du 23 décembre 2003 fixant les dispositions statutaires applicables aux professeurs des écoles du corps de l'Etat créé pour la Polynésie française appelle un avis favorable.

Art. 2.— Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 mars 2006.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Jacqui DROLLET.

ARRETE n° 267 CM du 23 mars 2006 portant désignation de certains représentants des intérêts professionnels en qualité de membres de la commission de classement des établissements d'hébergement de tourisme.

NOR : SDT0600550AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, du budget et de la réforme de la fiscalité, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2000-140 APF du 30 novembre 2000 modifiée définissant les catégories d'établissements d'hébergement de tourisme classés en Polynésie française et les conditions de leur agrément en cette qualité, en particulier son article 38 ;

Vu les propositions des organisations professionnelles les plus représentatives ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 22 mars 2006,

Arrête :

Article 1er.— En application des dispositions des articles 37 et 38 de la délibération n° 2000-140 APF du 30 novembre 2000 modifiée définissant les catégories d'établissements d'hébergement de tourisme classés en Polynésie française et les conditions de leur agrément en cette qualité, sont membres de la commission de classement :

1° Membres siégeant dans les deux formations visées à l'article 37 de la délibération susvisée :

- *membre titulaire* : Mme Diana Chin Choi-Jacquet ;
- *membre suppléant* : Mme Maeva Siu.

2° Membres siégeant dans la formation compétente pour exprimer un avis sur les décisions de classement, de reclassement et de radiation des établissements relevant de la catégorie des hôtels et résidences de tourisme international :

- pour le Conseil des professionnels de l'hôtellerie (CPH) :
 - *membre titulaire* : M. Jean-Jacques Mocellin ;
 - *membre suppléant* : M. Dominique Michaud ;
- pour l'Union polynésienne de l'hôtellerie (UPHO) :
 - *membre titulaire* : M. Renaud Grollemund ;
 - *membre suppléant* : M. Christophe Beaumont.

3° Membres siégeant dans la formation compétente pour exprimer un avis sur les décisions de classement, de reclassement et de radiation des établissements relevant de la catégorie de l'hébergement de tourisme chez l'habitant et de la petite hôtellerie familiale et de la catégorie des meublés de tourisme :

Membres titulaires :

- Mme Marie-Claude Rajaud (présidente de la fédération Haere Mai) ;
- M. Steeve Brotherson (président de l'association de Manava Tahiti) ;

Membres suppléants :

- Mme Régina Tata (présidente de l'association de Nuku Hiva) ;
- M. Henere Huri (président de l'association de Tikehau).

Art. 2.— Le présent arrêté abroge les dispositions de l'arrêté n° 496 CM du 12 avril 2001 portant désignation de certains représentants des intérêts professionnels en qualité de membres de la commission de classement des établissements d'hébergement de tourisme.

Art. 3.— Le vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, du budget et de la réforme de la fiscalité, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 mars 2006.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Jacqui DROLLET.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
ministre du tourisme, de l'économie,
des finances et de la communication,
Jacqui DROLLET.

NOR : MPA0600527AC

Par arrêté n° 239 CM du 17 mars 2006.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 4-06 IIME du 30 janvier 2006 du conseil d'administration de l'Institut médico-éducatif portant attribution d'une indemnité de sujétion spéciale au *prorata temporis* à Mme Marie Duval au titre des intérim successifs assurés en qualité de directrice entre les exercices 2002, 2003, 2004 et depuis 2005.

NOR : MER0600534AC

Par arrêté n° 242 CM du 17 mars 2006.— Est approuvé le barème des redevances appliqué dans le cadre de la convention d'affermage de l'exploitation du bâtiment mareyage export et du réseau d'assainissement des eaux usées du port de pêche de Papeete au profit de la Chambre de commerce, de l'industrie, des services et des métiers (CCISM).

Le barème des redevances est joint en annexe au présent arrêté.

Le barème est porté à la connaissance des usagers par l'exploitant au moyen d'affiches apposées d'une manière visible et lisible dans les lieux où la prestation est proposée aux usagers.

Il est également communiqué sur simple demande dans les bureaux de l'exploitant.

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 1106 CM du 23 juillet 2003.

ANNEXE

Barème des redevances appliqué dans le cadre de la convention d'affermage de l'exploitation des infrastructures du port de pêche de Papeete au profit de la Chambre de commerce, de l'industrie, des services et des métiers (CCISM)

1° La location des espaces de travail (atelier et bureaux) mis à disposition des mareyeurs :

- hors charge : 700 F CFP/mètre carré ;
- charges : - pour les ateliers : 17 % de la location ;
- pour les bureaux : 150 F CFP/mètre carré.

Une augmentation des loyers peut être envisagée chaque année mais n'excédera pas 5 % de la valeur locative.

2° La location des bureaux et autres locaux du premier étage du bâtiment de mareyage export :

- hors charge : 1 500 F CFP/mètre carré ;
- charges : 150 F CFP/mètre carré.

Une augmentation des loyers peut être envisagée chaque année mais n'excédera pas 5 % de la valeur locative.

3° La redevance d'usage des équipements dans le périmètre de protection du marché d'intérêt territorial :

- 5 F CFP/kilogramme pour tout le poisson frais et congelé débarqué et transitant par le marché d'intérêt territorial du port de pêche de Papeete ;
- est exonéré à hauteur de 2 F CFP/kilogramme, le poisson commercialisé à l'exportation.

4° La location des chambres froides tampon du bâtiment de mareyage export : 80 000 - 120 000 F CFP/mois.

5° L'utilisation du tunnel de congélation dans le bâtiment logistique : 20 F CFP/kilogramme de poisson.

6° La vente de glace (2 tours à glace et les 3 machines dans les bâtiments) :

- 10 F CFP/kilogramme pour les pêcheurs et mareyeurs ;
- 25 F CFP/kilogramme pour les particuliers.

7° L'évacuation des déchets de poissons issus des ateliers de mareyage : 8,75 F CFP/kilogramme.

NOR : DAF0502539AC

Par arrêté n° 245 CM du 20 mars 2006.— Est autorisé le transfert, au profit de la société civile Bluesky, de la concession temporaire de deux emplacements du domaine public maritime remblayés d'une superficie totale de 529 mètres carrés, cadastrés section M n° 814 et 816 au droit des parcelles de la terre Vaitahuri 4 partie cadastrées section M n° 815 et 817, commune de Punaauia.

Et tel que le tout figure sur les plans datés de mars 2000 de M. Philippe Petard, enregistrés à Papeete le 10 juillet 2001, folio 128, bordereau 4002/1, et le 4 février 2002 à la direction de l'équipement (n° 986-090-20-9926), enregistrés à Papeete, Tahiti, le 17 août 2005, folio 124, bordereau 3886/1.

La présente autorisation est consentie à compter de la date du présent arrêté et ce jusqu'au 14 janvier 2010; aux clauses et conditions de la convention type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime.

Le concessionnaire est tenu d'établir et d'entretenir sur le remblai existant un passage public d'une largeur de trois (3) mètres le long des ouvrages de protection en bordure du front de mer.

Il devra matérialiser par une haie vive la limite séparative du passage public du surplus de l'emplacement réservé à son usage privatif.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *cent cinquante-huit mille sept cents francs CFP* (158 700 F CFP). Le reliquat de l'année en cours, soit pour la période du 1er août 2005 au 14 janvier 2006, d'un montant de *soixante-douze mille sept cent trente-huit francs CFP* (72 738 F CFP), sera exigible à la signature de l'acte administratif.

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté du 28 février 1980.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions ci-dessus, et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

NOR : DAF0600310AC

Par arrêté n° 246 CM du 20 mars 2006.— La Polynésie française, pour le compte du service du développement rural, est autorisée à prendre à bail une maison à usage de

logement de fonctions d'une superficie d'environ 92 mètres carrés, sise commune de Tubuai, appartenant à Mme Titaua Viriamu.

Cette prise à bail est consentie à compter du 1er novembre 2005 jusqu'au 31 janvier 2006, moyennant un loyer mensuel de *cent mille francs CFP* (100 000 F CFP), charges non comprises.

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française au sous-chapitre 961-01, article 630-20.

NOR : DAF0600423AC

Par arrêté n° 247 CM du 20 mars 2006.— Sont affectés au service du développement rural les terres dénommées Tuperuera, Tavaipue, Tara et Tearere dépendant du domaine Frédéric-Bordes et Teueu dite propriété Bennet-Van Bastolaer lot C, ainsi que les bâtiments y édifiés constituant une usine de transformation agroalimentaire, cadastrés commune de Taiarapu-Est, section de commune de Afaahiti, section AK n° 41, d'une superficie totale de 77 ares 81 centiares.

Cette affectation est destinée à la gestion, l'entretien et la conservation de ce site.

Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Le ministre en charge de l'agriculture est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'entretien, de gardiennage, d'animation et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance des lieux.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

NOR : DAF0502535AC

Par arrêté n° 248 CM du 20 mars 2006.— L'affectation de divers emplacements dépendant du domaine public maritime sis au droit du village Marautagaroa, référencés commune de Reao, section de commune de Pukarua, d'une emprise totale de 25 745 mètres carrés, est autorisée au profit de la direction de l'équipement.

Tels que lesdits emplacements figurent sur le plan n° 1/1 en date du 11 novembre 2002 dressé par la direction de l'équipement, arrondissement maritime, et détenu par la direction des affaires foncières, division "gestion du domaine".

Cette affectation est destinée à la restauration du débarcadère qui nécessite les travaux suivants :

- le rempiètement et l'élargissement de la jetée actuelle ;
- la réalisation d'un mur brise-houle ;
- le dérochage à - 2,2 mètres NGL du bassin situé sur la face sud de l'actuelle jetée ;

- le dérochage du chenal sur 12 mètres de large ;
- la mise en place de divers équipements de quai.

L'affectation est accordée sous les conditions suivantes, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- il sera seul tenu à toutes les garanties que l'affectation et l'aménagement pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;
- il sera tenu d'obtenir les autorisations réglementaires nécessaires préalables à tous travaux de construction et d'aménagements.

À l'achèvement des travaux, un plan de récolement et un document d'arpentage devront être produits en vue de la délivrance d'un certificat de conformité par la direction de l'équipement.

Le ministre en charge de la direction de l'équipement, conformément à l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisé à passer tout acte de gestion dans le respect de la destination des lieux.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et le fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

NOR : DAF0502534AC

Par arrêté n° 249 CM du 20 mars 2006.— L'affectation de divers emplacements dépendant du domaine public maritime sis au droit du village Tenono, référencés commune de Reao, section de commune de Pukarua, d'une emprise totale de 8 740 mètres carrés, sont affectés au profit de la direction de l'équipement.

Tels que lesdits emplacements figurent sur le plan n° 1 MAR 2420L dressé par la direction de l'équipement, arrondissement maritime, et détenu par la direction des affaires foncières, division "gestion du domaine".

Cette affectation est destinée à la restauration du débarcadère qui nécessite les travaux suivants :

- la réalisation d'un mur brise-houle ;
- la démolition du muret ouest ;
- la réalisation d'un parapet ;
- des opérations de dérochage et dragage ponctuelles ;
- le confortement du quai actuel ;
- la mise en place de divers équipements de quai ;
- l'implantation d'une cale de mise à l'eau.

L'affectation est accordée sous les conditions suivantes, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- le bénéficiaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'affectation et les aménagements pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;
- il sera tenu d'obtenir les autorisations réglementaires nécessaires préalables à tous travaux de construction et d'aménagements.

À l'achèvement des travaux, un plan de récolement et un document d'arpentage devront être produits en vue de la

délivrance d'un certificat de conformité par la direction de l'équipement.

Le ministre en charge de la direction de l'équipement, conformément à l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisé à passer tout acte de gestion dans le respect de la destination des lieux.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et le fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

NOR : DFC060505AC

Par arrêté n° 250 CM du 20 mars 2006.— Mlle Stéphanie Chalons, chef du bureau "Recettes et autres dépenses", est nommée en qualité de chef du service des finances et de la comptabilité par intérim durant le congé annuel de M. Charles Wong Chou, du 20 au 31 mars 2006 inclus et le 18 avril 2006.

NOR : RDP0600476AC

Par arrêté n° 253 CM du 23 mars 2006.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-06 CRDP du 3 février 2006 du conseil d'administration du Centre de recherche et de documentation pédagogiques portant adoption du budget primitif pour l'exercice 2006.

Le budget est arrêté à la somme de *soixante millions cinq cent quatre-vingt-neuf mille francs CFP* (60 589 000 F CFP) se décomposant comme suit :

| | En dépenses (F CFP) | En recettes (F CFP) |
|-----------------------------|------------------------|------------------------|
| - section de fonctionnement | 47 030 000 | 45 889 000 |
| - section d'investissement | 13 559 000 | 14 700 000 |
| Total général | 60 589 000 | 60 589 000 |

NOR : RDP0600477AC

Par arrêté n° 254 CM du 23 mars 2006.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-06 CRDP du 3 février 2006 du conseil d'administration du Centre de recherche et de documentation pédagogiques de la Polynésie française (CRDP) portant adoption des nouveaux tarifs de vente de l'établissement.

NOR : TMA0600564AC

Par arrêté n° 255 CM du 23 mars 2006.— Est approuvé le programme de vols réguliers Eté 2006 de la compagnie aérienne Air France à raison de 3 fréquences hebdomadaires B 747-400 sur la route Papeete-Los Angeles et vice versa.

Est approuvé le partage de code en "free flow" entre la compagnie Air France et la compagnie Delta Airlines sur la relation Papeete-Los Angeles et vice versa.

NOR : TMA0600565AC

Par arrêté n° 256 CM du 23 mars 2006.— Est approuvé le programme de vols réguliers Eté 2006 de la compagnie aérienne Air Tahiti Nui à raison de :

- 3 fréquences hebdomadaires A 340-300 sur la relation Papeete-Los Angeles et vice versa ;

- 3 fréquences hebdomadaires A 340-300 sur la relation Los Angeles-Auckland *via* Papeete et vice versa ;
- 2 fréquences hebdomadaires A 340-300 sur la relation Papeete-Tokyo et vice versa ;
- 1 fréquence hebdomadaire A 340-300 sur la relation Papeete-Tokyo-Osaka-Papeete ;
- 3 fréquences hebdomadaires A 340-300 sur la relation Sydney-New York *via* Papeete et vice versa.

Est agréé le partage de code avec la compagnie aérienne Qantas, respectivement sur les relations Papeete-Los Angeles et vice versa à raison de 6 fréquences hebdomadaires A 340-300, Papeete-Auckland et vice versa à raison de 3 fréquences hebdomadaires A 340-300, Papeete-New York et vice versa à raison de 3 fréquences hebdomadaires A 340-300 et Papeete-Sydney et vice versa à raison de 3 fréquences hebdomadaires A 340-300.

NOR : TMA0600566AC

Par arrêté n° 257 CM du 23 mars 2006.— Est approuvé le programme de vols réguliers Eté 2006 de la compagnie aérienne Qantas opéré en partage de code avec la compagnie Air Tahiti Nui à raison de 3 fréquences hebdomadaires A 340-300 sur la relation Auckland-Papeete et vice versa, de 6 fréquences hebdomadaires A 340-300 sur la route Papeete-Los Angeles et vice versa, de 3 fréquences hebdomadaires A 340-300 sur la route Papeete-New York et vice versa et de 3 fréquences hebdomadaires A 340-300 sur la route Papeete-Sydney et vice versa.

NOR : TMA0600567AC

Par arrêté n° 258 CM du 23 mars 2006.— Est approuvé le programme de vols réguliers Eté 2006 de la compagnie aérienne Air New Zealand à raison de :

- 1 fréquence hebdomadaire B 747-300 sur la relation Auckland-Papeete et vice versa ;
- 3 fréquences hebdomadaires B 767-300 sur la relation Auckland-Papeete *via* Rarotonga et vice versa ;
- 3 fréquences hebdomadaires B 767-300 sur la relation Papeete-Los Angeles et vice versa.

NOR : TMA0600568AC

Par arrêté n° 259 CM du 23 mars 2006.— Est approuvé le programme de vols réguliers Eté 2006 de la compagnie aérienne Lan Chile à raison de 2 fréquences hebdomadaires B 767-300 sur la relation Santiago-Tahiti *via* l'île de Pâques et vice versa.

NOR : TMA0600569AC

Par arrêté n° 260 CM du 23 mars 2006.— Est approuvé le programme de vols réguliers Eté 2006 de la compagnie aérienne Air Tahiti courant du 1er avril au 31 octobre 2006 figurant en annexe au présent arrêté.

ANNEXE

| Escales | Journalières | Nombre de fréquences hebdomadaires | Mensuelles |
|--------------------------|--------------|------------------------------------|------------|
| <i>Iles Sous-le-Vent</i> | | | |
| ATR | | | |
| Bora Bora | 6 à 10 | | |
| Huahine | 4 à 6 | | |
| Raiatea | 4 à 9 | | |
| Maupiti | | 5 à 6 | |

| Escales | Journalières | Nombre de fréquences hebdomadaires | Mensuelles |
|------------------------------|--------------|------------------------------------|-----------------|
| <i>Tuamotu Nord</i> | | | |
| ATR | | | |
| Rangiroa | | 18 à 23-28 | |
| Manihi | | 8 | |
| Mataiva | | 2 | |
| Tikehau | | 7 à 8-11 | |
| Takaroa | | 3 à 4 | |
| Takapoto | | 3 à 4 | |
| Kaukura | | 2 | |
| Fakarava | | 7 à 9 | |
| Ahe | | 4 à 5 | |
| Kauehi | | 1 | |
| Arutua | | 3 à 4 | |
| Katiu | | 1 | |
| Hikueru | | 1 | |
| <i>Beechcraft King</i> | | | |
| Apataki | | 2 | |
| Napuka | | | 2 |
| Faaite | | | 3 |
| <i>Twin Otter</i> | | | |
| Apataki | | 1 | |
| Niau | | 1 | |
| <i>Marquises</i> | | | |
| ATR | | | |
| Nuku Hiva | | 8 à 10 | |
| Hiva Oa (Atuona) | | 5 à 7 | |
| <i>Twin Otter</i> | | | |
| Ua Huka | | 3 | |
| Ua Pou | | 5 | |
| Hiva Oa | | 2 | |
| <i>Australes</i> | | | |
| ATR | | | |
| Rurutu | | 3 à 8 | |
| Tubuai | | 4 à 8 | |
| Raivavae | | 2 à 4 | |
| Rimatarā | | 2 | |
| <i>Tuamotu Est - Gambier</i> | | | |
| ATR | | | |
| Anaa | | 1 | |
| Makemo | | 2 à 3 | |
| Hao | | 3,5 | |
| Gambier | | 1,5 à 2 | |
| Tatakoto | | | 3 |
| Pukarua | | | 3 |
| Reao | | | 3 |
| Rarola | | | 3 |
| <i>Beechcraft King</i> | | | |
| Takume | | | 3 |
| Fangatau | | | 3 |
| Puka Puka | | | 3 |
| Fakahina | | | fermée à la CAP |
| Vahitahi | | | 3 |
| Nukutavake | | | 3 |
| Tureia | | | 3 |

NOR : TMA0600569AC

Par arrêté n° 262 CM du 23 mars 2006.— Est approuvé le programme de vols réguliers Eté 2006 de la compagnie aérienne Hawaiian Airlines à raison d'une fréquence hebdomadaire B 767-300 ER sur la route Honolulu-Papeete-Honolulu.

NOR : DEQ0600495AC

Par arrêté n° 263 CM du 23 mars 2006.— En raison de son état de dégradation avancé, le quai de Makemo est interdit à toute exploitation. Son usage et son accès sont interdits à toute embarcation ainsi qu'à tout véhicule.

L'interdiction d'exploitation du quai de Makemo court à compter de la date de publication du présent arrêté jusqu'à la complète rénovation du quai.

L'arrêté n° 971 CM du 8 juin 2004 portant limitation de l'exploitation du quai à caboteurs de la commune de Makemo est abrogé.

NOR : ISP0600456AC

Par arrêté n° 264 CM du 23 mars 2006.— Est constaté au niveau de 102,9 l'indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois de janvier 2006 (base 100 en août 2003).

NOR : ISP0600576AC

Par arrêté n° 265 CM du 23 mars 2006.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 5-06 ISPF du 14 février 2006 du conseil d'administration de l'Institut de la statistique de la Polynésie française arrêtant le budget pour l'exercice 2006 à la somme de *quatre cent dix millions six cent mille francs CFP* (410 600 000 F CFP) se décomposant comme suit :

| | En dépenses (F CFP) | En recettes (F CFP) |
|-----------------------------|------------------------|------------------------|
| - section de fonctionnement | 400 600 000 | 339 725 000 |
| - section d'investissement | 10 000 000 | 70 875 000 |
| Total général | 410 600 000 | 410 600 000 |

NOR : ATP0600571AC

Par arrêté n° 266 CM du 23 mars 2006.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 1-06 CA/ATP du 28 février 2006 du conseil d'administration de l'Agence tahitienne de presse arrêtant le budget pour l'exercice 2006 à la somme de *cent vingt-quatre millions six cent trente mille francs CFP* (124 630 000 F CFP) se décomposant comme suit :

| | En dépenses (F CFP) | En recettes (F CFP) |
|------------------------------------|------------------------|------------------------|
| - section de fonctionnement | 114 630 000 | 110 130 000 |
| - section d'investissement | 10 000 000 | 10 000 000 |
| - diminution du fonds de roulement | | 4 500 000 |
| Total général | 124 630 000 | 124 630 000 |

NOR : IFM0600578AC

Par arrêté n° 268 CM du 23 mars 2006.— Est renvoyée en seconde lecture la délibération n° 3-06 IFM-PC du 13 février 2006 fixant les modalités d'attribution et la liste des emplois pouvant prétendre à une indemnité de sujétions spéciales au sein de l'Institut de formation maritime - pêche et commerce.

NOR : IFM0600579AC

Par arrêté n° 269 CM du 23 mars 2006.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 4-06 IFM-PC du 13 février 2006 autorisant les dépenses d'un bien d'une valeur supérieure ou égale à *soixante-dix mille francs CFP* (70 000 F CFP) amortissable pouvant être imputées à la section d'investissement au sein de l'Institut de formation maritime - pêche et commerce.

NOR : IFM0600580AC

Par arrêté n° 270 CM du 23 mars 2006.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 5-06 IFM-PC du 13 février 2006 du conseil d'administration de l'Institut de

formation maritime - pêche et commerce arrêtant le budget pour l'exercice 2006 à la somme de *deux cent soixante-seize millions cinq cent dix-huit mille sept cent quatre-vingts francs CFP* (276 518 780 F CFP) se décomposant comme suit :

| | En dépenses (F CFP) | En recettes (F CFP) |
|------------------------------------|------------------------|------------------------|
| - section de fonctionnement | 226 676 890 | 196 058 815 |
| - section d'investissement | 49 841 890 | 49 841 890 |
| - diminution du fonds de roulement | | 30 618 075 |
| Total général | 276 518 780 | 276 518 780 |

NOR : EVT0600491AC

Par arrêté n° 271 CM du 23 mars 2006.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 1-06 EVT du 21 février 2006 portant adoption de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses (EPRD) de l'établissement public par le conseil d'administration de l'établissement public "Vanille de Tahiti" arrêtant le budget pour l'exercice 2006 à la somme de *cinq cent vingt-cinq millions cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents francs CFP* (525 599 900 F CFP) se décomposant comme suit :

| Sections | Dépenses (F CFP) | Recettes (F CFP) |
|------------------|--------------------|--------------------|
| - fonctionnement | 401 047 480 | 218 817 420 |
| - investissement | 124 552 420 | 306 782 480 |
| Totaux | 525 599 900 | 525 599 900 |

L'équilibre est réalisé par un prélèvement de *deux cent cinquante millions cinq cent trente-quatre mille huit cent quatre-vingt-dix-sept francs CFP* (250 534 897 F CFP) sur le fonds de roulement.

NOR : EVT0600492AC

Par arrêté n° 272 CM du 23 mars 2006.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations adoptées en séance du 21 février 2006 par le conseil d'administration de l'établissement public "Vanille de Tahiti" et référencées comme suit :

- n° 2-06 EVT autorisant le versement de la prime à l'emploi aux agents de l'établissement public "Vanille de Tahiti" ;
- n° 3-06 EVT fixant les tarifs de cession des produits, des prestations de services et locations d'engins de l'établissement public "Vanille de Tahiti" ;
- n° 4-06 EVT fixant les tarifs de cession des produits et articles de promotion de l'établissement public "Vanille de Tahiti".

NOR : DSP0600002AC

Par arrêté n° 273 CM du 23 mars 2006.— Le nombre de places ouvertes à l'Institut de formation en soins infirmiers Mathilde-Frébault pour la formation préparant au certificat d'aptitude aux fonctions d'aide-soignant polyvalent territorial est fixé à vingt (20) pour la session 2006.

Pour cette session, elles sont réparties comme suit :

- au titre du concours externe : 14 places ;
- au titre du concours interne : 6 places.

Si les places au concours interne ne sont pas pourvues, elles seront prises par les candidats issus du concours externe.

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 804 PR du 21 mars 2006 modifiant l'arrêté n° 2 PR du 4 janvier 2006 relatif aux attributions du vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, du budget et de la réforme de la fiscalité, porte-parole du gouvernement.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2005 APF/SG du 3 mars 2005 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 4 janvier 2006 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, du budget et de la réforme de la fiscalité, porte-parole du gouvernement,

Arrête :

Article 1er.— Au B de l'article 3 de l'arrêté n° 2 PR du 4 janvier 2006, il est inséré après le dernier tiret le membre de phrase suivant :

“- conventionnement d'agrément touristique”.

Art. 2.— Le vice-président, ministre du tourisme, de l'économie, des finances et de la communication, chargé de la cohérence de l'action gouvernementale, du budget et de la réforme de la fiscalité, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mars 2006.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Jacqui DROLLET.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
ministre du tourisme, de l'économie,
des finances et de la communication,
Jacqui DROLLET.

ARRETE n° 807 PR du 21 mars 2006 portant modification de l'arrêté n° 2182 PR du 30 décembre 2005 portant nomination des membres du comité technique paritaire autonome du service du personnel et de la fonction publique.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2005 APF/SG du 3 mars 2005 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-216 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant organisation et fonctionnement des organismes consultatifs dans la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 420 CM du 4 juillet 2005 modifié portant création des comités techniques paritaires des services et établissements publics administratifs de la Polynésie française et organisation des élections des représentants du personnel en leur sein ;

Vu l'arrêté n° 2182 PR du 30 décembre 2005 portant nomination des membres du comité technique paritaire autonome du service du personnel et de la fonction publique,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 2182 PR du 30 décembre 2005 susvisé est ainsi rédigé :

En qualité de représentants de l'administration :

Titulaires :

- Mme Mireille Bresson, *présidente* ;
- Mme Valérie Clément, chargée d'assurer la présidence du comité en cas d'absence de la présidente ;
- M. Damien Aubert, chargé d'assurer le secrétariat permanent ;
- M. Ba Trinh, *membre*.

Suppléants :

- Mlle Linda Fong ;
- Mme Noëlyne Teiti ;
- Mme Ramona Tuahu épouse Tetuanui ;
- M. Geoffrey Mou Kui.

En qualité de représentants du personnel :

Titulaires :

- Mme Turouru Ateni épouse Andolenko, au titre de la CSTP/FO ;
- Mlle Otime Teura, au titre de la CSTP/FO ;
- Mme Cécile Tarahu, au titre de la CSTP/FO ;
- Mme Tatiana Degage, au titre de la CSTP/FO.

Suppléants :

- M. Bruno Lonjon, au titre de la CSTP/FO ;
- Mme Ruta Tehevini épouse Lai Ah Chee, au titre de la CSTP/FO ;
- M. Stéphane Tavaitai, au titre de la CSTP/FO ;
- M. Dominique Pastor, au titre de la CSTP/FO.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mars 2006.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Jacqui DROLLET.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du travail, de l'emploi,
de la formation professionnelle
et de la fonction publique,*
Pierre FREBAULT.

Par arrêté n° 791 PR du 17 mars 2006.— Est autorisé le versement d'une subvention d'équipement d'un montant de 32 905 700 F CFP (*trente-deux millions neuf cent cinq mille sept cents francs CFP*) à la société BP Solar Polynésie pour la réalisation du projet "BP Solar 3" dans le cadre du programme Photom pour l'année 2004 alors que les travaux sont achevés.

Les conditions de caducité et de remboursement de la subvention sont celles fixées à l'article 9 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié.

Par arrêté n° 792 PR du 20 mars 2006.— Il est attribué à l'école normale mixte de la Polynésie française, au titre de l'exercice 2006, une subvention d'investissement de *trois millions quatre cent cinquante mille francs CFP* (3 450 000 F CFP) pour le financement de travaux de mise aux normes de sécurité des bâtiments.

L'établissement dispose d'un délai de 6 mois pour lancer les opérations prévues par le présent arrêté. Il pourra être exigé le remboursement de toute ou partie de la subvention dans les cas suivants :

- opération réalisée non conforme à l'arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà de 100 % de son montant ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande de subvention ainsi que dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée.

Les crédits devront être suivis par l'établissement selon la procédure des recettes affectées. Le versement se fera en deux temps :

- 50 % du montant attribué dès validation de l'arrêté ;
- le solde en plusieurs acomptes ou en totalité sur présentation des mandats visés par l'agent comptable.

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française, sous-chapitre 911, article 130, AP 79-2006 "subvention d'investissement à l'ENMPF", AE 119-2006.

Par arrêté n° 805 PR du 21 mars 2006.— Il est accordé une subvention d'investissement de 14 278 706 F CFP (*quatorze millions deux cent soixante-dix-huit mille sept cent six francs CFP*) au profit de l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT) dans le cadre de l'opération de rénovation du parc à matériel du domaine de Atimaono comprenant l'acquisition de véhicules nécessaires à la direction de l'établissement et de matériels industriels

(agricoles et de jardin) pour l'entretien du parcours du golf de Atimaono.

La dépense est imputable au chapitre 911, article 130, AP n° 122-1998, AE n° 271-2005.

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 % dès la certification du caractère exécutoire du présent arrêté ;
- et le paiement du solde de la subvention interviendra au fur et à mesure des justifications de paiement de l'opération.

Par arrêté n° 850 PR du 22 mars 2006.— M. le docteur Suvirak Yo, pharmacien, est autorisé à créer, par la voie dérogatoire, une officine de pharmacie ouverte au public, dans la commune de Paea, PK 23,700, côté mer, pour les besoins de la population (autorisation n° 66).

Sous réserve de la réalisation des conditions posées à l'alinéa suivant, est enregistrée l'exploitation de l'officine de pharmacie ouverte au public ainsi créée par le docteur Suvirak Yo (exploitation n° 1-2006).

Préalablement à tout début d'exploitation par le docteur Suvirak Yo, les documents suivants doivent être transmis au ministère chargé de la santé, direction de la santé, département planification et organisation des soins :

- déclaration de la date effective de début d'exploitation ;
- inscription définitive au tableau du conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française en qualité de pharmacien titulaire de ladite officine.

Par arrêté n° 852 PR du 22 mars 2006.— Une aide d'un montant de 4 050 000 F CFP (*quatre millions cinquante mille francs CFP*), au titre des aides aux aménagements fonciers (titre VI de l'arrêté n° 654 CM du 10 mai 2000 modifié), est attribuée à Mlle Valérie Vainui Tauru, née le 24 janvier 1972 à Tahiti, exploitante agricole à Vaianae, Haapiti, côté montagne, Moorea, carte professionnelle CAPL n° 1314 délivrée le 23 juin 2005.

Les opérations primables étant plafonnées à 7 500 000 F CFP, l'aide correspond à :

- 60 % de l'investissement primable lorsque l'investissement est inférieur à 3 000 000 F CFP ;
- lorsque l'investissement est supérieur à 3 000 000 F CFP, la tranche supplémentaire est prise en charge à hauteur de 50 %, soit une aide calculée de :

Investissement primable : 11 586 935 F CFP ;

Dotation : 4 050 000 F CFP.

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française, section investissement, sous-chapitre 914, article 130, AP n° 145-2005, AE n° 215-2005 "Dotation pour le développement de l'agriculture".

Par arrêté n° 854 PR du 23 mars 2006.— Mme Malika Kara épouse Usang n'est pas autorisée à créer une officine de pharmacie ouverte au public dans la commune de Papeete,

rue Castelneau, rez-de-chaussée, lot n° 42, aux motifs que le dossier est incomplet au regard de l'arrêté du 23 avril 2002 modifié, en raison de l'absence :

- de pièces justifiant que le demandeur est propriétaire ou locataire du local proposé et du terrain sur lequel la création ou le transfert est envisagé ou de promesse de vente ou de location (annexe I-11°) ;
- de permis de construire (annexe I-11°) ;
- de plan côté des locaux (annexe I-12°) ;
- d'indication précise de la surface du local (annexe I-12°) ;
- d'indication quant à la situation juridique envisagée pour l'exploitation (annexe I-16°).

Mme Malika Kara épouse Usang, pharmacienne, n'est pas autorisée à exploiter l'officine mentionnée ci-dessus.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI,
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

ARRETE n° 572 MTE/PEL du 21 mars 2006 nommant les membres du jury du concours externe, sur titres avec épreuves, pour le recrutement de 18 assistants socio-éducatifs de catégorie B relevant de la fonction publique de la Polynésie française.

Le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique, chargé de la réforme de l'administration,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 17 PR du 14 mars 2005 modifié relatif aux attributions du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique, chargé de la réforme de l'administration ;

Vu la délibération n° 84-1027 AT du 15 novembre 1984 portant création du service du personnel et de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 22 MTE du 31 mars 2005 modifié portant délégation de signature à Mme Mireille Bresson, chef du service du personnel et de la fonction publique, et à certains de ses agents ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-236 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des

assistants socio-éducatifs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 252 CM du 14 décembre 2004 fixant les modalités, la nature et le programme des épreuves des concours de recrutement des assistants socio-éducatifs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 297 CM du 26 mai 2005 modifié portant ouverture de concours pour le recrutement de fonctionnaires de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 51 MTE/PEL du 18 janvier 2006 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, sur titres avec épreuves, pour le recrutement de 18 assistants socio-éducatifs de catégorie B relevant de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Sont nommées membres du jury du concours susvisé les personnes dont les noms suivent :

- Mme le chef du service du personnel et de la fonction publique ou son représentant, *présidente* ;
- Mme l'inspectrice générale de l'administration de la Polynésie française ou son représentant ;
- M. le chef du service des affaires sociales ou son représentant ;
- Mlle Loetitia Hiu, en qualité de fonctionnaire de catégorie A dans le domaine concerné par le recrutement ;
- M. Christian Jonc, en qualité de représentant du cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs ;
- M. Roger Bonnecaze, en qualité de personnalité qualifiée dans le domaine concerné par le recrutement.

Art. 2.— Le chef du service du personnel et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mars 2006.
Pour le ministre et par délégation :
*Le chef du service du personnel
et de la fonction publique,*
Mireille BRESSON.

ARRETE n° 591 MTE/PEL du 23 mars 2006 nommant les membres du jury du concours externe, interne et d'intégration, sur épreuves, pour le recrutement d'un chirurgien-dentiste de catégorie A relevant de la fonction publique de la Polynésie française.

Le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique, chargé de la réforme de l'administration,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 17 PR du 14 mars 2005 modifié relatif aux attributions du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique, chargé de la réforme de l'administration ;

Vu la délibération n° 84-1027 AT du 15 novembre 1984 portant création du service du personnel et de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 22 MTE du 31 mars 2005 modifié portant délégation de signature à Mme Mireille Bresson, chef du service du personnel et de la fonction publique, et à certains de ses agents ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-242 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des biologistes, vétérinaires, pharmaciens et chirurgiens-dentistes de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 287 CM du 17 mars 1997 modifié relatif au concours de recrutement des fonctionnaires du cadre d'emplois des biologistes, vétérinaires, pharmaciens et chirurgiens-dentistes de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 297 CM du 26 mai 2005 modifié portant ouverture de concours pour le recrutement de fonctionnaires de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 146 MTE/PEL du 26 janvier 2006 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, sur titres avec épreuves, pour le recrutement d'un chirurgien-dentiste, de catégorie A relevant de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Sont nommées membres du jury du concours susvisé les personnes dont les noms suivent :

- Mme le chef du service du personnel et de la fonction publique ou son représentant, *présidente* ;
- Mme l'inspectrice générale de l'administration de la Polynésie française ou son représentant ;
- Mme la directrice de la santé ou son représentant ;
- M. Henri Lhomond, en tant que personnalité qualifiée dans le cadre d'emplois des chirurgiens-dentistes ;
- M. Gil Akrich, en tant que personnalité qualifiée dans le cadre d'emplois des chirurgiens-dentistes ;
- Mme Sandrine Lot, au titre de fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des biologistes, vétérinaires, pharmaciens et chirurgiens-dentistes.

Art. 2.— Le chef du service du personnel et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 mars 2006.
Pour le ministre et par délégation :
*Le chef du service du personnel
et de la fonction publique,*
Mireille BRESSON.

Par arrêté n° 566 MTE du 17 mars 2006.— L'association des parents d'élèves de l'école maternelle Vaitama dont le siège est situé à Papeete, Titiro, école Vaitama, BP 50867 Pirae, est autorisée à organiser une tombola au capital d'émission de 1 500 000 F CFP, composée de 15 000 billets à 100 F CFP l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 28 avril 2006 à l'école maternelle Vaitama.

Le bénéfice de cette autorisation ne peut être cédé aux tiers.

Le produit de la tombola est intégralement et exclusivement affecté à l'achat de matériel pédagogique pour l'école et le collège Notre-Dame-des-Anges.

Les lots sont les suivants :

| | | |
|-------------|---|---------------|
| - 1er lot : | 1 aller/retour Papeete-Paris, acheté | 120 000 F CFP |
| - 2e lot : | 1 tableau, offert | 100 000 F CFP |
| - 3e lot : | 1 aller/retour Papeete-Nouvelle-Zélande, offert | 90 000 F CFP |
| - 4e lot : | 1 aller/retour Papeete-Lax, offert | 70 000 F CFP |
| - 5e lot : | 2 nuits au Bora Lagoon Resort (avec petit déjeuner compris), offertes | 40 000 F CFP |
| - 6e lot : | 1 bon de repas au Dragon d'or, acheté | 25 000 F CFP |
| - 7e lot : | 1 bon pour 4 personnes pour 1 petit déjeuner au Beachcomber, offert | 20 000 F CFP |
| - 8e lot : | 1 bon pour des soins (spa), offert | 20 000 F CFP |
| - 9e lot : | 1 tifaifai, offert | 20 000 F CFP |
| - 10e lot : | 1 collier en nacre, offert | 10 000 F CFP |
| - 11e lot : | 1 bague en argent, offerte | 10 000 F CFP |
| - 12e lot : | 1 bracelet en nacre, offert | 10 000 F CFP |

| | |
|-------------------------------|----------------------|
| <i>Total des lots</i> | <i>535 000 F CFP</i> |
| <i>Total des lots achetés</i> | <i>145 000 F CFP</i> |

Le quart du montant total des lots, soit la somme de 133 750 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française avant toute impression de billets de tombola. Le solde, soit la somme de 401 250 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française au plus tard 10 jours avant le tirage, c'est-à-dire le vendredi 28 avril 2006.

Par arrêté n° 589 MTE du 22 mars 2006.— La coopérative d'école de Taimoana, représentée par sa présidente, Mme Nerva Palos, dont le siège est situé à Papeete, chemin vicinal de Patutoa, est autorisée à organiser une tombola au capital d'émission de 1 200 000 F CFP, composée de 12 000 billets à 100 F CFP l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois, le 15 juin 2006, à l'école Taimoana à Papeete.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé aux tiers.

Le produit de la tombola est intégralement et exclusivement affecté à financer les sorties éducatives, l'achat des livres, l'aménagement de deux salles d'expression et de deux aires de jeu.

Les lots sont les suivants :

| | | |
|--|--|---------------|
| 1er lot : | 1 A/R PPT/Rurutu/PPT, acheté à Air Tahiti..... | 26 800 F CFP |
| 2e lot : | 1 A/R PPT/Manihi/PPT, acheté à Air Tahiti..... | 26 800 F CFP |
| 3e lot : | 1 A/R PPT/Huahine/PPT, offert par Air Tahiti..... | 18 900 F CFP |
| 4e lot : | 1 pendentif perle couleur aubergine, offert..... | 10 000 F CFP |
| 5e lot : | 1 bon Repas à emporter au restaurant Vaima, offert..... | 9 500 F CFP |
| 6e lot : | 1 dîner Bounty pour 2 personnes au Beachcomber (sans boisson), offert | 9 500 F CFP |
| 7e lot : | 1 copie d'un tableau de Gauguin, offerte | 7 500 F CFP |
| 8e lot : | 1 petit déjeuner au Market Coffee, offert..... | 6 000 F CFP |
| 9e lot : | 1 petit déjeuner au Star Studio Fare Tony, offert..... | 5 500 F CFP |
| Total des lots achetés (1er et 2e lots)..... | | 53 600 F CFP |
| Total des lots offerts (3e au 9e lots)..... | | 66 400 F CFP |
| Total des lots (achetés et offerts)..... | | 120 000 F CFP |

Le quart du montant total des lots, soit la somme de 30 000 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française avant toute impression de billet de tombola. Le solde, soit la somme de 90 000 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française au plus tard 10 jours avant le tirage, c'est-à-dire le jeudi 1er juin 2006.

Par arrêté n° 590 MTE du 22 mars 2006.— Le Fifty-one Club de Tahiti Nui, dont le siège est situé à Faa'a, Intercontinental Beachcomber Resort, BP 381702 Tamanu - Punaauia, est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 2 000 000 F CFP, composée de 2 000 billets à 1 000 F CFP l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois, le 10 juin 2006, à l'Intercontinental Beachcomber Resort de Tahiti.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé aux tiers.

Le produit de la tombola est intégralement et exclusivement affecté à l'aide aux enfants défavorisés.

Les lots sont les suivants :

| | | |
|------------------------------|--|---------------|
| 1er lot : | 1 télévision grand écran, achetée..... | 100 000 F CFP |
| 2e lot : | 1 A/R PPT/île de Pâques, offert | 60 000 F CFP |
| 3e lot : | 1 A/R PPT/îles Sous-le-Vent au choix, offert | 26 000 F CFP |
| 4e lot : | 1 A/R PPT/îles Sous-le-Vent au choix, offert..... | 26 000 F CFP |
| 5e lot : | 1 nuit à l'hôtel Beachcomber de Moorea (avec petit déjeuner pour 2 personnes compris), offerte... | 20 000 F CFP |
| Total des lots achetés | | 100 000 F CFP |
| Total des lots | | 232 000 F CFP |

Le quart du montant total des lots, soit la somme de 58 000 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française avant toute impression de billet de tombola. Le solde, soit la somme de 174 000 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française au plus tard 10 jours avant le tirage, c'est-à-dire le jeudi 1er juin 2006.

**MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT,
DES TRANSPORTS TERRESTRES ET MARITIMES,
DES PORTS ET AEROPORTS**

Par arrêté n° 204 MET du 17 mars 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie de l'indemnité versée à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Pahua (PV 580) nécessaire à la réalisation de l'aérodrome de Niau. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

*Bénéficiaire : M. Outu Teuiapi Temai ;
Indemnités à déconsigner : 2 152 027 F CFP.*

Par arrêté n° 205 MET du 17 mars 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie de l'indemnité versée à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Taiharuru (PV 579) nécessaire à la réalisation de l'aérodrome de Niau. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

*Bénéficiaire : M. Outu Teuiapi Temai ;
Indemnités à déconsigner : 176 468 F CFP.*

Par arrêté n° 210 MET/STT du 21 mars 2006.— Les licences de transport touristique n° 01B46T et n° 02C46T sont attribuées à Mlle Vanessa Dayana Maima Huuti pour la mise en exploitation d'un véhicule de petite et moyenne capacité (de 8 à 24 places passagers) de catégorie B et d'un véhicule tout-terrain à transmission intégrale de catégorie C.

Par arrêté n° 211 MET/STMA du 21 mars 2006.— Mme Rosine Nakeaetou est autorisée à occuper pour une durée de 3 ans renouvelable le domaine public aéroportuaire de Nuku Hiva (îles Marquises) dans le cadre de l'édification d'un logement transitoire lié à son activité dans l'aérogare.

La présente autorisation précaire et révocable est particulière à Mme Rosine Nakeaetou et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale. Toute cession ou location sera nulle de plein droit.

Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire de Nuku Hiva (îles Marquises) par Mme Rosine Nakeaetou font l'objet d'un cahier des charges auquel est annexé le plan d'occupation agréé correspondant.

La présente occupation du domaine public aéroportuaire de Nuku Hiva (îles Marquises) donne lieu au versement de la redevance annuelle comme fixée par l'arrêté n° 709 CM du 8 juillet 1996, laquelle s'élève à 5 000 F CFP (cinq mille francs CFP).

Par arrêté n° 212 MET/STT du 21 mars 2006.— Conformément aux dispositions de l'article 19 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française, la SARL "Marama Transports Touristiques" est autorisée à interrompre l'exploitation des licences n° 05B10T et n° 13B10T sur l'île de Tahiti.

Cette interruption est accordée pour un délai maximal de 12 mois à compter de sa date de notification.

Par arrêté n° 217 MET du 21 mars 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Mauru 3 nécessaire à la construction et à l'extension de l'aérodrome de Kaukura. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

| Indemnités à déconsigner | Bénéficiaires |
|--------------------------|------------------------------------|
| 275 | Mme Heipua Tamata épouse Pukoki |
| 275 | Mme Puatini Tamata épouse Faraire |
| 275 | Mme Purau Tamata épouse Teahamai |
| 275 | Mme Teataura Tamata épouse Avaëoru |

Par arrêté n° 218 MET du 21 mars 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tavoriviri 3 nécessaire à la construction et à l'extension de l'aérodrome de Kaukura. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

| Indemnités à déconsigner | Nom de la terre | Bénéficiaires |
|--------------------------|---|------------------------------------|
| 244 | Tavoriviri 3 Arrêté n° 4342 AC.DIR.INFRA du 11/09/1979 | Mme Heipua Tamata épouse Pukoki |
| 1 543 | Tavoriviri 3 Arrêté n° 227 CM du 2/03/1992 | |
| 244 | Tavoriviri 3 Arrêté n° 4342 AC.DIR.INFRA du 11/09/1979 | Mme Puatini Tamata épouse Faraire |
| 1 543 | Tavoriviri 3 Arrêté n° 227 CM du 2/03/1992 | |
| 244 | Tavoriviri 3 Arrêté n° 4342 AC.DIR.INFRA du 11/09/1979 | Mme Purau Tamata épouse Teahamai |
| 1 543 | Tavoriviri 3 Arrêté n° 227 CM du 2/03/1992 | |
| 245 | Tavoriviri 3 Arrêté n° 4342 AC.DIR.INFRA du 11/09/1979 | Mme Teataura Tamata épouse Avaëoru |
| 1 544 | Tavoriviri 3 Arrêté n° 227 CM du 2/03/1992 | |

Par arrêté n° 219 MET du 21 mars 2006.— Est déconsignée une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Ahototeina (plan 10) nécessaire à la réalisation du carrefour de la pointe Vénus dans la commune de Mahina. Son versement est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

| Nom de la terre | Indemnités à déconsigner | Bénéficiaires |
|-------------------------|--------------------------|-----------------------------------|
| Ahototeina (plan 10) | 13 425 | Mme Pua Siméon |
| | 13 425 | Mme Pua Eliane épouse Mai |
| | 13 425 | Mme Pua Joséphine épouse Guillots |
| | 13 425 | Mme Pua Arlette épouse Temarii |
| | 13 425 | Mme Pua Haimano épouse Chavez |
| | 13 425 | Mme Pua Monique épouse Chyl |
| | 13 426 | Mlle Pua Lydie |

Par arrêté n° 220 MET du 21 mars 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités relatives à la terre Teupukahaia (plan 33) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Raroia. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

| Nom de la terre | Indemnités à déconsigner | Bénéficiaires |
|--------------------------|--------------------------|---|
| Teupukahaia (plan 33) | 19 414 19 414 | Mlle Jeanne Teipoarii Mlle Augustine Teipoarii |

Par arrêté n° 221 MET du 21 mars 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie de l'indemnité versée à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Teraupiu (PV 412) nécessaire à la réalisation de l'aérodrome de Niau. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

| Indemnités à déconsigner | Bénéficiaires |
|--------------------------|-------------------------------|
| 6 543 | Mme Tutu Clark |
| 6 542 | Mme Marie Clark épouse Graffe |
| 6 542 | Mme Hélène Clark épouse Mai |
| 29 440 | Mme Tahatenini Fareea |

Par arrêté n° 222 MET du 21 mars 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie de l'indemnité versée à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Teraupiu (PV 416) nécessaire à la réalisation de l'aérodrome de Niau. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

| Indemnités à déconsigner | Bénéficiaires |
|--------------------------|-------------------------------|
| 1 388 | Mme Tutu Clark |
| 1 387 | Mme Marie Clark épouse Graffe |
| 1 387 | Mme Hélène Clark épouse Mai |
| 6 243 | Mme Tahatenini Fareea |

Par arrêté n° 225 MET du 22 mars 2006.— M. Pierre Turlan, gérant de la SARL Bonne Conduite, est autorisé à exploiter un établissement d'enseignement de la conduite de véhicules terrestres à moteur sis dans la commune de Taiarapu-Est, section de commune de Afaahiti, Taravao, île de Tahiti.

Cette autorisation est accordée pour l'enseignement de la conduite des véhicules nécessitant le permis de conduire des catégories B et B1 telles que définies par le code de la route.

Le bénéficiaire de la présente autorisation devra exercer son activité conformément à la réglementation en vigueur et dans le respect des prescriptions prévues au paragraphe 3 bis du chapitre II du titre II, et notamment de l'article 144-3 du code de la route.

Toute infraction aux prescriptions sus-citées pourra entraîner les sanctions prévues par la réglementation en vigueur.

MINISTERE DE LA MER

Par arrêté n° 193 MER/PRL du 20 mars 2006.— L'article 1er de l'arrêté n° 162 MPP du 16 février 2005 modifié portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Alexandre Collins à l'usage de son exploitation perlicole à Arutua, commune de Arutua, est rectifié ainsi qu'il suit concernant l'île d'exploitation :

Au lieu de : "Arutua", lire : "Takaroa".

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 194 MER du 20 mars 2006.— Conformément à l'article 4 de l'arrêté n° 105 CM du 20 janvier 2005 modifié, des aides individuelles pour l'achat de petits matériels de pêche lagonaire sont octroyées aux bénéficiaires suivants :

1° M. Bruno Tehei Faatoa, né le 2 décembre 1964 à Papeete : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 144 753 F CFP ; *total* : 144 743 F CFP ;

2° M. Michel Tetefano Tane, né le 28 juin 1957 à Uturoa, Raiatea : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 105 939 F CFP ; *total* : 105 939 F CFP ;

3° M. Samuel Tupuaiooro, né le 18 septembre 1962 à Vaiaau, Raiatea : *fournisseur 1* : EURL Chez Rémy : 147 170 F CFP ; *total* : 147 170 F CFP ;

4° Mlle Sofronia Teuramaru Harris, née le 16 avril 1980 à Arutua, Tuamotu : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 150 000 F CFP ; *total* : 150 000 F CFP ;

5° Mme Lala Tetauira épouse Riebert, née le 23 mars 1958 à Fetuna, Raiatea : *fournisseur 1* : Galeries Puchon : 149 322 F CFP ; *total* : 149 322 F CFP ;

6° M. Wallis Holman, né le 2 novembre 1958 à Tevaitoa, Raiatea : *fournisseur 1* : Galeries Puchon : 139 382 F CFP ; *total* : 139 382 F CFP ;

7° M. Noho Teriivahine Homai, né le 23 novembre 1949 à Tevaitoa, Raiatea : *fournisseur 1* : Galeries Puchon : 147 517 F CFP ; *total* : 147 517 F CFP ;

8° Mlle Délila Tetua Temanupaioura, née le 1er mai 1980 à Afaahiti, Tahiti : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 95 048 F CFP ; *fournisseur 2* : Ets Aming : 49 555 F CFP ; *total* : 144 603 F CFP ;

9° M. Antony Tepu, né le 19 février 1958 à Makatea, Tuamotu : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 149 253 F CFP ; *total* : 149 253 F CFP ;

10° M. Jean-Pierre Otaha, né le 26 septembre 1959 à Papeete : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 149 751 F CFP ; *total* : 149 751 F CFP ;

11° M. Jerry Heimana Rere, né le 11 avril 1976 à Papeete : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 145 899 F CFP ; *total* : 145 899 F CFP ;

12° M. Maramatoa Teraihoarii Fanaura, né le 7 juin 1984 à Papeete : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 144 704 F CFP ; *total* : 144 704 F CFP ;

13° M. Patrick Durietz, né le 11 octobre 1982 à Papeete : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 149 652 F CFP ; *total* : 149 652 F CFP ;

14° Mme Noëlle Mataaro Manutahi épouse Raufea, née le 25 décembre 1948 à Niua, Tahaa : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 136 464 F CFP ; *total* : 136 464 F CFP ;

15° M. Charles Marere, né le 18 février 1982 à Afaahiti : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 134 176 F CFP ; *fournisseur 2* : Ets Aming : 11 900 F CFP ; *total* : 146 076 F CFP ;

16° M. Manutahi Henri Faura, né le 12 juin 1959 à Papeete : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 145 899 F CFP ; *total* : 145 899 F CFP ;

17° M. Marcellino Otui, né le 14 décembre 1979 à Afaahiti, Tahiti : *fournisseur 1* : Tahiti Nautic Center, Taravao : 134 176 F CFP ; *fournisseur 2* : Ets Aming : 11 900 F CFP ; *total* : 146 076 F CFP ;

18° M. Gérard Moana Auguste Grave, né le 27 septembre 1972 à Papeete : *fournisseur 1* : Tahitian Blue Water Killers : 144 500 F CFP ; *total* : 144 500 F CFP ;

19° Mme Leila Ahuura Taiarui épouse Thunot, née le 12 octobre 1964 à Papeete : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 118 045 F CFP ; *fournisseur 2* : Ets Aming : 31 955 F CFP ; *total* : 150 000 F CFP ;

20° M. Tetaha Marere, né le 9 février 1955 à Nukutavake, Tuamotu : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 149 106 F CFP ; *total* : 149 106 F CFP.

Soit un total de 2 886 056 F CFP (deux millions huit cent quatre-vingt-six mille cinquante-six francs CFP).

Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française (service de la pêche, exercice 2006), chapitre 960-50, article 657-865.

Par arrêté n° 195 MER du 20 mars 2006.— Conformément à l'article 4 de l'arrêté n° 105 CM du 20 janvier 2005 modifié, des aides individuelles pour l'achat de petits matériels de pêche lagonaire sont octroyées aux bénéficiaires suivants :

1° Mme Ahuarii Rochette veuve Paofai, née le 6 mai 1937 à Teahupoo : *fournisseur 1* : Stop, Taravao : 124 115 F CFP ; *total* : 124 115 F CFP ;

2° Mme Tiarere Murielle Poetai épouse Tehio, née le 22 juin 1969 à Toahotu : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 148 537 F CFP ; *total* : 148 537 F CFP ;

3° M. Iia Félix Poetai, né le 6 mars 1982 à Papeete : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 149 840 F CFP ; *total* : 149 840 F CFP ;

4° M. Victor Charles Teriiteata Doom, né le 27 janvier 1933 à Teahupoo : *fournisseur 1* : Stop, Taravao : 94 210 F CFP ; *total* : 94 210 F CFP ;

5° M. Randal Vatea Brotherson, né le 26 septembre 1973 à Afaahiti : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 148 971 F CFP ; *total* : 148 971 F CFP ;

6° M. Moehau Denis Tetuaroa, né le 28 décembre 1971 à Papeete : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 150 000 F CFP ; *total* : 150 000 F CFP ;

7° Mme Delphine Tainanuarii épouse Tauvirai, née le 19 août 1963 à Huahine : *fournisseur 1* : Stop, Taravao : 147 410 F CFP ; *total* : 147 410 F CFP ;

8° Mlle Falène Vaihira Utia, née le 31 mars 1983 à Papeete : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 147 109 F CFP ; *total* : 147 109 F CFP ;

9° Mlle Yvonne Harehoe, née le 23 octobre 1967 à Papeete : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 54 275 F CFP ; *fournisseur 2* : Ets Aming : 95 725 F CFP ; *total* : 150 000 F CFP ;

10° M. Temarii Arai, né le 25 novembre 1955 à Moorea : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 149 974 F CFP ; *total* : 149 974 F CFP ;

11° Mme Claire Tarano épouse Ariioehau, née le 6 mars 1966 à Tahaa : *fournisseur 1* : Sin Tung Hing Marine SA : 114 611 F CFP ; *fournisseur 2* : Nautisport-Tahitisport SA : 35 389 F CFP ; *total* : 150 000 F CFP ;

12° Mme Justine Maitui épouse Tehanin, née le 13 septembre 1957 à Papeari : *fournisseur 1* : Stop, Taravao : 150 000 F CFP ; *total* : 150 000 F CFP ;

13° Mme Aminata Maeva Manarii épouse Teriitahi, née le 15 février 1959 à Papeari : *fournisseur 1* : Stop, Taravao : 150 000 F CFP ; *total* : 150 000 F CFP ;

14° M. Augustin Maratino Tepuaro, né le 8 juin 1962 à Afaahiti : *fournisseur 1* : Sin Tung Hing, Taravao : 141 430 F CFP ; *total* : 141 430 F CFP ;

15° M. Teuira Paheroo, né le 9 juillet 1946 à Papeari : *fournisseur 1* : Stop, Taravao : 150 000 F CFP ; *total* : 150 000 F CFP ;

16° Mlle Yvonne Taahitua Parker, née le 21 septembre 1963 à Papeete : *fournisseur 1* : Ets Aming : 95 725 F CFP ; *fournisseur 2* : Nautisport-Tahitisport SA : 52 210 F CFP ; *total* : 147 935 F CFP ;

17° M. Marcellin Asiu Tahutini, né le 11 février 1970 à Papeete : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 145 481 F CFP ; *total* : 145 481 F CFP ;

18° M. Ezekelia Kiti Tchong Tai, né le 14 février 1983 à Moorea : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 145 481 F CFP ; *total* : 145 481 F CFP ;

19° M. Jacky Mateau Tchong Tai, né le 16 décembre 1974 à Tahaa : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 145 481 F CFP ; *total* : 145 481 F CFP ;

20° M. Steve Tehuitua, né le 10 mars 1965 à Papeete : *fournisseur 1* : Nautisport-Tahitisport SA : 150 000 F CFP ; *total* : 150 000 F CFP.

Soit un total de 2 885 974 F CFP (*deux millions huit cent quatre-vingt-cinq mille neuf cent soixante-quatorze francs CFP*).

Imputation budgétaire :

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française (service de la pêche, exercice 2006), chapitre 960-50, article 657-865.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DES FORÊTS

ARRETE n° 14 MAE du 22 mars 2006 portant troisième modification de l'arrêté n° 2 MAE du 7 avril 2005 de délégation de signature.

Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 19 PR du 14 mars 2005 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 24 avril 1995 portant organisation du service du développement rural ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 2 MAE du 7 avril 2005 de délégation de signature est modifié ainsi :

Département du développement de l'agriculture - DAG

a) A l'article 4-7°, remplacer : "Mlle Sylviane Fauvet, chef du département par intérim" par : "M. Djeen Cheou, chef du département".

Art. 2.— Le chef du service du développement rural est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Pirae, le 22 mars 2006.
Ahi ROOMATAAROA.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

ARRETE n° 12 MDD du 17 mars 2006 autorisant la SCI Saint-Hil à installer et exploiter un parc de stationnement couvert, commune de Faa'a (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre du développement durable, chargé de l'aménagement, de l'environnement, de la qualité de la vie et de la prévention des risques naturels,

Arrête :

Article 1er.— La SCI Saint-Hil est autorisée à installer et exploiter un parc de stationnement couvert de 74 emplacements pour une surface de 1 598 mètres carrés situé sur les hauteurs de Saint-Hilaire, commune de Faa'a, dont la référence cadastrale est la parcelle n° 689, section P, pour une surface de 8 976 mètres carrés.

Art. 2.— L'établissement visé par cet arrêté relève de la 2e classe de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, rubrique 172.2°.

172 : Parcs de stationnement couverts et garages-hôtels de véhicules à moteur.

2° : Dans le cas où la surface est supérieure ou égale à 1 000 mètres carrés mais inférieure à 5 000 mètres carrés.

L'installation autorisée par le présent arrêté est un parc de stationnement couvert sur un seul niveau (N - 1) d'une surface totale de 1 598 mètres carrés.

TITRE Ier - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Conformité de l'installation à la déclaration

Art. 3.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 4.— L'autorisation d'exploiter est caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois années à compter de sa notification ou s'il n'a pas été exploité durant deux années consécutives, sauf dans le cas de force majeure.

Art. 5.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 6.— L'établissement est implanté et exploité conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Modification

Art. 7.— Tout projet de modification apportée à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation d'exploiter initiale, fait, avant réalisation, l'objet d'une déclaration à l'inspection des installations classées.

Dossier de l'installation classée

Art. 8.— L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- les prescriptions générales et tout type de document administratif soumis à déclaration ;
- les arrêtés d'autorisation relatifs à l'installation classée pour la protection de l'environnement concernée ;
- le registre d'exploitation ;
- les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit, les rapports des visites et contrôles périodiques ;
- les documents énoncés et prévus dans le présent arrêté.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des organismes agréés chargés des contrôles périodiques.

Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Art. 9.— L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation.

Art. 10.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers est alerté immédiatement par l'exploitant ; le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence.

Art. 11.— Dès le démarrage de l'exploitation, les informations suivantes sont à fournir au centre des sapeurs-pompiers (numéro 18), à la gendarmerie (numéro 17) et au SMUR (numéro 15) :

- le plan des locaux ;
- le plan d'opération interne en cas de sinistre.

Changement d'exploitant

Art. 12.— Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

Cessation d'activité

Art. 13.— Lorsque l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est déclarée, son exploitant informe l'inspection des installations classées au moins six mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

TITRE II - REGLES DE CONSTRUCTION

Art. 14.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de dangers ou inconvénients tels que des bruits suspects ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Art. 15.— Tous les éléments généraux de construction présentent une résistance mécanique suffisante ou sont protégés contre un choc éventuel des véhicules. A l'exception des locaux définis à l'article 45, les éléments de construction du parc sont réalisés en matériaux classés en catégorie M0 du point de vue de leur réaction au feu et pare-flammes de degré deux heures ; les portes et baies ne sont pas soumises à cette disposition.

Art. 16.— Le parc étant contigu à trois immeubles comprenant un ensemble de 50 logements, les parois mitoyennes sont coupe-feu de degré deux heures au moins. Les communications avec les autres parties de l'immeuble sont réalisées par des sas de même degré de résistance au feu que les murs ou parois traversés. Les sas, d'une surface de 3 mètres carrés minimum, sont munis de deux portes chacune pare-flammes de degré une demi-heure, équipées d'un ferme-porte, et s'ouvrant vers l'intérieur du sas. Toutes dispositions sont prises pour éviter l'accumulation dans ces sas de gaz nocifs ou inflammables.

Art. 17.— Les éléments porteurs ou autoporteurs du parc sont stables au feu de degré une heure et demie.

Art. 18.— Les planchers séparatifs sont coupe-feu de degré une heure et demie. Toutefois, les dalles de ces planchers constituant des éléments secondaires de la structure sont coupe-feu de degré une heure seulement.

Art. 19.— La couverture du parc est réalisée en matériaux classés en catégorie M0 du point de vue de leur réaction au feu et pare-flammes de degré deux heures.

Art. 20.— A tous les niveaux, les escaliers sont disposés de façon que les usagers n'aient pas plus de 40 mètres à parcourir en dehors des zones de stationnement pour atteindre l'un d'eux s'ils ont le choix entre plusieurs escaliers, et pas plus de 25 mètres s'ils se trouvent dans une partie de l'établissement formant cul-de-sac.

Art. 21.— Les escaliers desservant les niveaux situés au-dessous du niveau de référence ne sont pas en prolongement direct de ceux desservant les niveaux supérieurs. Les volets des escaliers venant du sous-sol sont dissociés de ceux menant dans les étages.

Art. 22.— Les escaliers ont une largeur minimale de 0,90 mètre et sont maintenus dégagés en permanence sur cette largeur. Pour les escaliers aboutissant dans une allée de circulation commune réservée aux piétons, la largeur de cette allée totalise un nombre d'unités de passage au moins égal à la somme de celui des divers escaliers ; elle comporte au moins deux issues éloignées l'une de l'autre et disposées de manière à éviter les culs-de-sac. Cette allée sera enclouée par des éléments coupe-feu de degré une heure.

Art. 23.— Les escaliers sont réalisés en matériaux classés en catégorie M0 du point de vue de leur réaction au feu et encloués par des éléments coupe-feu de degré une heure.

Art. 24.— Les escaliers débouchant directement à l'air libre sont protégés par des portes pare-flammes de degré une demi-heure, à fermeture automatique et s'ouvrant dans le sens de la sortie en venant du parc. Dans le cas contraire, les escaliers sont protégés par des sas ventilés présentant le même degré de résistance au feu que les murs ou cloisons traversés.

Art. 25.— Toutes les issues du parc aboutissent à l'air libre ou au niveau de référence, dans des zones permettant une évacuation rapide.

Art. 26.— Les conduits et gaines, à l'exception des conduites d'eau, sont disposés de telle sorte qu'ils sont protégés des chocs, de la corrosion et de l'incendie. Ces conduits ou gaines susceptibles de mettre en communication le parc et des locaux voisins sont coupe-feu de degré deux heures.

Art. 27.— Les sols ont une pente suffisante pour que les eaux et tout liquide accidentellement répandus s'écoulent facilement en direction d'un réseau collecteur raccordé à un séparateur à hydrocarbures. Les avaloirs et canalisations correspondantes sont réalisés en matériaux classés M0 ou M1 et sont répartis toutes les quarante voitures environ, soit tous les 10 mètres.

Art. 28.— Les allées de circulation des véhicules sont antidérapantes.

Art. 29.— Par exception aux dispositions de l'article 13, les matériaux de revêtement des sols sont réalisés en matériaux classés au moins en catégorie M3 du point de vue de leur réaction au feu.

Art. 30.— Les rampes et allées de circulation de véhicules sont libres de tout obstacle sur toute leur largeur et sur une hauteur minimale de deux mètres.

Art. 31.— La hauteur maximale des véhicules est inscrite à l'entrée du parc.

Art. 32.— Sur une distance de 4 mètres en retrait de l'alignement au débouché sur la voirie, la pente de la rampe n'excède pas 5 %.

Art. 33.— Toute signalisation destinée à faciliter les déplacements des véhicules à l'intérieur du parc est conforme à celle imposée par le code de la route.

Art. 34.— Aucun obstacle (poutre, canalisation, gaine, etc.) ne se trouve à moins de 2 mètres du sol dans toutes les parties du parc susceptibles d'être parcourues par les piétons.

Art. 35.— Le stationnement de tout véhicule devant des locaux comportant des installations électriques est interdit sur une largeur minimale de 0,90 mètre. L'accès de ces derniers est à tout moment libre.

Art. 36.— L'accès des sas est à tout moment libre.

Art. 37.— Pour faciliter la circulation dans le parc et repérer les issues, des instructions visibles en toutes circonstances sont apposées.

Art. 38.— Les portes ne donnant pas accès à une voie de circulation, un escalier, une issue, portent, de manière apparente, la mention "sans issue" et le danger ou risque auquel elle peut correspondre.

Art. 39.— Sans préjudice des règles de l'urbanisme en la matière, les places spécialement aménagées et réservées aux handicapés sont signalées et situées de préférence dans un endroit abrité, à proximité du hall des immeubles ou de ses accès.

Art. 40.— L'éclairage naturel ou artificiel, est suffisant pour permettre aux personnes de se déplacer et de repérer aisément les issues, étant entendu que l'éclairement moyen de chaque niveau est de 30 lux au minimum, mesuré au sol en l'absence de voiture. Cette valeur est portée à 50 lux dans les couloirs, escaliers et rampes d'accès des véhicules. Toutes les dispositions sont prises pour assurer une bonne dégressivité entre la luminance extérieure et celle du parc.

Art. 41.— Un éclairage de sécurité, alimenté par une source autonome, est installé ; il permet d'assurer un minimum d'éclairement pour repérer les issues en toutes circonstances, effectuer les opérations intéressant la sécurité et faciliter l'intervention des secours. A cet effet, les points lumineux sont placés en parties haute et basse, au plus à 0,50 mètre du sol, le long des allées de circulation, près des issues et dans les escaliers. Les foyers lumineux sont constitués soit par des blocs autonomes conformes aux normes en vigueur, soit par des lampes à incandescence de puissance au moins égale à 15 watts.

Art. 42.— La ventilation est réalisée de façon à s'opposer efficacement à la stagnation, même locale, de gaz nocifs ou inflammables. Dans le parc, les valeurs limites de concentration en monoxyde de carbone sont fixées comme suit :

- la teneur moyenne calculée sur toute période de huit heures consécutives ne dépasse pas 50 ppm ;
- la teneur moyenne calculée sur toute période de vingt minutes ne dépasse pas 100 ppm ;
- la teneur instantanée ne dépasse pas 200 ppm.

Si le parc est susceptible d'admettre des véhicules à moteur diesel sur plus de 30 % de sa surface, la fixation d'une valeur limite pour d'autres polluants peut être imposée.

L'exploitant est responsable du respect de ces objectifs. Il prévoit, notamment dans les consignes, les mesures d'urgence à appliquer si les teneurs fixées ci-dessus sont atteintes.

Art. 43.— La ventilation étant une aération naturelle, les ouvertures de ventilation hautes et basses ne sont en aucun cas inférieures à 6 décimètres carrés par véhicule.

Art. 44.— Les locaux techniques et celliers, représentant des risques d'incendie ou d'explosion, sont isolés du parc par des parois coupe-feu de degré une heure, les portes sont pare-flammes de degré une demi-heure. Leur ventilation est indépendante de celle du parc.

TITRE III - INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Art. 45.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100, et font l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant. Cette attestation est transmise dès sa réception par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Art. 46.— L'installation électrique est élaborée, réalisée et entretenue conformément aux dispositions de la

réglementation des installations électriques dans les établissements susceptibles de présenter des risques d'explosion. Les équipements situés à moins de 1,50 mètre du sol sont de degré 9 de résistance mécanique au sens de la norme NF C 20 010.

Art. 47.— Les installations électriques font l'objet d'une vérification, à la mise en service, puis tous les ans, par un technicien ou par un organisme agréé. Les installations électriques sont en outre régulièrement surveillées et entretenues en bon état par un personnel qualifié.

Les rapports de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 48.— L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion est conforme à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Art. 49.— Des dispositifs nécessaires pour permettre en cas de besoin de mettre hors tension l'installation électrique sont pourvus. Ils sont placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable. Les boutons d'arrêt d'urgence de l'électricité sont signalés distinctement et facilement accessibles.

TITRE IV - PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Art. 50.— Une consigne écrite indique les modalités d'entretien et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident. Un plan d'intervention placé judicieusement, à l'entrée de l'établissement est destiné aux services de secours.

Art. 51.— Les consignes suivantes sont affichées bien en vue et au regard de tous :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers (18 et/ou autres...);
- l'adresse du centre de secours de premier appel ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ;
- un plan schématique, conforme aux normes en vigueur, sous forme d'une pancarte, apposée à l'entrée pour faciliter l'intervention des sapeurs pompiers. Sur ce plan figure l'emplacement des divers locaux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes des équipements de sécurité.

Art. 52.— A l'intérieur du parc, il est interdit :

- de constituer des dépôts de matières combustibles ou de produits inflammables ;
- d'ajouter du carburant dans les réservoirs des véhicules ;
- d'installer des conduits de vapeur à une pression supérieure de 0,5 bar ou d'eau surchauffée à plus de 110 °C ;
- d'installer des conduits de gaz combustibles ou toxiques ;
- de fumer ou d'apporter des feux nus.

Art. 53.— Une installation de détection automatique de fumées est raccordée à un système permettant de donner l'alarme à un gardien désigné par l'exploitant et aux services de secours incendie le plus proche.

Art. 54.— Les moyens de lutte comprennent des extincteurs portatifs et autres équipements répartis à l'intérieur du parc :

- un appareil du type 13 A ou 21 B tous les 15 véhicules au moins ;
- un appareil à poudre polyvalente du type 21 A, 34 B, au droit de chaque issue et à chaque niveau ;
- une caisse de 100 litres de sable meuble pour chaque étage de parking, munie d'une pelle, placée à proximité de la rampe d'accès ;
- une bouche ou poteau d'incendie de 100 millimètres de diamètre, branché sur une canalisation d'un diamètre au moins égal et implanté à moins de 100 mètres d'un accès. La bouche ou poteau est muni d'un regard de vidange.

Le poteau d'incendie à installer fait l'objet d'une attestation de conformité à la norme en vigueur délivrée par l'installateur ou les sapeurs-pompiers. Cette attestation est transmise avant la mise en exploitation des locaux visés par cet arrêté.

Art. 55.— Des panneaux portant la mention "défense de fumer" sont répartis judicieusement et affichés bien en évidence, en particulier dans les zones à risques.

TITRE V - REJETS

Art. 56.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 57.— L'évacuation des eaux de lessivage et de lavage des sols, eaux résiduaires du parc de stationnement, s'effectue par l'intermédiaire d'un séparateur à hydrocarbures, dispositif capable de traiter les liquides inflammables susceptibles d'être accidentellement répandus. Un regard, facilement accessible, est disposé avant le raccordement au système épuratoire de l'immeuble. Il est interdit de rejeter les eaux de lessivage et de lavage des sols, eaux résiduaires du parc de stationnement, dans le milieu naturel sans traitement.

Art. 58.— D'une manière générale, le fonctionnement des installations n'est pas à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

Art. 59.— L'installation est entretenue en bon état de fonctionnement et débarrassée des boues et des liquides inflammables retenus aussi souvent qu'il est nécessaire. Les boues et liquides récupérés ne sont en aucun cas rejetés mais remis à une entreprise spécialisée disposant d'installations de traitement autorisées. Les eaux résiduaires sont évacuées conformément aux prescriptions relatives au rejet des eaux résiduaires des installations classées.

Art. 60.— Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipient, de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers l'exutoire (réseau EP...) et les milieux naturels (rivières, lagon, etc.). Leur évacuation éventuelle après accident est conforme aux prescriptions relatives à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Art. 61.— Les déchets et résidus produits par l'installation sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution pour les populations avoisinantes de l'environnement.

TITRE VI - PROTECTION CONTRE LES NUISANCES SONORES

Art. 62.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement. En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., est installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Art. 63.— Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Zone : Zone résidentielle, rurale, suburbaine avec faible circulation de trafic terrestre ou aérien ;

Jour : 50 ;

- jours ouvrables : de 7 heures à 20 heures ;

Période intermédiaire : 45 ;

- jours ouvrables : de 3 heures à 7 heures et de 20 heures à 22 heures ;

- dimanches et jours fériés : de 6 heures à 22 heures ;

Nuit : 40 ;

- tous les jours : de 22 heures à 6 heures ;

Emergence : 3 dB (A).

Art. 64.— L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

Art. 65.— L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 66.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 67.— Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement répondent aux prescriptions précitées.

TITRE VII - EXPLOITATION ET ENTRETIEN

Art. 68.— Un registre d'exploitation, tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur un registre sont notamment inscrits :

- le nom du responsable du parc ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les essais de fonctionnement, entretiens et vérifications prévus ;

- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et, d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Art. 69.— Des consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont portées sur le registre prévu et affichées à l'intérieur du parc de manière que les usagers en prennent connaissance.

Ces consignes préciseront notamment :

- les mesures d'urgence à prendre et les moyens d'intervention à mettre en œuvre en cas de dépassement des teneurs limites en monoxyde de carbone, et éventuellement d'autres polluants en cas d'incendie ;
- les interdictions à respecter.

Art. 70.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les systèmes d'alarme, les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les dispositifs d'obturation coupe-feu sont régulièrement inspectés, et au moins une fois par an, par un technicien qualifié. Des essais de fonctionnement sont faits deux fois par an.

TITRE VIII - PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA REALISATION DES TRAVAUX

Art. 71.— L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir l'innocuité des travaux sur :

- les habitations et locaux avoisinants ;
- les nappes phréatiques et les réseaux ;
- les cours d'eaux, rivières et lagons.

Art. 72.— Les travaux ne sont pas à l'origine de vibrations susceptibles d'altérer l'intégrité des bâtiments alentours ou de dégradations des bâtiments voisins et de fragilisation des sols.

Art. 73.— Les travaux ne sont pas à l'origine d'une pollution des milieux avoisinants (rivières, nappes, lagons...). Tous les moyens (décantation ou autre procédé efficace) sont mis en œuvre à cet effet.

TITRE IX - IDENTIFICATION DES PARTIES EN CHARGE DU CONTROLE DE L'INSTALLATION CLASSEE AUTORISEE

Art. 74.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée et peut à tout moment la visiter. De même, l'inspection des installations classées peut demander au pétitionnaire tous renseignements complémentaires qu'elle juge utiles.

Art. 75.— Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires concernant les installations classées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

Art. 76.— Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2006.
Georges HANDERSON.

ARRETE n° 13 MDD du 17 mars 2006 autorisant la SCI Marava Nui à installer et exploiter le parc de stationnement couvert de la résidence Gardénia du parc Marava, commune de Punaauia (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre du développement durable, chargé de l'aménagement, de l'environnement, de la qualité de la vie et de la prévention des risques naturels,

.....
Arrête :

Article 1er.— La SCI Marava Nui est autorisée à installer et exploiter le parc de stationnement couvert de la résidence Gardénia de 54 emplacements pour une surface de 1 527 mètres carrés situé sur Les hauts de Punavai, commune de Punaauia, dont la référence cadastrale est la terre Fortune-Tessier, section CI 59-409 et de 424 à 428 pour une surface totale de 20 459 mètres carrés.

Art. 2.— L'établissement visé par cet arrêté relève de la 2e classe de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, rubrique 172.2°.

172 : Parcs de stationnement couverts et garages-hôtels de véhicules à moteur.

2° : Dans le cas où la surface est supérieure ou égale à 1 000 mètres carrés mais inférieure à 5 000 mètres carrés.

L'installation autorisée par le présent arrêté est un parc de stationnement couvert sur un seul niveau (N - 1) d'une surface totale de 1 527 mètres carrés.

TITRE Ier - DISPOSITIONS GENERALES

Conformité de l'installation à la déclaration

Art. 3.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 4.— L'autorisation d'exploiter est caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois années à compter de sa notification ou s'il n'a pas été exploité durant deux années consécutives, sauf dans le cas de force majeure.

Art. 5.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 6.— L'établissement est implanté et exploité conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Modification

Art. 7.— Tout projet de modification apportée à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation d'exploiter initiale, fait, avant réalisation, l'objet d'une déclaration à l'inspection des installations classées.

Dossier de l'installation classées

Art. 8.— L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- les prescriptions générales et tout type de document administratif soumis à déclaration ;
- les arrêtés d'autorisation relatifs à l'installation classée pour la protection de l'environnement concernée ;
- le registre d'exploitation ;
- les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit, les rapports des visites et contrôles périodiques ;
- les documents énoncés et prévus dans le présent arrêté.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des organismes agréés chargés des contrôles périodiques.

Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Art. 9.— L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation.

Art. 10.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompier est alerté immédiatement par l'exploitant ; le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence.

Art. 11.— Dès le démarrage de l'exploitation, les informations suivantes sont à fournir au centre des sapeurs-pompier (numéro 18), à la gendarmerie (numéro 17) et au SMUR (numéro 15) :

- le plan des locaux ;
- le plan d'opération interne en cas de sinistre.

Changement d'exploitant

Art. 12.— Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

Cessation d'activité

Art. 13.— Lorsque l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est déclarée, son exploitant informe l'inspection des installations classées au moins six mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

TITRE II - REGLES DE CONSTRUCTION

Art. 14.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de dangers ou inconvénients tels que des bruits suspects ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Art. 15.— Tous les éléments généraux de construction présentent une résistance mécanique suffisante ou sont protégés contre un choc éventuel des véhicules. A l'exception des locaux définis à l'article 45, les éléments de construction du parc sont réalisés en matériaux classés en catégorie M0 du point de vue de leur réaction au feu et pare-flammes de degré deux heures ; les portes et baies ne sont pas soumises à cette disposition.

Art. 16.— Le parc étant contigu à trois immeubles comprenant un ensemble de 36 logements, les parois mitoyennes sont coupe-feu de degré deux heures au moins. Les communications avec les autres parties de l'immeuble sont réalisées par des sas de même degré de résistance au feu que les murs ou parois traversés. Les sas, d'une surface de 3 mètres carrés minimum, sont munis de deux portes chacune pare-flammes de degré une demi-heure, équipées d'un ferme-porte, et s'ouvrant vers l'intérieur du sas. Toutes dispositions sont prises pour éviter l'accumulation dans ces sas de gaz nocifs ou inflammables.

Art. 17.— Les éléments porteurs ou autoporteurs du parc sont stables au feu de degré une heure et demie.

Art. 18.— Les planchers séparatifs sont coupe-feu de degré une heure et demie. Toutefois, les dalles de ces planchers constituant des éléments secondaires de la structure sont coupe-feu de degré une heure seulement.

Art. 19.— La couverture du parc est réalisée en matériaux classés en catégorie M0 du point de vue de leur réaction au feu et pare-flammes de degré deux heures.

Art. 20.— A tous les niveaux, les escaliers sont disposés de façon que les usagers n'aient pas plus de 40 mètres à parcourir en dehors des zones de stationnement pour atteindre l'un d'eux s'ils ont le choix entre plusieurs escaliers, et pas plus de 25 mètres s'ils se trouvent dans une partie de l'établissement formant cul-de-sac.

Art. 21.— Les escaliers desservant les niveaux situés au-dessous du niveau de référence ne sont pas en prolongement direct de ceux desservant les niveaux supérieurs. Les volets des escaliers venant du sous-sol sont dissociés de ceux menant dans les étages.

Art. 22.— Les escaliers ont une largeur minimale de 0,90 mètre et sont maintenus dégagés en permanence sur cette largeur. Pour les escaliers aboutissant dans une allée de circulation commune réservée aux piétons, la largeur de cette allée totalise un nombre d'unités de passage au moins égal à la somme de celui des divers escaliers ; elle comporte au moins deux issues éloignées l'une de l'autre et disposées de manière à éviter les culs-de-sac. Cette allée sera enclouée par des éléments coupe-feu de degré une heure.

Art. 23.— Les escaliers sont réalisés en matériaux classés en catégorie M0 du point de vue de leur réaction au feu et encloués par des éléments coupe-feu de degré une heure.

Art. 24.— Les escaliers débouchant directement à l'air libre sont protégés par des portes pare-flammes de degré une demi-heure, à fermeture automatique et s'ouvrant dans le sens de la sortie en venant du parc. Dans le cas contraire, les escaliers sont protégés par des sas ventilés présentant le même degré de résistance au feu que les murs ou cloisons traversés.

Art. 25.— Toutes les issues du parc aboutissent à l'air libre ou au niveau de référence, dans des zones permettant une évacuation rapide.

Art. 26.— Les conduits et gaines, à l'exception des conduites d'eau, sont disposés de telle sorte qu'ils sont protégés des chocs, de la corrosion et de l'incendie. Ces conduits ou gaines susceptibles de mettre en communication le parc et des locaux voisins sont coupe-feu de degré deux heures.

Art. 27.— Les sols ont une pente suffisante pour que les eaux et tout liquide accidentellement répandus s'écoulent facilement en direction d'un réseau collecteur raccordé à un séparateur à hydrocarbures. Les avaloirs et canalisations correspondantes sont réalisés en matériaux classés M0 ou M1 et sont répartis toutes les quarante voitures environ soit tous les 10 mètres.

Art. 28.— Les allées de circulation des véhicules sont antidérapantes.

Art. 29.— Par exception aux dispositions de l'article 13, les matériaux de revêtement des sols sont réalisés en matériaux classés au moins en catégorie M3 du point de vue de leur réaction au feu.

Art. 30.— Les rampes et allées de circulation de véhicules sont libres de tout obstacle sur toute leur largeur et sur une hauteur minimale de deux mètres.

Art. 31.— La hauteur maximale des véhicules est inscrite à l'entrée du parc.

Art. 32.— Sur une distance de 4 mètres en retrait de l'alignement au débouché sur la voirie, la pente de la rampe n'excède pas 5 %.

Art. 33.— Toute signalisation destinée à faciliter les déplacements des véhicules à l'intérieur du parc est conforme à celle imposée par le code de la route.

Art. 34.— Aucun obstacle (poutre, canalisation, gaine, etc.) ne se trouve à moins de 2 mètres du sol dans toutes les parties du parc susceptibles d'être parcourues par les piétons.

Art. 35.— Le stationnement de tout véhicule devant des locaux comportant des installations électriques est interdit sur une largeur minimale de 0,90 mètre. L'accès de ces derniers est à tout moment libre.

Art. 36.— L'accès des sas est à tout moment libre.

Art. 37.— Pour faciliter la circulation dans le parc et repérer les issues, des instructions visibles en toutes circonstances sont apposées.

Art. 38.— Les portes ne donnant pas accès à une voie de circulation, un escalier, une issue, portent, de manière apparente, la mention "sans issue" et le danger ou risque auquel elle peut correspondre.

Art. 39.— Sans préjudice des règles de l'urbanisme en la matière, les places spécialement aménagées et réservées aux handicapés sont signalées et situées de préférence dans un endroit abrité, à proximité du hall des immeubles ou de ses accès.

Art. 40.— L'éclairage naturel ou artificiel, est suffisant pour permettre aux personnes de se déplacer et de repérer aisément les issues, étant entendu que l'éclairement moyen de chaque niveau est de 30 lux au minimum, mesuré au sol en l'absence de voiture. Cette valeur est portée à 50 lux dans les couloirs, escaliers et rampes d'accès des véhicules. Toutes les dispositions sont prises pour assurer une bonne dégressivité entre la luminance extérieure et celle du parc.

Art. 41.— Un éclairage de sécurité, alimenté par une source autonome, est installé ; il permet d'assurer un minimum d'éclairement pour repérer les issues en toutes circonstances, effectuer les opérations intéressant la sécurité et faciliter l'intervention des secours. A cet effet, les points lumineux sont placés en parties haute et basse, au plus à 0,50 mètre du sol, le long des allées de circulation, près des issues et dans les escaliers. Les foyers lumineux sont constitués soit par des blocs autonomes conformes aux normes en vigueur, soit par des lampes à incandescence de puissance au moins égale à 15 watts.

Art. 42.— La ventilation est réalisée de façon à s'opposer efficacement à la stagnation, même locale, de gaz nocifs ou inflammables. Dans le parc, les valeurs limites de concentration en monoxyde de carbone sont fixées comme suit :

- la teneur moyenne calculée sur toute période de huit heures consécutives ne dépasse pas 50 ppm ;
- la teneur moyenne calculée sur toute période de vingt minutes ne dépasse pas 100 ppm ;
- la teneur instantanée ne dépasse pas 200 ppm.

Si le parc est susceptible d'admettre des véhicules à moteur diesel sur plus de 30 % de sa surface, la fixation d'une valeur limite pour d'autres polluants peut être imposée.

L'exploitant est responsable du respect de ces objectifs. Il prévoit, notamment dans les consignes, les mesures d'urgence à appliquer si les teneurs fixées ci-dessus sont atteintes.

Art. 43.— La ventilation étant une aération naturelle, les ouvertures de ventilation hautes et basses ne sont en aucun cas inférieures à 6 décimètres carrés par véhicule.

Art. 44.— Les locaux techniques et celliers, représentant des risques d'incendie ou d'explosion, sont isolés du parc par des parois coupe-feu de degré une heure, les portes sont pare-flammes de degré une demi-heure. Leur ventilation est indépendante de celle du parc.

TITRE III - INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Art. 45.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100, et font l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant. Cette attestation est transmise dès sa réception par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Art. 46.— L'installation électrique est élaborée, réalisée et entretenue conformément aux dispositions de la réglementation des installations électriques dans les établissements susceptibles de présenter des risques d'explosion. Les équipements situés à moins de 1,50 mètre du sol sont de degré 9 de résistance mécanique au sens de la norme NF C 20 010.

Art. 47.— Les installations électriques font l'objet d'une vérification, à la mise en service, puis tous les ans, par un technicien ou par un organisme agréé. Les installations électriques sont en outre régulièrement surveillées et entretenues en bon état par un personnel qualifié.

Les rapports de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 48.— L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion est conforme à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Art. 49.— Des dispositifs nécessaires pour permettre en cas de besoin de mettre hors tension l'installation électrique sont pourvus. Ils sont placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable. Les boutons d'arrêt d'urgence de l'électricité sont signalés distinctement et facilement accessibles.

TITRE IV - PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Art. 50.— Une consigne écrite indique les modalités d'entretien et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident. Un plan d'intervention placé judicieusement à l'entrée de l'établissement est destiné aux services de secours.

Art. 51.— Les consignes suivantes sont affichées bien en vue et au regard de tous :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers (18 et/ou autres...) ;
- l'adresse du centre de secours de premier appel ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ;
- un plan schématique, conforme aux normes en vigueur, sous forme d'une pancarte, apposée à l'entrée pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Sur ce plan figure l'emplacement des divers locaux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes des équipements de sécurité.

Art. 52.— A l'intérieur du parc, il est interdit :

- de constituer des dépôts de matières combustibles ou de produits inflammables ;
- d'ajouter du carburant dans les réservoirs des véhicules ;
- d'installer des conduits de vapeur à une pression supérieure de 0,5 bar ou d'eau surchauffée à plus de 110 °C ;
- d'installer des conduits de gaz combustibles ou toxiques ;
- de fumer ou d'apporter des feux nus.

Art. 53.— Une installation de détection automatique de fumées est raccordée à un système permettant de donner l'alarme à un gardien désigné par l'exploitant et aux services de secours incendie le plus proche.

Art. 54.— Les moyens de lutte comprennent des extincteurs portatifs et autres équipements répartis à l'intérieur du parc :

- un appareil du type 13 A ou 21 B tous les 15 véhicules au moins ;
- un appareil à poudre polyvalente du type 21 A, 34 B, au droit de chaque issue et à chaque niveau ;

- une caisse de 100 litres de sable meuble pour chaque étage de parking, munie d'une pelle, placée à proximité de la rampe d'accès ;
- une bouche ou poteau d'incendie de 100 millimètres de diamètre, branché sur une canalisation d'un diamètre au moins égal et implanté à moins de 100 mètres d'un accès. La bouche ou poteau est muni d'un regard de vidange.

Le poteau d'incendie à installer fait l'objet d'une attestation de conformité à la norme en vigueur délivrée par l'installateur ou les sapeurs-pompiers. Cette attestation est transmise avant la mise en exploitation des locaux visés par cet arrêté.

Art. 55.— Des panneaux portant la mention "défense de fumer" sont répartis judicieusement et affichés bien en évidence, en particulier dans les zones à risques.

TITRE V - REJETS

Art. 56.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 57.— L'évacuation des eaux de lessivage et de lavage des sols, eaux résiduaires du parc de stationnement, s'effectue par l'intermédiaire d'un séparateur à hydrocarbures, dispositif capable de traiter les liquides inflammables susceptibles d'être accidentellement répandus. Un regard, facilement accessible, est disposé avant le raccordement au système épuratoire de l'immeuble. Il est interdit de rejeter les eaux de lessivage et de lavage des sols, eaux résiduaires du parc de stationnement, dans le milieu naturel sans traitement.

Art. 58.— D'une manière générale, le fonctionnement des installations n'est pas à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

Art. 59.— L'installation est entretenue en bon état de fonctionnement et débarrassée des boues et des liquides inflammables retenus aussi souvent qu'il est nécessaire. Les boues et liquides récupérés ne sont en aucun cas rejetés mais remis à une entreprise spécialisée disposant d'installations de traitement autorisées. Les eaux résiduaires sont évacuées conformément aux prescriptions relatives au rejet des eaux résiduaires des installations classées.

Art. 60.— Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipient, de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers l'exutoire (réseau EP...) et les milieux naturels (rivières, lagon, etc.). Leur évacuation éventuelle après accident est conforme aux prescriptions relatives à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Art. 61.— Les déchets et résidus produits par l'installation sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution pour les populations avoisinantes.

TITRE VI - PROTECTION CONTRE LES NUISANCES SONORES

Art. 62.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement. En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur,

transmission, machine, etc., est installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Art. 63.— Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Zone : Zone résidentielle, rurale, suburbaine avec faible circulation de trafic terrestre ou aérien ;

Jour : 50 ;

- jours ouvrables : de 7 heures à 20 heures ;

Période intermédiaire : 45 ;

- jours ouvrables : de 6 heures à 7 heures et de 20 heures à 22 heures ;

- dimanches et jours fériés : de 6 heures à 22 heures ;

Nuit : 40 ;

- tous les jours : de 22 heures à 6 heures ;

Emergence : 3 dB (A).

Art. 64.— L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

Art. 65.— L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 66.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 67.— Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement répondent aux prescriptions précitées.

TITRE VII - EXPLOITATION ET ENTRETIEN

Art. 68.— Un registre d'exploitation, tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur un registre sont notamment inscrits :

- le nom du responsable du parc ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les essais de fonctionnement, entretiens et vérifications prévus ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et, d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Art. 69.— Des consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont portées sur le registre prévu et affichées à l'intérieur du parc de manière que les usagers en prennent connaissance.

Ces consignes préciseront notamment :

- les mesures d'urgence à prendre et les moyens d'intervention à mettre en œuvre en cas de dépassement des teneurs limites en monoxyde de carbone, et éventuellement d'autres polluants en cas d'incendie ;
- les interdictions à respecter.

Art. 70.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les systèmes d'alarme, les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les dispositifs d'obturation coupe-feu sont régulièrement inspectés, et au moins une fois par an, par un technicien qualifié. Des essais de fonctionnement sont faits deux fois par an.

TITRE VIII - PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA REALISATION DES TRAVAUX

Art. 71.— L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir l'innocuité des travaux sur :

- les habitations et locaux avoisinants ;
- les nappes phréatiques et les réseaux ;
- les cours d'eaux, rivières et lagons.

Art. 72.— Les travaux ne sont pas à l'origine de vibrations susceptibles d'altérer l'intégrité des bâtiments alentours ou de dégradations des bâtiments voisins et de fragilisation des sols.

Art. 73.— Les travaux ne sont pas à l'origine d'une pollution des milieux avoisinants (rivières, nappes, lagons ...). Tous les moyens (décantation ou autre procédé efficace) sont mis en œuvre à cet effet.

TITRE IX - IDENTIFICATION DES PARTIES EN CHARGE DU CONTROLE DE L'INSTALLATION CLASSEE AUTORISEE

Art. 74.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée et peut à tout moment la visiter. De même, l'inspection des installations classées peut demander au pétitionnaire tous renseignements complémentaires, qu'elle juge utiles.

Art. 75.— Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires concernant les installations classées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

Art. 76.— Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2006.
Georges HANDERSON.

ARRETE n° 14 MDD du 17 mars 2006 autorisant la SCI Marava Nui à installer et exploiter le parc de stationnement couvert de la résidence Tipanier du parc Marava, commune de Punaauia (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre du développement durable, chargé de l'aménagement, de l'environnement, de la qualité de la vie et de la prévention des risques naturels,

Arrête :

Article 1er.— La SCI Marava Nui est autorisée à installer et exploiter le parc de stationnement couvert de la résidence Tipanier de 115 emplacements pour une surface de 4 132 mètres carrés situé sur Les hauts de Punavai, commune de Punaauia, dont la référence cadastrale est la terre Fortune-Tessier, section CI 59/409 et de 424 à 428 pour une surface totale de 20 459 mètres carrés.

Art. 2.— L'établissement visé par cet arrêté relève de la 2e classe de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, rubrique 172.2°.

172 : Parcs de stationnement couverts et garages-hôtels de véhicules à moteur.

2° : Dans le cas où la surface est supérieure ou égale à 1 000 mètres carrés mais inférieure à 5 000 mètres carrés.

L'installation autorisée par le présent arrêté est un parc de stationnement couvert sur un seul niveau (N - 1) d'une surface totale de 1 527 mètres carrés.

TITRE Ier - DISPOSITIONS GENERALES

Conformité de l'installation à la déclaration

Art. 3.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 4.— L'autorisation d'exploiter est caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois années à compter de sa notification ou s'il n'a pas été exploité durant deux années consécutives, sauf dans le cas de force majeure.

Art. 5.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 6.— L'établissement est implanté et exploité conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Modification

Art. 7.— Tout projet de modification apportée à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation d'exploiter initiale, fait, avant réalisation, l'objet d'une déclaration à l'inspection des installations classées.

Dossier de l'installation classée

Art. 8.— L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- les prescriptions générales et tout type de document administratif soumis à déclaration ;
- les arrêtés d'autorisation relatifs à l'installation classée pour la protection de l'environnement concernée ;
- le registre d'exploitation ;
- les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit, les rapports des visites et contrôles périodiques ;
- les documents énoncés et prévus dans le présent arrêté.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des organismes agréés chargés des contrôles périodiques.

Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Art. 9.— L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation.

Art. 10.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers est alerté immédiatement par l'exploitant ; le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence.

Art. 11.— Dès le démarrage de l'exploitation, les informations suivantes sont à fournir au centre des sapeurs-pompiers (numéro 18), à la gendarmerie (numéro 17) et au SMUR (numéro 15) :

- le plan des locaux ;
- le plan d'opération interne en cas de sinistre.

Changement d'exploitant

Art. 12.— Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

Cessation d'activité

Art. 13.— Lorsque l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est déclarée, son exploitant informe l'inspection des installations classées au moins six mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

TITRE II - REGLES DE CONSTRUCTION

Art. 14.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de dangers ou inconvénients tels que des bruits suspects ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Art. 15.— Tous les éléments généraux de construction présentent une résistance mécanique suffisante ou sont protégés contre un choc éventuel des véhicules. A l'exception des locaux définis à l'article 45, les éléments de construction du parc sont réalisés en matériaux classés en catégorie M0 du point de vue de leur réaction au feu et pare-flammes de degré deux heures ; les portes et baies ne sont pas soumises à cette disposition.

Art. 16.— Le parc étant contigu à six immeubles comprenant un ensemble de 72 logements, les parois mitoyennes sont coupe-feu de degré deux heures au moins. Les communications avec les autres parties de l'immeuble sont réalisées par des sas de même degré de résistance au feu que les murs ou parois traversés. Les sas, d'une surface de 3 mètres carrés minimum, sont munis de deux portes

chacune pare-flammes de degré une demi-heure, équipées d'un ferme-porte, et s'ouvrant vers l'intérieur du sas. Toutes dispositions sont prises pour éviter l'accumulation dans ces sas de gaz nocifs ou inflammables.

Art. 17.— Les éléments porteurs ou autoporteurs du parc sont stables au feu de degré une heure et demie.

Art. 18.— Les planchers séparatifs sont coupe-feu de degré une heure et demie. Toutefois, les dalles de ces planchers constituant des éléments secondaires de la structure sont coupe-feu de degré une heure seulement.

Art. 19.— La couverture du parc est réalisée en matériaux classés en catégorie M0 du point de vue de leur réaction au feu et pare-flammes de degré deux heures.

Art. 20.— A tous les niveaux, les escaliers sont disposés de façon que les usagers n'aient pas plus de 40 mètres à parcourir en dehors des zones de stationnement pour atteindre l'un d'eux s'ils ont le choix entre plusieurs escaliers, et pas plus de 25 mètres s'ils se trouvent dans une partie de l'établissement formant cul-de-sac.

Art. 21.— Les escaliers desservant les niveaux situés au-dessous du niveau de référence ne sont pas en prolongement direct de ceux desservant les niveaux supérieurs. Les volets des escaliers venant du sous-sol sont dissociés de ceux menant dans les étages.

Art. 22.— Les escaliers ont une largeur minimale de 0,90 mètre et sont maintenus dégagés en permanence sur cette largeur. Pour les escaliers aboutissant dans une allée de circulation commune réservée aux piétons, la largeur de cette allée totalise un nombre d'unités de passage au moins égal à la somme de celui des divers escaliers ; elle comporte au moins deux issues éloignées l'une de l'autre et disposées de manière à éviter les culs-de-sac. Cette allée sera enclouonnée par des éléments coupe-feu de degré une heure.

Art. 23.— Les escaliers sont réalisés en matériaux classés en catégorie M0 du point de vue de leur réaction au feu et enclouonnés par des éléments coupe-feu de degré une heure.

Art. 24.— Les escaliers débouchant directement à l'air libre sont protégés par des portes pare-flammes de degré une demi-heure, à fermeture automatique et s'ouvrant dans le sens de la sortie en venant du parc. Dans le cas contraire, les escaliers sont protégés par des sas ventilés présentant le même degré de résistance au feu que les murs ou cloisons traversés.

Art. 25.— Toutes les issues du parc aboutissent à l'air libre ou au niveau de référence, dans des zones permettant une évacuation rapide.

Art. 26.— Les conduits et gaines, à l'exception des conduites d'eau, sont disposés de telle sorte qu'ils sont protégés des chocs, de la corrosion et de l'incendie. Ces conduits ou gaines susceptibles de mettre en communication le parc et des locaux voisins sont coupe feu de degré deux heures.

Art. 27.— Les sols ont une pente suffisante pour que les eaux et tout liquide accidentellement répandus s'écoulent facilement en direction d'un réseau collecteur raccordé à un séparateur à hydrocarbures. Les avaloirs et canalisations correspondantes sont réalisés en matériaux classés M0 ou

M1 et sont répartis toutes les quarante voitures environ soit tous les 10 mètres.

Art. 28.— Les allées de circulation des véhicules sont antidérapantes.

Art. 29.— Par exception aux dispositions de l'article 13, les matériaux de revêtement des sols sont réalisés en matériaux classés au moins en catégorie M3 du point de vue de leur réaction au feu.

Art. 30.— Les rampes et allées de circulation de véhicules sont libres de tout obstacle sur toute leur largeur et sur une hauteur minimale de deux mètres.

Art. 31.— La hauteur maximale des véhicules est inscrite à l'entrée du parc.

Art. 32.— Sur une distance de 4 mètres en retrait de l'alignement au débouché sur la voirie, la pente de la rampe n'excède pas 5 %.

Art. 33.— Toute signalisation destinée à faciliter les déplacements des véhicules à l'intérieur du parc est conforme à celle imposée par le code de la route.

Art. 34.— Aucun obstacle (poutre, canalisation, gaine, etc.) ne se trouve à moins de 2 mètres du sol dans toutes les parties du parc susceptibles d'être parcourues par les piétons.

Art. 35.— Le stationnement de tout véhicule devant des locaux comportant des installations électriques est interdit sur une largeur minimale de 0,90 mètre. L'accès de ces derniers est à tout moment libre.

Art. 36.— L'accès des sas est à tout moment libre.

Art. 37.— Pour faciliter la circulation dans le parc et repérer les issues, des instructions visibles en toutes circonstances sont apposées.

Art. 38.— Les portes ne donnant pas accès à une voie de circulation, un escalier, une issue, portent, de manière apparente, la mention "sans issue" et le danger ou risque auquel elle peut correspondre.

Art. 39.— Sans préjudice des règles de l'urbanisme en la matière, les places spécialement aménagées et réservées aux handicapés sont signalées et situées de préférence dans un endroit abrité, à proximité du hall des immeubles ou de ses accès.

Art. 40.— L'éclairage naturel ou artificiel, est suffisant pour permettre aux personnes de se déplacer et de repérer aisément les issues, étant entendu que l'éclairement moyen de chaque niveau est de 30 lux au minimum, mesuré au sol en l'absence de voiture. Cette valeur est portée à 50 lux dans les couloirs, escaliers et rampes d'accès des véhicules. Toutes les dispositions sont prises pour assurer une bonne dégressivité entre la luminance extérieure et celle du parc.

Art. 41.— Un éclairage de sécurité, alimenté par une source autonome, est installé ; il permet d'assurer un minimum d'éclairement pour repérer les issues en toutes circonstances, effectuer les opérations intéressant la sécurité et faciliter l'intervention des secours. A cet effet, les points lumineux sont placés en parties haute et basse, au plus à 0,50 mètre du sol, le long des allées de circulation, près des

issues et dans les escaliers. Les foyers lumineux sont constitués soit par des blocs autonomes conformes aux normes en vigueur, soit par des lampes à incandescence de puissance au moins égale à 15 watts.

Art. 42.— La ventilation est réalisée de façon à s'opposer efficacement à la stagnation, même locale, de gaz nocifs ou inflammables. Dans le parc, les valeurs limites de concentration en monoxyde de carbone sont fixées comme suit :

- la teneur moyenne calculée sur toute période de huit heures consécutives ne dépasse pas 50 ppm ;
- la teneur moyenne calculée sur toute période de vingt minutes ne dépasse pas 100 ppm ;
- la teneur instantanée ne dépasse pas 200 ppm.

Si le parc est susceptible d'admettre des véhicules à moteur diesel sur plus de 30 % de sa surface, la fixation d'une valeur limite pour d'autres polluants peut être imposée.

L'exploitant est responsable du respect de ces objectifs. Il prévoit, notamment dans les consignes, les mesures d'urgence à appliquer si les teneurs fixées ci-dessus sont atteintes.

Art. 43.— La ventilation étant une aération naturelle, les ouvertures de ventilation hautes et basses ne sont en aucun cas inférieures à 6 décimètres carrés par véhicule.

Art. 44.— Les locaux techniques et celliers, représentant des risques d'incendie ou d'explosion, sont isolés du parc par des parois coupe-feu de degré une heure, les portes sont pare-flammes de degré une demi-heure. Leur ventilation est indépendante de celle du parc.

TITRE III - INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Art. 45.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100, et font l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant. Cette attestation est transmise dès sa réception par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Art. 46.— L'installation électrique est élaborée, réalisée et entretenue conformément aux dispositions de la réglementation des installations électriques dans les établissements susceptibles de présenter des risques d'explosion. Les équipements situés à moins de 1,50 mètre du sol sont de degré 9 de résistance mécanique au sens de la norme NF C 20 010.

Art. 47.— Les installations électriques font l'objet d'une vérification, à la mise en service, puis tous les ans, par un technicien ou par un organisme agréé. Les installations électriques sont en outre régulièrement surveillées et entretenues en bon état par un personnel qualifié.

Les rapports de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 48.— L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion est conforme à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Art. 49.— Des dispositifs nécessaires pour permettre en cas de besoin de mettre hors tension l'installation électrique sont pourvus. Ils sont placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable. Les boutons d'arrêt d'urgence de l'électricité sont signalés distinctement et facilement accessibles.

TITRE IV - PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Art. 50.— Une consigne écrite indique les modalités d'entretien et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident. Un plan d'intervention placé judicieusement à l'entrée de l'établissement est destiné aux services de secours.

Art. 51.— Les consignes suivantes sont affichées bien en vue et au regard de tous :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers (18 et/ou autres...);
- l'adresse du centre de secours de premier appel ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ;
- un plan schématique, conforme aux normes en vigueur, sous forme d'une pancarte, apposée à l'entrée pour faciliter l'intervention des sapeurs pompiers. Sur ce plan figure l'emplacement des divers locaux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandés des équipements de sécurité.

Art. 52.— A l'intérieur du parc, il est interdit :

- de constituer des dépôts de matières combustibles ou de produits inflammables ;
- d'ajouter du carburant dans les réservoirs des véhicules ;
- d'installer des conduits de vapeur à une pression supérieure de 0,5 bar ou d'eau surchauffée à plus de 110 °C ;
- d'installer des conduits de gaz combustibles ou toxiques ;
- de fumer ou d'apporter des feux nus.

Art. 53.— Une installation de détection automatique de fumées est raccordée à un système permettant de donner l'alarme à un gardien désigné par l'exploitant et aux services de secours incendie le plus proche.

Art. 54.— Les moyens de lutte comprennent des extincteurs portatifs et autres équipements répartis à l'intérieur du parc :

- un appareil du type 13 A ou 21 B tous les 15 véhicules au moins ;
- un appareil à poudre polyvalente du type 21 A, 34 B, au droit de chaque issue et à chaque niveau ;
- une caisse de 100 litres de sable meuble pour chaque étage de parking, munie d'une pelle, placée à proximité de la rampe d'accès ;
- une bouche ou poteau d'incendie de 100 millimètres de diamètre, branchés sur une canalisation d'un diamètre au moins égal et implantés à moins de 100 mètres d'un accès. La bouche ou poteau est muni d'un regard de vidange.

Le poteau d'incendie à installer fait l'objet d'une attestation de conformité à la norme en vigueur délivrée par l'installateur ou les sapeurs pompiers. Cette attestation est transmise avant la mise en exploitation des locaux visés par cet arrêté.

Art. 55.— Des panneaux portant la mention "défense de fumer" sont répartis judicieusement et affichés bien en évidence, en particulier dans les zones à risques.

TITRE V - REJETS

Art. 56.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 57.— L'évacuation des eaux de lessivage et de lavage des sols, eaux résiduaires du parc de stationnement, s'effectue par l'intermédiaire d'un séparateur à hydrocarbures, dispositif capable de traiter les liquides inflammables susceptibles d'être accidentellement répandus. Un regard, facilement accessible, est disposé avant le raccordement au système épuratoire de l'immeuble. Il est interdit de rejeter les eaux de lessivage et de lavage des sols, eaux résiduaires du parc de stationnement, dans le milieu naturel sans traitement.

Art. 58.— D'une manière générale, le fonctionnement des installations n'est pas à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

Art. 59.— L'installation est entretenue en bon état de fonctionnement et débarrassée des boues et des liquides inflammables retenus aussi souvent qu'il est nécessaire. Les boues et liquides récupérés ne sont en aucun cas rejetés mais remis à une entreprise spécialisée disposant d'installations de traitement autorisées. Les eaux résiduaires sont évacuées conformément aux prescriptions relatives au rejet des eaux résiduaires des installations classées.

Art. 60.— Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipient, de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers l'exutoire (réseau EP...) et les milieux naturels (rivières, lagon, etc.). Leur évacuation éventuelle après accident est conforme aux prescriptions relative à l'évacuation des eaux résiduaires des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Art. 61.— Les déchets et résidus produits par l'installation sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution pour les populations avoisinantes.

TITRE VI - PROTECTION CONTRE LES NUISANCES SONORES

Art. 62.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement. En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., est installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Art. 63.— Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Zone : Zone résidentielle, rurale, suburbaine avec faible circulation de trafic terrestre ou aérien ;

Jour : 50 ;

- jours ouvrables : de 7 heures à 20 heures ;
- Période intermédiaire* : 45 ;
- jours ouvrables : de 6 heures à 7 heures et de 20 heures à 22 heures ;
- dimanches et jours fériés : de 6 heures à 22 heures ;
- Nuit* : 40 ;
- tous les jours : de 22 heures à 6 heures ;
- Emergence* : 3 dB (A).

Art. 64.— L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

Art. 65.— L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 66.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 67.— Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement répondent aux prescriptions précitées.

TITRE VII - EXPLOITATION ET ENTRETIEN

Art. 68.— Un registre d'exploitation, tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur un registre sont notamment inscrits :

- le nom du responsable du parc ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les essais de fonctionnement, entretiens et vérifications prévus ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et, d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Art. 69.— Des consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont portées sur le registre prévu et affichées à l'intérieur du parc de manière que les usagers en prennent connaissance.

Ces consignes préciseront notamment :

- les mesures d'urgence à prendre et les moyens d'intervention à mettre en oeuvre en cas de dépassement des teneurs limites en monoxyde de carbone, et éventuellement d'autres polluants en cas d'incendie ;
- les interdictions à respecter.

Art. 70.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les systèmes d'alarme, les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les dispositifs d'obturation coupe-feu sont régulièrement inspectés, et au moins une fois par an, par un technicien qualifié. Des essais de fonctionnement sont faits deux fois par an.

TITRE VIII - PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA REALISATION DES TRAVAUX

Art. 71.— L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir l'innocuité des travaux sur :

- les habitations et locaux avoisinants ;
- les nappes phréatiques et les réseaux ;
- les cours d'eaux, rivières et lagons.

Art. 72.— Les travaux ne sont pas à l'origine de vibrations susceptibles d'altérer l'intégrité des bâtiments alentours ou de dégradations des bâtiments voisins et de fragilisation des sols.

Art. 73.— Les travaux ne sont pas à l'origine d'une pollution des milieux avoisinants (rivières, nappes, lagons...). Tous les moyens (décantation ou autre procédé efficace) sont mis en œuvre à cet effet.

TITRE IX - IDENTIFICATION DES PARTIES EN CHARGE DU CONTROLE DE L'INSTALLATION CLASSEE AUTORISEE

Art. 74.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée et peut à tout moment la visiter. De même, l'inspection des installations classées peut demander au pétitionnaire tous renseignements complémentaires qu'elle juge utiles.

Art. 75.— Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires concernant les installations classées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

Art. 76.— Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2006.
Georges HANDERSON.

ARRETE n° 15 MDD du 17 mars 2006 autorisant la SARL Lai Woa Aluminium à installer et exploiter un atelier de fabrication d'ouvrage en aluminium et miroiterie, commune de Pirae (installation de deuxième classe pour la protection de l'environnement).

Le ministre du développement durable, chargé de l'aménagement, de l'environnement, de la qualité de la vie et de la prévention des risques naturels,

Arrête :

Article 1er.— La SARL Lai Woa Aluminium est autorisée à installer et exploiter un atelier de fabrication d'ouvrage en aluminium et miroiterie, situé sur la terre Vaipahu-Taaoe, section H, lot B, parcelles n° 562 et n° 568 d'une superficie totale de 5 273 mètres carrés, commune de Pirae.

Art. 2.— L'établissement relève de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement, rubrique 24, et comprend :

- 1 compresseur ;
- 2 découpeuses ;
- 1 déligneuse ;
- 3 fraiseuses ;
- 2 perceuses ;
- 1 raseuse ;
- 1 scie à ruban.

L'installation est implantée et exploitée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation et aux prescriptions du présent arrêté.

Art. 3.— Toute modification de ces plans faite avant réalisation des travaux, doit faire l'objet d'une déclaration à l'inspection des installations classées.

Aménagement et exploitation

Art. 4.— La limite d'isolement de 30 mètres par rapport aux tiers ne pouvant être possible, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

- réalisation d'une étude diagnostique sur les émissions sonores de l'exploitation ;
- conception et réalisation des moyens de protection sonore (niveau machine et niveau bâtiment) ;
- campagne d'essais du niveau sonore hors et en activité ;
- mesures compensatoires nécessaires pour atteindre en limite de propriété le niveau sonore autorisé par le présent arrêté.

L'ensemble des études, plans et documents relatifs à ces étapes sont fournis sans délai à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Art. 5.— L'atelier est éclairé et ventilé par des baies de façon qu'il ne résulte aucune diffusion de bruit gênant pour le voisinage.

Si la situation l'exige, ces baies devront être munies de chicanes appropriées formant écran au bruit. Les portes et fenêtres ordinaires de l'atelier seront maintenues fermées pendant l'exécution des travaux bruyants.

Art. 6.— Les travaux particulièrement bruyants tels que le meulage, le sciage, etc., sont effectués, si c'est reconnu nécessaire, dans des locaux spéciaux bien clos et efficacement insonorisés.

Art. 7.— Tous travaux bruyants susceptibles de gêner le voisinage pendant la nuit (machinerie, manutention, voiturage, etc.) seront interdits entre 20 heures et 7 heures.

Art. 8.— Les appareils sont installés sur des semelles amortisseurs de vibrations, semelles elles-mêmes fixées sur des socles antivibratoires qui n'ont aucun point commun avec les murs ou les cloisons de l'immeuble contigu.

Art. 9.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 10.— Seules les personnes autorisées par l'exploitant ont accès aux installations. En dehors des heures de présence du personnel d'exploitation et sauf en cas d'intervention pour la maintenance des matériels ou de mise en sécurité de l'installation, l'accès du site est strictement interdit. L'exploitant est seul responsable des consignes de sécurité.

Art. 11.— Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol possède une cuvette de rétention étanche, capable de résister à la pression exercée par les fluides qu'elle est susceptible de contenir et dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Installations électriques

Art. 12.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100, et font l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant. Cette attestation est transmise dès sa réception par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Art. 13.— L'installation électrique est élaborée, réalisée et entretenue conformément aux dispositions de la réglementation des installations électriques dans les établissements susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Art. 14.— Les installations électriques font l'objet d'une vérification, à la mise en service, puis tous les ans, par un technicien ou par un organisme agréé. Les installations électriques sont en outre régulièrement contrôlées et entretenues en bon état par un personnel qualifié.

Les rapports de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 15.— Les installations électriques sont établies selon les règles de l'art et les normes en vigueur. Des dispositifs nécessaires pour permettre, en cas de besoin, de mettre hors tension l'installation électrique, sont prévus. Ils sont placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable. Les boutons d'arrêt d'urgence de l'électricité sont facilement accessibles et signalés distinctement.

Protection de l'environnement

Art. 16.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 17.— L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par trépidation.

Art. 18.— Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

- Zone* : Zone résidentielle, rurale, suburbaine avec faible circulation de trafic terrestre ou aérien ;
Jour : 50 ;
 - jours ouvrables : de 7 heures à 20 heures ;
Période intermédiaire : 45 ;
 - jours ouvrables : de 6 heures à 7 heures et de 20 heures à 22 heures ;
 - dimanches et jours fériés : de 6 heures à 22 heures ;
Nuit : 40 ;
 - tous les jours : de 22 heures à 6 heures ;
Emergence : 3 dB (A).

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 19.— Les déchets et résidus produits par les installations sont stockés et éliminés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les déchets ne sont pas brûlés.

Les déchets et les résidus de verre et les cerclages en fer seront stockés dans une benne spécialement dédiée, puis pris en charge par une société autorisée.

Les résidus d'aluminium seront stockés dans un conteneur qui sera exporté en Nouvelle-Zélande. Chaque départ sera consigné dans un registre disponible aux inspecteurs des installations classées.

Art. 20.— A la fin de l'exploitation, l'exploitant assure la dépollution du site et transmet à l'inspection des installations classées le certificat de dépollution.

Protection contre l'incendie

Art. 21.— Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout commencement d'incendie par la mise en place :

- d'un système de sécurité incendie ;
- de moyens d'alarme et d'alerte.

Art. 22.— Le bâtiment est défendu par un poteau d'incendie normalisé, de diamètre nominal 100 mm, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression minimale de 1 bar, situé à une distance de 90 mètres des accès principaux de l'installation. Les caractéristiques du poteau d'incendie sont garanties par le fournisseur.

Art. 23.— A chaque accès de l'atelier, à proximité du TGBT et de l'armoire électrique sont installés des extincteurs adéquates et placés en des lieux aisément accessibles.

Art. 24.— Le matériel d'extinction est vérifié une fois l'an par un organisme agréé et la date de contrôle est enregistrée sur une étiquette apposée sur chaque appareil.

Art. 25.— Une consigne écrite indique les modalités d'entretien et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident. Un plan d'intervention placé judicieusement à l'entrée de l'établissement est destiné aux services de secours.

Art. 26.— Les consignes suivantes sont affichées bien en vue et au regard de tous :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers (18 et/ou autres...);
- l'adresse du centre de secours de premier appel ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ;
- un plan schématique, conforme aux normes en vigueur, sous forme d'une pancarte indestructible, apposée à l'entrée pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Sur ce plan figure l'emplacement des divers locaux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes des équipements de sécurité.

Art. 27.— Le personnel doit être initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné périodiquement.

Art. 28.— Les eaux contaminées par les eaux de lutte incendie sont collectées et ne sont pas à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

Art. 29.— Des panneaux portant la mention "défense de fumer" sont répartis judicieusement et affichés bien en évidence, en particulier dans les zones à risques.

Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Art. 30.— L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation.

Art. 31.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence.

Changement d'exploitant et cessation d'activité

Art. 32.— Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

Art. 33.— Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, son exploitant informe l'inspection des installations classées au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

Prescriptions administratives

Art. 34.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation de domaine public.

Art. 35.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 36.— L'autorisation d'exploiter est caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 37.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'établissement autorisé.

Art. 38.— Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 mars 2006.
Georges HANDERSON.

ARRETE n° 17 MDD/ENV du 22 mars 2006 portant ouverture de l'enquête de commodo et incommodo n° 06-7 ENV/IC dans la commune de Bora Bora dans le cadre de la demande d'autorisation formulée par la société EDT pour exploiter une centrale électrique (installation classée pour la protection de l'environnement).

Le ministre du développement durable, chargé de l'aménagement, de l'environnement, de la qualité de la vie et de la prévention des risques naturels,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 9 PR du 11 mars 2005 relatif aux attributions du ministre du développement durable, chargé de l'aménagement, de l'environnement, de la qualité de la vie et de la prévention des risques naturels ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 23 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 06-7 ENV/IC et formulée par la société EDT, représentée par M. Christian Lekieffre,

Arrête :

Article 1er.— Conformément aux articles A. 222-4 et suivants du code de l'environnement de la Polynésie française, une enquête de commodo et incommodo est ouverte du lundi 10 avril 2006 au mercredi 10 mai 2006 dans la commune de Bora Bora dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploiter l'installation classée pour la protection de l'environnement suivante :

- demande d'autorisation d'exploiter une centrale électrique formulée par la société EDT, représentée par M. Christian Lekieffre ;
- numéro d'inscription au registre : 06-7 ENV/IC ;
- localisation : Vaitape, Bora Bora.

Art. 2.— La mairie de Bora Bora est désignée comme siège de l'enquête. Pendant les heures d'ouverture au public de la mairie, le public peut prendre connaissance du dossier et formuler ses observations dans le registre ouvert à cet effet.

Art. 3.— M. Dominique Torrens est désigné commissaire enquêteur et se tient à la disposition du public dans la mairie les jours suivants :

- mercredi 19 avril 2006 de 8 h 30 à 12 heures ;
- mercredi 26 avril 2006 de 8 h 30 à 12 heures ;
- mercredi 3 mai 2006 de 8 h 30 à 12 heures ;
- mercredi 10 mai 2006 de 8 h 30 à 12 heures.

Art. 4.— L'avis au public relatif à cette enquête est affiché en mairie par les soins du maire de Bora Bora.

L'avis est également affiché à proximité de l'installation le long des voies de circulation principales et secondaires.

L'affichage est effectif avant l'ouverture de la présente enquête.

L'accomplissement de cet affichage est certifié par le maire de Bora Bora.

Art. 5.— Le maire de Bora Bora peut donner son avis sur la demande d'autorisation d'exploiter l'installation dès l'ouverture de l'enquête.

Art. 6.— Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2006.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'environnement,
Pierre COISSAC.

ACTES MUNICIPAUX

COMMUNE DE PAPEETE

ARRETE MUNICIPAL n° 2006-31 du 16 février 2006 interdisant le stationnement dans la rue Albert-Leboucher au droit de la centrale électrique de l'EDT Vairaatoa, sauf aux véhicules d'approvisionnement en hydrocarbure de la centrale.

Le maire de la commune de Papeete, île de Tahiti,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut de la Polynésie française ;

Vu le code des communes de la Polynésie française, notamment ses articles L. 131-3 et L. 131-4 ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer ;

Vu le décret du 20 mai 1890 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie une commune ayant pour chef-lieu Papeete ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application des lois n° 77-744 du 8 juillet 1977 et n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 de l'assemblée territoriale portant réglementation générale sur la police de la circulation routière ;

Vu, l'arrêté n° 9 du 21 mai 1964 du maire de Papeete réglementant la circulation et le stationnement sur le territoire de la commune de Papeete, ensemble les textes complémentifs ou modificatifs subséquents ;

Vu la délibération n° 95-13 du 6 mars 1995 du conseil municipal de Papeete portant approbation du plan de circulation du centre-ville de Papeete ;

Vu l'arrêté n° 96-163 du 8 octobre 1996 du maire de Papeete organisant la circulation dans le centre-ville de Papeete ;

Vu la demande de M. Patrick Moux, de la société SPDH, en date du 12 mai 2005 ;

Vu les nécessités,

Arrête :

Article 1er.— Le stationnement est interdit dans la rue Albert-Leboucher, au droit de la centrale électrique de l'EDT Vairaatoa, sauf aux véhicules d'approvisionnement en hydrocarbure de ladite centrale.

Art. 2.— La zone d'interdiction, telle qu'elle est délimitée sur le plan ci-joint (1) (soit 13,50 mètres de long par 3,50 mètres de large), est matérialisée conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 3.— Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 4.— Le directeur des services techniques, le directeur de la sécurité publique et le directeur de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera, et notamment au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 février 2006.
Michel BUILARD.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 22 février 2006.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

Le chef de la subdivision

des îles du Vent,

Xavier BARROIS.

(1) Le plan peut être consulté à la mairie de Papeete, direction des services techniques.

COMMUNE DE ARUE

ARRETE MUNICIPAL n° 2006-14 ARUE du 9 mars 2006 relatif à l'implantation de ralentisseurs de vitesse sur les voies secondaires (ou contre-allées) parallèles à la route territoriale entre le camp militaire dénommé "Casern Lieutenant-Colonel-Broche" et le rond-point de Erima.

Le maire de la commune de Arue, île de Tahiti,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, promulguée par l'arrêté n° 31 AA du 6 janvier 1972 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française, promulguée par l'arrêté n° 368 AA du 25 janvier 1991 ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 visée précédemment ;

Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer, promulguée par l'arrêté n° 605 DRCL du 29 juillet 1996 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Constatant que les voies secondaires (ou contre-allées) parallèles à la route territoriale sont souvent utilisées par les automobilistes pour éviter les ralentissements fréquents sur la route territoriale ;

Constatant que les riverains dont les sorties de propriétés sont contiguës à ces voies secondaires, ont signalé la dangerosité à s'insérer dans ces voies secondaires en raison de la vitesse excessive de certains automobilistes ;

Vu le code des communes, parties législative et réglementaire, applicable en Polynésie française et notamment l'article L. 131-3 relatif au pouvoir du maire en matière de circulation routière,

Arrête :

Article 1er.— Des ralentisseurs de vitesse seront implantés comme suit :

1° Sens de circulation Arue vers Mahina

Voie secondaire (ou contre-allée) parallèle à la route territoriale (2 x 2 voies) dont l'origine est située à l'église catholique de Arue (PK 4,300) et l'extrémité est située à l'entrée du lotissement Heiarii (PK 4,700) :

- nombre maximal de ralentisseurs implantés : cinq (5).

2° Sens de circulation Arue vers Pirae

Voie secondaire (ou contre-allée) parallèle à la route territoriale (2 x 2 voies) dont l'origine est située au complexe sportif communal "Tahua Tuaro Boris-Léontieff" de Arue (PK 4,050) et l'extrémité est située à l'entrée de la servitude Arahiri (repère : Institut de recherche et de développement - IRD) (PK 3,600) :

- nombre maximal de ralentisseurs implantés : sept (7).

Art. 2.— Ces ralentisseurs de vitesse seront exécutés conformément à la réglementation en vigueur (arrêté n° 1355 CM du 10 novembre 1986).

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Fait à Arue, le 9 mars 2006.
Philip SCHYLE.

Subdivision des îles du Vent.

Vu le 21 mars 2006.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef de la subdivision
des îles du Vent,*
Xavier BARROIS.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 30 mars au 12 avril 2006 inclus)

| CODE DEVISE PAYS | DEVISES | Cours en francs pacifiques |
|--------------------------------|------------------------|----------------------------------|
| EUR Euro..... | 1 euro | 119,33 |
| USD Etats-Unis d'Amérique..... | 1 dollar U.S. | 98,75 |
| AUD Australie..... | 1 dollar australien | 70,23 |
| CAD Canada..... | 1 dollar canadien | 84,75 |
| CHF Suisse..... | 1 franc suisse | 75,93 |
| DKK Danemark..... | 1 couronne danoise | 15,99 |
| GBP Grande-Bretagne..... | 1 livre sterling | 172,77 |
| HKD Hong Kong..... | 1 dollar | 12,73 |
| JPY Japon..... | 1 yen | 0,85 |
| NOK Norvège..... | 1 couronne norvégienne | 15,03 |
| NZD Nouvelle-Zélande..... | 1 dollar néo-zélandais | 60,30 |
| SEK Suède..... | 1 couronne suédoise | 12,74 |
| SGD Singapour..... | 1 dollar singapour | 61,06 |
| FJD Fidji..... | 1 dollar fidjien | 57,36 |
| THB Thaïlande..... | 1 baht | 2,54 |
| CNY Chine..... | 1 yuan | 12,31 |

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

COMMUNIQUE relatif aux candidatures aux fonctions d'huissier de justice à Papeete

Par arrêté n° 183 CM du 2 mars 2006, était acceptée la démission de Me Michel MORGANT, huissier de justice à la résidence de Papeete.

Par arrêté n° 184 CM du 2 mars 2006, publié au *Journal officiel* de la Polynésie française du 9 mars 2006, était déclaré vacant l'office d'huissier de justice à la résidence de Papeete, et fait appel à candidatures aux fonctions d'huissier de justice à cet office, les candidats disposant d'un délai d'un mois à compter de la publication de l'arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, pour faire parvenir leur requête et leur dossier au procureur général près la cour d'appel de Papeete.

Fait à Papeete, le 10 mars 2006.
Le procureur général,
F. DEBY.

LA MERIDIENNE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date, à Punaauia, du 20 mars 2006, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile immobilière.

Dénomination : LA MERIDIENNE.

Siège social : Punaauia, lotissement Te Tavake.

Objet social : L'acquisition, la construction et la gestion de tous biens immobiliers.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Apport en numéraire : 100 000 F CFP.

Capital : 100 000 F CFP divisé en 100 parts de 1 000 F CFP chacune.

Gérance : Mme Nathalie BRUNET, demeurant à Punaauia.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Cession de parts : Les parts sociales ne peuvent être cédées, quelle que soit la qualité du cessionnaire, qu'avec l'autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Pour avis et mention,
La gérance.

Cabinet de Mes MALGRAS-BARMONT, avocats à la cour d'appel de Papeete

Changement de régime matrimonial

Au terme d'un acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire à Papeete, le 17 janvier 2006, M. Paul LEBOURDIEC et Mme Françoise KOLB épouse LEBOURDIEC, demeurant tous deux à Punaauia, lotissement Te Tavake, ont décidé de renoncer au régime matrimonial de la communauté réduite aux acquêts (ancien régime), pour adopter celui de la communauté universelle.

Cet acte est présentement soumis à l'homologation du tribunal civil de première instance de Papeete.

Pour insertion conforme,
Me Benoît MALGRAS.

Me Philippe CLEMENCET,
Notaire titulaire d'un office notarial
85, rue du Commandant-Destremau, Papeete (Tahiti)

Aux termes d'un acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, le 23 mars 2006, contenant cession de parts dans la SARL Maohi Phone, au capital de 1 000 000 F CFP, dont le siège est à Papeete, Tahiti, quartier Buchin, allée Pierre-Loti, Titiro, immatriculée au RCS de Papeete sous le n° 7799 B, MM. Michel Guidoni, Renaud Cochard et Christophe Raguin ont démissionné de leurs fonctions de cogérant de ladite société.

L'article 12 des statuts relatif à la gérance a été modifié en conséquence.

Ancienne mention

Art. 12.— Gérance

Les cogérants sont MM. Andrew Chanzi, Michel Guidoni, Renaud Cochard et Christophe Raguin. Cette nomination est faite pour une durée indéterminée.

Nouvelle mention

Art. 12.— Gérance

M. Andrew Chanzi reste seul gérant pour une durée indéterminée.

Pour avis,
Le notaire.

Me Philippe CLEMENCET,
Notaire titulaire d'un office notarial
85, rue du Commandant-Destremeau, Papeete (Tahiti)

1° Aux termes de deux actes reçus par Me Philippe CLEMENCET, notaire à Papeete, les 25 novembre 2005 et 21 mars 2006,

Les 25 parts de la société dénommée Maohi Imports, société en nom collectif au capital de 200 000 F CFP, dont le siège social est à Papeete, avenue du Commandant-Chessé, résidence Vairaatota Nui, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 8298 B et identifiée sous le n° TAHITI 587345, dépendant de la communauté ayant existé entre les époux Chanzi-Lambert,

Ont été attribuées, savoir :

- les 13 parts numérotées de 1 à 13 inclus, à M. Andrew Chanzi, gérant de société, demeurant à Punaauia, PK 17,600, résidence Le Carlton Plage, BP 62980 Faa'a centre ;
- les 12 parts numérotées de 14 à 25 inclus, à Mme Sandrine Céline Lambert, assistante de direction, demeurant à Papeete, Fariipiti, BP 62980 Faa'a centre.

2° Aux termes d'un acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire à Papeete, le 23 mars 2006,

M. Michel François Victor Guidoni, gérant de société, et Mme Geneviève Jacques, gérante de société, son épouse, demeurant ensemble à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), 1, route du Sémaphore, vallée du Génie, M. Renaud Cochard, gérant de société, demeurant à Nouméa, 11, rue Bocquet, Ouemo, M. Christophe Raguin, technico-commercial, demeurant à Nouméa, rue Sœur-Martine, vallée des Colons,

Ont cédé à :

M. Andrew Chanzi, gérant de société, demeurant à Punaauia, PK 17,600, résidence Le Carlton Plage, BP 62980 Faa'a centre, toutes les parts qu'ils possédaient dans la SNC Maohi Imports, susdénommée.

L'acte de cession a été rendu opposable à la société par l'acceptation, dans l'acte authentique de cession, du gérant.

Comme conséquence de la cession de parts, les statuts ont été modifiés ainsi qu'il suit :

Anciennes mentions

Associés : MM. Andrew Chanzi, Michel Guidoni, Mme Geneviève Guidoni, MM. Renaud Cochard et Christophe Raguin ;

Gérants : La société est gérée par MM. Andrew Chanzi, Michel Guidoni, Renaud Cochard et Christophe Raguin, pour une durée indéterminée.

Nouvelles mentions

Associés : M. Andrew Chanzi et Mme Sandrine Lambert.

Gérant : M. Andrew Chanzi resté seul gérant pour une durée indéterminée.

Pour avis,
 Le notaire.

Etude de Me Dominique DUBOUCH,
notaire à Papeete

Avis de constitution

Aux termes d'un acte reçu par Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete, le 20 mars 2006, il résulte qu'une société dont les caractéristiques sont les suivantes a été constituée :

Dénomination : SCA HEIPOEHANI.

Forme : Société civile aquacole.

Capital social : 100 000 F CFP.

Apport en numéraire : 100 000 F CFP.

Siège social : Manihi, BP 77.

Objet : La pratique des activités de la mer, telles que l'aquaculture, la perliculture, les fermes nacrères, la conchyliculture et la pêche artisanale.

Durée de la société et lieu de dépôt des statuts : La société est constituée pour 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés tenu au greffe du tribunal de Papeete, où les statuts seront déposés.

Gérant : M. Yves Heimana Huioutu-Hapaitahaa, demeurant à Manihi, BP 77.

Parts sociales, clause d'agrément : Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec l'autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Pour avis et mention,
 Me Dominique DUBOUCH, notaire.

EURL PAC
BP 605 Motu de Temae - 98728 Moorea

Avis de constitution

Dénomination : EURL PAC.

Capital : 100 000 F CFP.

Objet : Construction, rénovation de l'habitat.

Durée : 50 ans.

Gérant : M. Michel TAMAGNA.

OLYMPIAN'S SPORT
Société à responsabilité limitée
Au capital de 5 000 000 F CFP
Siège social : Rue des Remparts, Papeete
RCS Papeete : n° 1624-B - N° TAHITI : 80036

Suivant délibérations en date du 22 mars 2006, l'assemblée générale ordinaire annuelle a décidé de nommer :

En qualité de commissaire aux comptes titulaire : la SCP GOSSE-PARION-CHANGUES, société de commissaires aux comptes inscrite à la compagnie des commissaires aux comptes près la cour d'appel de Papeete, domiciliée à Papeete, rue Tepano-Jaussen, immeuble Ateivi.

En qualité de commissaire aux comptes suppléant : M. Jean-Pierre GOSSE, commissaire aux comptes inscrit à la compagnie des commissaires aux comptes près la cour d'appel de Papeete, domicilié à Papeete, rue Tepano-Jaussen, immeuble Ateivi.

Pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

La gérance.

Me Florence ABGRALL, avocat à la cour
Centre Noha, Maharepa, PK 5,500, île de Moorea
BP 702 - 98728 Maharepa, Moorea
Tél. : 56 38 82 - Fax : 56 38 85

Changement de régime matrimonial

Par jugement du 9 novembre 2005, le tribunal civil de première instance de Papeete a homologué l'acte notarié de Me Philippe CLEMENCET, notaire à Papeete, du 7 mars 2005 par lequel M. Domingo RAINHO, né le 23 août 1971 à Arudy (64) et Mme Véronique SALGADO FERREIRA, son épouse, née le 3 septembre 1969 à Navarrenx (64), demeurant ensemble à Temae, BP 3403, île de Moorea, ont déclaré adopter le régime de la séparation de biens aux lieu et place du régime de la communauté légale de biens, tel qu'il est établi par les articles 1536 à 1543 du code civil.

Pour extrait,
Me Florence ABGRALL.

Me Philippe CLEMENCET, notaire
Titulaire d'un office notarial
85, rue du Commandant-Destremau, Papeete (Tahiti)

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire titulaire d'un office notarial à la résidence de Papeete (île de Tahiti), 85, rue du Commandant-Destremau, le 27 mars 2006, il a été constitué une société dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Dénomination : SCI MOERAI HERE.

Forme : Société civile.

Capital social : 180 000 F CFP divisé en 180 parts de 1 000 F CFP chacune, réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs.

Siège social : Punaauia, PK 12,600, servitude Emile-Teissier, BP 21704, 98713 Papeete.

Objet social : L'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers ; l'emprunt de tous les fonds nécessaires à cet objet et la mise en place de toutes sûretés réelles et autres garanties nécessaires ; exceptionnellement, l'aliénation des immeubles devenus inutiles à la société, notamment au moyen de vente, échange ou apport en société, et plus généralement, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil.

Durée : 99 années.

Gérance : La société a pour premiers gérants M. Michel Henri MALVILLE, demeurant à Punaauia, PK 12,600, servitude Emile-Teissier, BP 21704, 98713 Papeete, et Mlle Avelina TEURUARI, demeurant à Punaauia, PK 12,600, servitude Emile-Teissier, BP 21704, 98713 Papeete.

Cession de parts sociales : Les parts sociales sont librement cessibles ou transmissibles entre associés, conjoints associés ou non, ascendants et descendants.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le notaire.

ETAT DES INSCRIPTIONS TRAITEES
AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
DE PAPEETE PENDANT LE MOIS DE NOVEMBRE 2004

IMMATRICULATIONS

2 novembre 2004

N° 0737 C, Iriti, société commerciale au capital de 100 000 F CFP, rue Temarii, *gérant associé* : Ching Chansaud, acquisition, mise en valeur, l'administration, l'exploitation et la prise à bail, *date de début d'activité* : 5 octobre 2004 ;

N° 0738 B, Iriti, *nom commercial* : Olivier Taote To Oe Fare (OTF), société anonyme à responsabilité limitée au capital de 1 000 000 F CFP, servitude Cowan, Arue ou BP 53013 Pirae, *gérants* : Jean-Marc Laugier et Olivier Desvilles, travaux du bâtiment, *date de début d'activité* : 1er octobre 2004 ;

N° 0739 A, Patrice Chasselin, travaux en tous genres, *nom commercial* : Pat' services, Taravao, lotissement Phaëton, lot n° 13, *date de début d'activité* : 1er novembre 2004 ;

N° 0740 A, Chantal Genois, importation et vente de tous produits, importation de matériels de quincaillerie, *nom commercial* : A. Zeni, angle de la rue Castelneau, immeuble Reo Hiti n° 209, *date de début d'activité* : 1er novembre 2004 ;

N° 0741 A, Chantal Annie Ressot, peintre en bâtiments, *nom commercial* : Décopaint, Paea, PK 22,500, côté montagne, *date de début d'activité* : 15 novembre 2004 ;

N° 0742 A, Teuranui Teriitahi, alimentation générale, *nom commercial* : Magasin Teura, PK 10,500, vallée Tuauru, Mahina, *date de début d'activité* : 1er novembre 2004.

3 novembre 2004

N° 0743 A, Frédéric Fabisch, jardinier, *nom commercial* : Jardins polynésiens, lotissement Te Maru Ata, Punaauia, *date de début d'activité* : 2 novembre 2004

N° 0744 A, Pascale Largire épouse Chauvel, importation et vente de curios, cadeaux, souvenirs, *nom commercial* : Manga Reva, PK 12, servitude Deligny 3, Punaauia, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0745 A, Eric Manfred Liebmann, véhicule de restauration, pointe Vénus, collège Mahina, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0746 A, Stéphane Frantz Renard, graphisme, conception, accompagnement et conseil graphique, *nom commercial* : Océans Graphiques, PK 2,800, lotissement Raimoana, Taputapuata, *date de début d'activité* : 15 octobre 2004 ;

N° 0747 A, Eric Schickin, travaux en tous genres, *nom commercial* : Tec Sub, marina Uturoa, voilier Génésis, *date de début d'activité* : 12 octobre 2004 ;

N° 0748 A, Hedwige Marie-Neige Zebrowski, artisanne bijoutière, marchande foraine, *nom commercial* : Les Colliers de Jocko, Pirae, résidence Fare Rau Ape, *date de début d'activité* : 1er octobre 2004 ;

N° 0749 A, Clotilde Faito, entretien et nettoyage, *nom commercial* : Tuanake Clean, Avatoru, Rangiroa, *date de début d'activité* : 2 novembre 2004 ;

N° 0750 A, Terii Lau, mécanicien et réparateur d'engins, Avatoru, Rangiroa, *date de début d'activité* : 2 novembre 2004 ;

N° 0751 A, Bruno Taaroa, marchand forain, cuisine à emporter, lotissement Atimaone, lot n° 18, Mataiea, *date de début d'activité* : 3 novembre 2004 ;

N° 0752 C, SCI Pangola, société civile immobilière au capital de 100 000 F CFP, lotissement Atimaone, lot n° 18, Mataiea, *cogérante* : Christina Auroy, *gérant* : Dominique Auroy, exploitation d'une agence immobilière, *date de début d'activité* : 4 novembre 2004.

4 novembre 2004

N° 0753 A, Jérôme Baucher, nettoyage et entretien, *nom commercial* : Net Piscines, Arue, PK 8,250, résidence Jay, *date de début d'activité* : 13 octobre 2004 ;

N° 0754 A, Claude Brun, loueur en main-d'œuvre, Tevaitoa, Raiatea, *date de début d'activité* : 1er novembre 2004 ;

N° 0755 A, David Leost, démarcheur, *nom commercial* : Entreprise Leost, Paea, Mahatia, vallée de Orofero, *date de début d'activité* : 18 octobre 2004 ;

N° 0756 A, Alain Pardon, travaux en tous genres, *nom commercial* : Plomberie Flash, Arue, Erima, lot n° 174, *date de début d'activité* : 19 octobre 2004 ;

N° 0757 A, Sébastien Pin, travaux en tous genres, Nunue, Bora Bora, Pension Rosina, *date de début d'activité* : 1er octobre 2004 ;

N° 0758 A, Thierry Begat, travaux en tous genres, Faaaha, Tahaa, *date de début d'activité* : 12 octobre 2004 ;

N° 0759 A, Daniel Ellis, travaux en tous genres, Papara, PK 36,200, lotissement Mahitihiti, *date de début d'activité* : 25 octobre 2004 ;

N° 0760 A, Virginie Lepean, vente de services divers, *nom commercial* : Heiahirai, Auae, résidence Bily, appartement n° 5, *date de début d'activité* : 3 novembre 2004 ;

N° 0761 A, Erika Kapuroro, cuisine à emporter et pâtisserie, ambulante, foraine, *nom commercial* : Pâtisserie Erita, Pukarua, Tuamotu, au village, *date de début d'activité* : 2 novembre 2004 ;

N° 0762 A, Noelline Shan épouse Opuu, marchande foraine, Faanui, Bora Bora, *date de début d'activité* : 19 août 2004 ;

N° 0763 A, Teva Tahi, travaux en tous genres, Faanui, Bora Bora, *date de début d'activité* : 1er novembre 2004 ;

N° 0764 A, Aldo Teikihuavanaka, loueur en main-d'œuvre, *nom commercial* : Aldo Services, Anau, Bora Bora, *date de début d'activité* : 1er octobre 2004 ;

N° 0765 A, Teva Temounaha, marchand forain, Nunue, Bora Bora, *date de début d'activité* : 1er novembre 2004 ;

N° 0766 A, Venance Tumarae, loueur en main-d'œuvre, Papenoo ou BP 110055 Mahina, *date de début d'activité* : 8 novembre 2004 ;

N° 0767 A, Cécile Viriamu épouse Mou, cuisine à emporter et pâtisserie ambulante, *nom commercial* : Tetauehiti, Mahaena, PK 32, quartier Farahei, *date de début d'activité* : 15 octobre 2004.

5 novembre 2004

N° 0768 A, Jean-Luc Bernard, menuisier itinérant, Maharepa, PK 5, quartier Grand Pittman, *date de début d'activité* : 25 octobre 2004 ;

N° 0769 A, Loana Celette, négociante importatrice en textile et produits divers, *nom commercial* : LTI, Mahina, PK 10,700, immeuble Aumeran, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0770 A, Yves Lanneluc, fabrication de bijoux, 124, avenue Prince-Hinoui, Papeete, *date de début d'activité* : 8 novembre 2004 ;

N° 0771 A, Pascale Lopez, coiffeuse, sans établissement fixe, Haapiti, PK 30,800, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0772 A, Pareanuanua Ariiotima, négociante, Takaroa, Tuamotu, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 0773 A, Karen Cheung, travaux en tous genres, *nom commercial* : K et C BTP, Pamatai, quartier Topa, Faa'a, *date de début d'activité* : 4 novembre 2004 ;

N° 0774 A, Abel Rauzy, exploitant forestier et agricole, *nom commercial* : Entreprise Agricole Rauzy, Atuona, Hiva Oa, Marquises, *date de début d'activité* : 1er novembre 2004 ;

N° 0775 A, Emma Tautoo, pension touristique, *nom commercial* : Pension Opeha, Avera, Raiatea, *date de début d'activité* : 1er avril 2005 ;

N° 0776 A, Hinamoe Teuapiko, lavage et repassage, *nom commercial* : Services Hanalei, PK 6,100, quartier Helme, Faa'a, *date de début d'activité* : 4 novembre 2004 ;

N° 0777 A, Titaina Turina, négociante en alimentation générale, Saint-Hilaire, PK 5,500, quartier Tauraa, *date de début d'activité* : 2 novembre 2004.

8 novembre 2004

N° 0778 A, Tehaunui Faarua, services divers aux entreprises, Punaauia, *date de début d'activité* : 12 octobre 2004 ;

N° 0779 A, Wylliza Rainuiatea Mare, importation et vente de prêt-à-porter, Nunue, Bora Bora, *date de début d'activité* : 20 novembre 2004 ;

N° 0780 A, Illis Poroi, cuisine à emporter, pâtisserie commune, *nom commercial* : Chez Illis, Papeari, PK 50,200, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0781 A, Iotefa I Tahiti Tea Temanupaioura, mécanographie et informatique, lotissement Vaitupa, PK 24, Paea, *date de début d'activité* : 8 novembre 2004 ;

N° 0782 A, Ieremia Teriinohorai, constructions de maisons, *nom commercial* : Entreprise Vaipahi, PK 5, Maharepa, route de l'école, *date de début d'activité* : 5 décembre 2004.

9 novembre 2004

N° 0783 A, Eveline Delias, salon de coiffure, *nom commercial* : Discount Coiffure, Haapiti, Moorea, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0784 A, Dominique Le Guerroue Drevillon, photographe ambulancier, PK 4, marina Yacht Club, Arue, *date de début d'activité* : 15 novembre 2004 ;

N° 0785 A, Bernard Siou, excursions nautiques, *nom commercial* : Marine Tours, Arue, *date de début d'activité* : 8 novembre 2004 ;

N° 0786 A, Jöel Coulon, transport maritime, *nom commercial* : Raumana Transports, Omoa, Fatu Hiva, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 0787 A, Herina Parker, pâtisserie et plats à emporter, Teahupoo, PK 18,200, *date de début d'activité* : 8 novembre 2004 ;

N° 0788 A, Didier Rey, travaux en tous genres, Tipaerui, Papeete, *date de début d'activité* : 2 novembre 2004.

10 novembre 2004

N° 0789 A, Bogain Bastharo, véhicules de restauration et pâtisserie, *nom commercial* : OK Poulets, Faa'a, Pamatai, *date de début d'activité* : 15 novembre 2004 ;

N° 0790 A, Bogain Bastharo, négociant en papeterie, *nom commercial* : Blu, Fiti, Huahine, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0791 A, Dany Heang, négociant en perles, *nom commercial* : Perles de paradis polynésiennes, 28, avenue Maréchal-Foch, *date de début d'activité* : 9 décembre 2004 ;

N° 0792 A, Didier Pagnier, électricien, Avatoru, Rangiroa, *date de début d'activité* : 1er novembre 2004 ;

N° 0793 A, François Laughlin, roulotte, *nom commercial* : Chez Jeanne, Punaauia, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0794 A, Heremoana Pere, entretien d'un parc à tortues, Afareaitu, PK 8,200, *date de début d'activité* : 1er octobre 2004 ;

N° 0795 A, Albert Tehaamoana, location de films dvd, *nom commercial* : Teiki Dvd Club, Atuona, *date de début d'activité* : 1er août 2004 ;

N° 0796 A, Hurahutia Teinauri, roulotte, *nom commercial* : Ylang Ylang, Punaauia, PK 17,500, *date de début d'activité* : 9 novembre 2004.

12 novembre 2004

N° 0797 A, Carole Stiehr, importation et vente de curios, *nom commercial* : Carole Boutique, Haapiti, Moorea, *date de début d'activité* : 10 décembre 2004.

15 novembre 2004

N° 0798 A, Lina Facondini, services divers, Maharepa, PK 3, Moorea, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0799 A, Samantha Tuahiva, snack, *nom commercial* : Snack Vaiapa, Aakapa, Taiohae, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 0800 A, Michelle Peirsegaale, couturière pour dames en chambre, *nom commercial* : Moemoea, Faaone, PK 46,200, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004.

16 novembre 2004

N° 0801 A, Stéphanie Pillon, importation et vente de bijoux fantaisie, *nom commercial* : Fenua Fantaisie, lotissement Miri, immeuble Eeva, *date de début d'activité* : 15 novembre 2004 ;

N° 0802 A, Hei Tiare Gabriel Bonnet, négociant sur le marché, *nom commercial* : Poissonnerie de Mahina, Mahina, PK 11,500, côté pompiers, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0803 A, Guillaume Krugel, transport de voyageurs, Taenga, Tuamotu, *date de début d'activité* : 1er novembre 2004.

17 novembre 2004

N° 0805 A, Georges Mercurio, exploitant de restaurant, *nom commercial* : Le Manukau, PK 59,500, côté mer, Taravao, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 0806 A, Eric Perry, mécanicien et réparateur itinérant, Sainte-Amélie, Papeete, *date de début d'activité* : 1er novembre 2004 ;

N° 0807 A, Alice Houkena, couture, Hatiheu, Marquises, *date de début d'activité* : 3 novembre 2004 ;

N° 0808 A, Léontine Tchong Tai, pâtisserie commune, *nom commercial* : Le Tahiti Breizh, Papeari, PK 53, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0809 A, Vaki Arnoux, guide lagonnaire et promenade en mer, Avatoru, Rangiroa, BP 124, *date de début d'activité* : 2 novembre 2004.

18 novembre 2004

N° 0810 A, Alain Sergent, électricien, Atuona, Hiva Oa, *date de début d'activité* : 1er octobre 2004 ;

N° 0811 A, Christelle-Marie Gaud, peinture sur porcelaine, faïence, *nom commercial* : Te Poreho Nui, lotissement Te Tavake, Punaauia, *date de début d'activité* : 17 novembre 2004 ;

N° 0812 A, Teta Tinomoe, marchand forain, Rapa, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0813 A, Juliette Pita, cuisine à emporter, pâtisserie commune, *nom commercial* : Chez Owen, Anaa, Tuamotu, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0814 A, Ngohe Arai, cuisine à emporter, pâtisserie ambulante, *nom commercial* : Ngohe, Katiu, Tuamotu, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0815 A, Colby Airima, travaux en tous genres, *nom commercial* : Entreprise Colby, Afareaitu, Moorea, *date de début d'activité* : 9 novembre 2004 ;

N° 0816 A, Teiva Faaruia, travaux de terrassement, *nom commercial* : Entreprise Faaruia, PK 13,800, Punaauia, *date de début d'activité* : 17 novembre 2004 ;

N° 0818 A, Linda Patiare, pâtisserie ambulante, Puamau, Hiva Oa, *date de début d'activité* : 2 novembre 2004 ;

N° 0819 A, Jean-Paul Tekurio, électricien, avenue du Chef-Vairaatoa, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004.

19 novembre 2004

N° 0820 A, Ronan Le Gall, service informatique, *nom commercial* : RLG, lotissement Vahoata, Mataiea, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0821 A, Tangaroa Atger, travaux de construction, *nom commercial* : Tagaroa Constructions, Paopao, PK 8, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0822 A, Inatio Ragivaru, greffeur, Makemo, Tuamotu, *date de début d'activité* : 1er juin 2004 ;

N° 0823 A, Irène Tevaria, cuisine à emporter, Rangiroa, Tuamotu, *date de début d'activité* : 18 octobre 2004 ;

N° 0824 A, Georges Hutapu, travaux du bâtiment, *nom commercial* : Entreprise Hutapu, Taravao centre, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0825 A, Georges Hutapu, menuiserie, *nom commercial* : Manoa Menuiserie, Papara, PK 35,500, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0826 A, Jacqueline Faremiro, commissionnaire en affaires, *nom commercial* : Kivai créations, Teahupoo, PK 18,100, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004.

22 novembre 2004

N° 0827 A, Bella Taruoura, artisane, tressage de niau, Ruutia, Tiva, Tahaa, *date de début d'activité* : 1er octobre 2004 ;

N° 0828 A, Magali Vahimarae, massage traditionnel, Nunue, Bora Bora, *date de début d'activité* : 1er novembre 2004 ;

N° 0829 A, Wilson Tinorua, travaux de bâtiment, *nom commercial* : Tinorua Constructions, Mahina, PK 9, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0830 A, Laïza Maro, massage traditionnel, Fetuna, Raiatea, *date de début d'activité* : 1er novembre 2004 ;

N° 0831 A, Roseline Tiihiva, négociante alimentaire et produits divers, *nom commercial* : Magasin Heiani, Hitiaa, PK 38,350, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0832 A, Mélisa Tupaia, négociante en prêt-à-porter, *nom commercial* : Lisa Boutique, Hôtel Hawaiki Nui, Uturoa, *date de début d'activité* : 1er novembre 2004.

23 novembre 2004

N° 0833 A, Stéphane Biesse, carrossier en peinture itinérant, Tiarei, *date de début d'activité* : 22 novembre 2004 ;

N° 0834 A, Morgane Gretillat, fabrication de bijoux fantaisie, *nom commercial* : Destination, Te Maru Ata, Punaauia, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0835 A, Nui Avaemai, soudeur, Faa'a, Saint-Hilaire, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0836 A, Torea Huiotu, négociant en véhicules d'occasion, Faa'a, PK 4,500, côté montagne, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0837 A, Anua Maui, construction de maisons, Avera, Rurutu, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0838 A, Gerry Teiri, électricien, Paea, PK 24,500, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004.

24 novembre 2004

N° 0839 A, Stéphane Hantzen, conseil en immobilier, *nom commercial* : Consult Immo, Paea, PK 27,200, lotissement Iorss n° 5, *date de début d'activité* : 23 novembre 2004 ;

N° 0840 A, Marie-Claire Sommanivong, importation, achat et vente de vêtements, bijoux et autres, Mahina, PK 9,800, *date de début d'activité* : 24 novembre 2004 ;

N° 0841 A, Suzanne Hee Gung Tsing, travaux en tous genres, Faa'a, PK 4, *date de début d'activité* : 22 novembre 2004 ;

N° 0842 A, Ella Carlson, négociante importatrice, Faa'a, Pamatai, *date de début d'activité* : 1er février 2004 ;

N° 0843 A, Ilona Tapu, négociante en prêt-à-porter, Tiputa, Rangiroa, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005.

25 novembre 2004

N° 0844 A, Laurent Maury, services divers en informatique, dépannage, *nom commercial* : Lagon Informatique, Haapiti, Moorea, *date de début d'activité* : 22 novembre 2004 ;

N° 0845 A, Patrick Poumey, entrepreneur de spectacles, *nom commercial* : Patrick Poumey Fame On Prod, Mataiea, PK 45, *date de début d'activité* : 17 novembre 2004 ;

N° 0846 A, Richard Poussin, négociant importateur, *nom commercial* : Moso Rison Négoce, PK 20,701, côté montagne, Haapiti, Moorea, *date de début d'activité* : 22 novembre 2004 ;

N° 0847 A, Alain Moyrand, consultant juridique, Punavai Nui, lot n° 120, Punaauia, *date de début d'activité* : 2 novembre 2004 ;

N° 0848 A, Richard Neufeld, technicien en électronique, dépannage de systèmes, *nom commercial* : 1st Mate Electronique, Uturoa, Raiatea, *date de début d'activité* : 1er février 2005 ;

N° 0849 A, Mike Pahi, plomberie, *nom commercial* : Entreprise Pahi PLB, PK 13,800, Moorea, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 0850 A, Yolenda Itchner, fabricante de bijoux, Mahinarama, lot n° 2, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0851 A, Paola Peltier, négociante en lingerie, chaussures et produits de beauté, Punaauia, PK 10,800, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0852 A, Henri Toomaru, travaux de terrassement, *nom commercial* : Toomaru Tongyou, Titioro, allée Pierre-Loti, *date de début d'activité* : 24 novembre 2004.

26 novembre 2004

N° 0853 A, Kaori Uyeama, greffeur de nacres, Rikitea village, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 0854 A, Djino Lucas, greffeur de nacres, Faaone, PK 52,500, quartier Lucas, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 0855 A, Thérèse Seitennaten-Muller, véhicule de restauration, vallée des Lilas, Mission catholique, Papeete, *date de début d'activité* : 1er mai 2005.

29 novembre 2004

N° 0856 B, *nom commercial* : Sat Nui Location, Papeete, immeuble Le Caill, *associé gérant* : Sarl Domigestion représentée par Thierry Rivier, loueur en meubles, *date de début d'activité* : 1er juin 2004 ;

N° 0857 B, *nom commercial* : Pro Transervices, société anonyme à responsabilité limitée au capital de 5 000 000 F CFP, Motu Uta, Fare Ute, Papeete, transport terrestre et maritime, coursier et négoce, *gérant non associé* : Naea Bennett, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0858 A, Jerry Dujardin, vente de tapis, Sofitel Maeva Beach, Punaauia, *date de début d'activité* : 26 novembre 2004 ;

N° 0859 A, Marcellin Joseph Robba, démarcheur en tapis, Sofitel Maeva Beach, Punaauia, *date de début d'activité* : 26 novembre 2004 ;

N° 0860 A, Laurent Schotte, électricien, services divers, *nom commercial* : ELVIA, Faa'a, Saint-Hilaire, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0861 A, Jonathan Violet, vente de tapis, Maeva Beach, Punaauia, *date de début d'activité* : 26 novembre 2004 ;

N° 0862 A, Henriette Teahui, travaux en tous genres, Mahina, pointe Vénus, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0863 A, Louise Tamaehu, vente de casse-croûtes, cuisine à emporter, *nom commercial* : Un PT Creux, Faa'a, route de Puurai, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0864 A, Chantal Bonnefin, couture à domicile, Mataiea, *date de début d'activité* : 29 novembre 2004 ;

N° 0865 A, Tea Barbara Suchard, négociante en perles, *nom commercial* : Bora Pearl Center, Bora Bora, Vaitape, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 0866 A, David Takotua, dessinateur, *nom commercial* : Hitianau Tropical Concepts Management, Faa'a, Saint-Hilaire, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 0867 A, Lionel Tiaehau, travaux en tous genres, *nom commercial* : Ent. Iteiti, Faa'a, Auae, PK 3, *date de début d'activité* : 1er mars 2005.

30 novembre 2004

N° 0868 A, Joinville Fournier, préparation de repas et livraison pour une association, Hane, Ua Huka, *date de début d'activité* : 1er novembre 2004 ;

N° 0869 A, Antonio Peterano, jardinier, débroussaillage et élagage, *nom commercial* : Te Imi a Fia, Atuona, Marquises, *date de début d'activité* : 1er octobre 2004 ;

N° 0870 A, Henriette Tehevini, cuisine à emporter, Atuona, Marquises, *date de début d'activité* : 1er novembre 2004 ;

N° 0871 A, Martine Teikihakaupoko, nettoyage et entretien des locaux, Puunui, lot n° 423, Toahotu, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 0872 A, Naumi Ruta, roulotte, *nom commercial* : Chez Chris, Pirae, quartier Tauraa, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 0873 A, Taurere Vivi, travaux du bâtiment, *nom commercial* : Poly C, Papeari, PK 53,200, *date de début d'activité* : 24 novembre 2004.

Fait à Papeete, le 2 juin 2005.

La greffière,
Mérine LE GALL.

ETAT DES INSCRIPTIONS TRAITEES AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES DE PAPEETE PENDANT LE MOIS DE DECEMBRE 2004

IMMATRICULATIONS

15 décembre 2004

N° 05 9 A, Mita Paia, carreleur, Opoa, quartier Faarepa, 98735 Taputapuata, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 05 10 A, Magdalena Teriitua, massage traditionnel, quartier Motu, Toopua, côté mer, 98730 Bora Bora, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 05 11 A, Benjamin Gilbert André Marie Guitton, menuiserie itinérante, *nom commercial* : Benjamin Menuiserie Navale, Nunue, 98730 Bora Bora, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004.

17 décembre 2004

N° 04 838 A, Basilique Hosea Ahara, loueur en main-d'œuvre, Avera, quartier Faaroa, BP 98735 Taputapuata, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 04 839 A, Vetea Claude Hatitio, travaux en tous genres, Avera, Raiatea, *date de début d'activité* : 1er mars 2005 ;

N° 04 840 A, Sébastien Holl, travaux en tous genres, *nom commercial* : Nemo travaux en tous genres, côté mer, BP 98735 Uturoa, *date de début d'activité* : 1er novembre 2004 ;

N° 04 841 A, Megumi Tamai, *nom d'usage* : Peley, guide touristique, interprète, professeur de langue japonaise, *nom commercial* : Megumi Communications, Amanahune, BP 98730 Vaitape, Bora Bora, *date de début d'activité* : 1er novembre 2004 ;

N° 04 842 A, Léana Vaitiare Urarii, cuisine à emporter, PK 58,800, baie de Phaëton, BP 98719 Tavavao, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 04 843 A, Françoise Harle, *nom d'usage* : Siu, électricien, *nom commercial* : Connexion, Vetea 2, Pirae, *date de début d'activité* : 2 janvier 2005 ;

N° 04 298 B, Moorea Dolphin Center, société à responsabilité limitée au capital de 100 000 F CFP, c/o Intercontinental Hôtel, BP 6014, 98702 Faa'a, *gérant* : Richard Bailey, l'étude, le développement et la commercialisation de programme d'activité axés sur l'éducation et la préservation de l'environnement marin et insulaire polynésien et particulièrement l'exploitation d'un centre de rencontres avec les dauphins ouvert au public. La vente éventuellement de produits et articles divers liés à ces activités. L'importation, l'acquisition, la prise ou la remise à bail de tous biens immobiliers ou mobiliers nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. La transformation de la société en tout autre forme notamment en société anonyme. La participation de la société à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer notamment celle dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, fusion, alliance, groupement d'intérêt économique ou société en participation. Tous emprunts nécessaires à la réalisation de l'objet social. Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser l'exploitation ou le développement, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005.

20 décembre 2004

N° 04 800 A, Barnabe Tairua, construction de maisons, *nom commercial* : TB Construction, PK 4,800, quartier Maitere, côté montagne, 98704 Faa'a, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 04 801 A, Hélène Pua Ly, travaux en tous genres, *nom commercial* : Entreprise Nelly, PK 37,800, quartier Taharuu, 98712 Papara, *date de début d'activité* : 2 novembre 2004 ;

N° 04 802 A, Pascaline Taianapa Terai, jardinage, Afareaitu, PK 10,100, côté montagne, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'activité* : 17 décembre 2004 ;

N° 04 803 A, Louise Agnie, *nom d'usage* : Tearoha, pâtisserie, cuisine à emporter, Tuamotu, quartier hors village, Takapoto, 98783, *date de début d'activité* : 13 décembre 2005 ;

N° 04 804 A, Mélanie Toi, *nom d'usage* : Nakagana, artisan, bijoutière, Tevaitoa, Raiatea, 98735 Tumaraa, *date de début d'activité* : 1er septembre 2004 ;

N° 04 805 A, Faarahia Mana, travaux en tous genres, Vaitape, 98730 Bora Bora, *date de début d'activité* : 1er novembre 2004 ;

N° 04 806 A, Manea Guy Mehetue Maiotui, plats à emporter, *nom commercial* : Raw Fish & Co, PK 38,600, côté montagne, 98712 Papara, *date de début d'activité* : 14 décembre 2004 ;

N° 04 807 A, Maheanu Clyde Auguste Vincent, mécanicien, *nom commercial* : Garage Hoatapu, Sainte-Amélie, côté montagne, quartier Timiona, 98713 Papeete, *date de début d'activité* : 3 janvier 2005 ;

N° 04 808 A, Fatiha Boukili, *nom d'usage* : Beucherie, institut de beauté, *nom commercial* : Fatiha Beauté, Taravao, PK 60, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'activité* : 1er mars 2005 ;

N° 04 809 A, Edith Christine Marguerite Constraint, masseuse, négociante (produits de beauté, produits diététiques), *nom commercial* : Drive Life, Haapiti, PK 27,200, quartier Hauru, 98729 Maupiti, *date de début d'activité* : 3 janvier 2005 ;

N° 04 810 A, Ananine Kahaia Tamaehu, cuisine à emporter, location de dvd, Avatoru, 98775 Rangiroa, *date de début d'activité* : 6 décembre 2004 ;

N° 04 811 A, Tevivirani Eléonora Van Bastolaer, fabricante de bijoux, artisanat, marché de Papeete, à l'étage, 98713 Papeete, *date de début d'activité* : 20 décembre 2004 ;

N° 04 812 A, Jimmy Vetea Guilloux, roulotte, *nom commercial* : Vaihina, Faaone, PK 52, face au port de Fareata, 98720 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'activité* : 1er mars 2005 ;

N° 04 813 A, Nathalie Tetua Aka, *nom d'usage* : Tehio, travaux et bâtiments, *nom commercial* : Entreprise Taivai, lotissement Teivihonu, lot n° 26, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'activité* : 1er février 2005 ;

N° 05 2 A, Yannick Robert Denis Legoube, fabrication d'objets en bois, en os et en coquillages, gravure et sculpture (artisanat), bateau Senoiki, baie de Taiohae, BP 461, 98742 Nuku Hiva, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 04 299 B, SARL Auto Express Titiro, société à responsabilité limitée, Titiro, allée Pierre-Loti, 98713 Papeete, *directeur général* : Marc Siu, *cogérant* : Jacques Siu, *cogérante* : Micheline Siu, directement ou indirectement en Polynésie Française ou en tout autre lieu : la réparation, le dépannage et l'entretien de tous véhicules automobiles ou autres. L'exploitation d'un atelier mécanique. L'achat, l'importation, la distribution et la vente en gros, demi-gros ou au détail de tous accessoires pneus, outillages, équipements pièces détachées et, plus généralement de tous matériels et accessoires utilisés pour l'industrie automobile et les véhicules en tous genres et tout ce qui s'y rapporte. La représentation, le courtage, la commercialisation en général des produits sus-visés. La création, l'acquisition, la location, l'installation et l'exploitation de tout fonds de commerce ou établissement se rapportant à l'objet ci-dessus. L'acquisition ou la prise en location de tous immeubles construits ou non. La participation de la société par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social. Et généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à en faciliter la réalisation, *date de début d'activité* : 20 décembre 2004 ;

N° 04 301 B, SCI Fare Rea, société civile immobilière, résidence le Lotus, quartier n° E 84, 98718 Punaauia, *gérante* : Rosa Apeang, *nom d'usage* : Loux ;

N° 04 302 B, SAS Schneider Electric International, société par actions simplifiée au capital de 480 000 000 F CFP, Fare Tony, BP 43133, 98713 Papeete, *représentant de la succursale* : Didier Etienne Boffy, *date de début d'activité* : 1er novembre 2004 ;

N° 04 83 C, SCI Matareva, SCI au capital de 100 000 F CFP, colline de Tipaerui, 98713 Papeete, *gérant* : Patrice Boisson, *associée* : Marie-Françoise Andrée Reff, l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles

bâti ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature. La mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects. La construction de tous bâtiments à usage commercial, d'habitation et autres. L'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social. Tous emprunts nécessaires à la réalisation de l'objet social, conférer toutes garanties, cautionnements et hypothèques à la sûreté d'engagements des associés. La vente ou l'attribution aux associés de biens meubles ou immeubles devenus inutiles à la société. Et généralement toutes opérations de nature mobilière ou immobilière pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et à tous objets similaires ou connexes, *date de début d'activité* : 17 décembre 2004 ;

N° 04 84 C, Lys Tiare, SCI au capital de 178 998 F CFP, lot n° 8 du lotissement, quartier Moanarama, 98709 Mahina, l'acquisition par voie d'achat ou d'apport de tous immeubles ou droits immobiliers, bâtis ou non bâtis, à usage d'habitation, professionnel ou commercial, ou à usage mixte ; la construction, sur les terrains acquis par la société d'immeubles de même nature que ceux précités, l'administration, la gestion et l'exploitation notamment par location des immeubles dont il s'agit ; l'obtention de tous concours financiers nécessaires à la réalisation de l'objet social ; la vente occasionnelle des immeubles appartenant à la société ; l'acquisition de tous biens mobiliers ; l'acquisition de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits mobiliers ou immobiliers en question ; et ce, soit au moyen de ses capitaux propres, soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement. Prendre toute participation dans une société civile immobilière, *date de début d'activité* : 9 septembre 2004.

22 décembre 2004

N° 04 814 A, Mireille Monique Bauer, *nom d'usage* : Belzer, commissionnaire en affaires locales, *nom commercial* : Meubles Belzer, zone industrielle de Vaiare, quartier Teavaro, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 04 815 A, Vincent Jacques Nicolas Dupuis, massage traditionnel, *nom commercial* : Vincette Magictouch, Anau, 98730 Bora Bora, *date de début d'activité* : 1er novembre 2004 ;

N° 04 816 A, François Jacques Jean Martin, galerie d'art, Raiatea, BP 586, 98735 Uturoa, *date de début d'activité* : 27 septembre 2004 ;

N° 04 817 A, Teremoana Jonathan Roihau, frigoriste, Papetoai, PK 20,200, 98729 Maupiti, *date de début d'activité* : 3 décembre 2004 ;

N° 04 818 A, Peniamina Tautu, restauration véhicule (roulotte), Haamene, 98734 Tahaa, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004.

23 décembre 2004

N° 04 819 A, Deborah Eliane Deane, *nom d'usage* : Puairau, plats à emporter, Afareaitu, PK 8,500, 98728 Moorea-Maio, *date de début d'activité* : 25 décembre 2004 ;

N° 04 820 A, Catherine Evelyn Patricia Henon, couture pour dames en chambres, *nom commercial* : Cathy, Maharepa, PK 6,300, 98728 Moorea-Maio, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 04 821 A, Jean Roland Marius Antoine Jarles, plats à emporter, (pizzas, lasagnes...), *nom commercial* : Pizza JR, PK 21,800, 98729 Papetoai, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 04 822 A, Carlos Martin, cordonnier, centre Vaima, 98713 Papeete, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 04 823 A, Margot Marie Menatory, photographe ambulante, *nom commercial* : Moorea Photo, Maatea, PK 14,400, BP 1784, 98729 Papetoai, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 04 824 A, Solead Alexandra Smud Molina, fabricante de jus, *nom commercial* : Mahana, Vaitape, à côté ancienne SOCREDO, 98730 Bora Bora, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 04 825 A, Eloise Haumata Tepaiatua, *nom d'usage* : Vaitoare, fabricante de bijoux, *nom commercial* : Chez Eloise, Tiarei, PK 27,900, 98708 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'activité* : 3 janvier 2005 ;

N° 04 826 A, Louis Armand Roger Marie Tonner, électronicien, *nom commercial* : ELS, Yacht Club de Tahiti, 56680 Plouhinec, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 04 304 B, Fakahotu, société civile immobilière au capital de 150 000 F CFP, chemin vicinal Taunua, 98713 Papeete, *gérant* : Bernard Chin Loy.

24 décembre 2004

N° 04 827 A, Jean-Baptiste Yule, menuiserie métallique, PK 12,3, 98718 Punaauia, *date de début d'activité* : 1er février 2005 ;

N° 05 135 A, Léo Arauira Tehauhivaoa, restauration, Fare, côté mer, 98731 Huahine, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 04 297 B, Océanienne de financement (OFINA), société anonyme au capital de 800 000 000 F CFP, 115, rue Dumont-d'Urville, 98713 Papeete, *président du conseil d'administration et administrateur* : François Marie Michel Coudert, *directeur général* : Michel Monvoisin, *administrateur* : Félix Aromaiterai Grand, *administratrice* : banque SOCREDO, *représentant permanent* : Eric Pommier, *administrateur* : Office des postes et télécommunications (OPT), *représentant permanent* : Temauri Foster, *administratrice* : Océanienne de Services Bancaires, *représentant permanent* : James Estall, *administrateurs* : Régis Chang et Matahiarii Brothers, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ; d'effectuer toutes opérations d'octroi de prêts personnels à court terme et de crédits à la consommation ainsi que toutes opérations de crédit-bail et de crédit d'équipement ; et plus généralement dans les conditions prévues par la législation et la réglementation applicables aux sociétés financières, d'effectuer toutes opérations connexes à son activité et notamment mais non limitativement de recevoir toutes garanties, de réaliser tous encaissements, règlements, recouvrements et de donner tous conseils en matière de financement et d'endettement ; d'émettre et de distribuer une ou plusieurs gammes de cartes de paiement, de retrait et de crédit ; d'assurer la normalisation, la promotion, la représentation, la sécurité et la prévention des fraudes aux opérations effectuées par carte ; d'effectuer l'ensemble des opérations de traitement des flux monétaires générées par l'utilisation desdites cartes et plus généralement d'exercer toute activité de prestation de services ou d'agrément et de qualification liée à l'activité monétique, *date de début d'activité* : 24 décembre 2004 ;

N° 04 303 B, Entreprise de maintenance agroalimentaire, société à responsabilité limitée au capital de 1 000 000 F CFP, zone industrielle de la Punaruu, 98717 Punaauia, *gérante* : Nancy Wane, la maintenance, l'entretien, la réparation, la mise au point, l'installation de tout matériel lié aux activités agroalimentaires et, notamment, de tout matériel frigorifique, de pesée, de levage et, plus généralement, de toutes prestations de services y afférentes. La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements se

rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées. La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises pouvant se rattacher à l'objet social. Et généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, et de nature à en favoriser la réalisation, *date de début d'activité* : 2 octobre 2004 ;

N° 04 305 B, Lauhio, société civile immobilière au capital de 100 000 F CFP, PK 23, servitude Picard, 98711 Paea, *gérant* : Jean-Louis Michel André Casabianca ;

N° 04 306 B, Société de Financement Legends Resort, société civile au capital de 200 000 F CFP, rue Lagarde, 98713 Papeete ;

N° 04 307 B, In Investissement, société civile au capital de 200 000 F CFP, rue des Ecoles, 98713 Papeete, *gérants* : Christian Philippe Beaumont et Christophe Beaumont.

27 décembre 2004

N° 04 308 B, Ruru PF, société à responsabilité limitée au capital de 500 000 F CFP, résidence Marina Lotus, lot n° 22, 98717 Punaauia, *gérant* : Victor Mourareau, l'étude, la mise en place, le concept, la création, le développement et l'administration de projets et technologies liées à la communication sur des réseaux informatiques et plus généralement toutes activités se rapportant directement ou indirectement aux réseaux multimédias : l'importation, l'achat et la vente de matériels afférents à ces activités, leur installation. La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social. Et généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets ci-dessus définis ou à tous objets similaires ou connexes, ou de nature à favoriser le développement de l'objet social. L'installation, le montage, la maintenance desdits systèmes. La prise à bail de tous immeubles bâtis ou non bâtis. La participation de la société par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social. Et généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, et de nature à en favoriser la réalisation, *date de début d'activité* : 27 décembre 2004 ;

N° 04 309 B, D & L Consulting, société en nom collectif au capital de 100 000 F CFP, route du mont Thabor, PK 4,500, côté montagne, 98701 Arue, *associé en nom* : Philippe Dubau, *gérant associé* : Didier Laurier, le conseil en management, le conseil en développement d'entreprises, le conseil technique aux collectivités publiques et à leurs démembrements, les études d'aménagement, le montage et la conduite d'opérations, plus généralement toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, et la participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de fusions ou de création de sociétés nouvelles, *date de début d'activité* : 27 décembre 2004 ;

N° 04 310 B, New Te Marara, société à responsabilité limitée, BP 65 Fare, 98731 Huahine, *gérant* : Marc Armand Garnier, la création, la mise en valeur et l'exploitation d'un fonds de commerce de snack, restaurant. La création, l'acquisition, la mise ou la prise en gérance de tous fonds de commerce de cette nature. La prise à bail et l'acquisition de tous biens, meubles ou immeubles. La construction de tous

bâtiments afférents à son activité. Et en général toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus défini. La société peut recourir, en tous lieux, à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'ils soient, dès lors qu'ils concourent ou peuvent concourir, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités visées ci-dessus ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts industriels, commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires, *date de début d'activité* : 27 décembre 2004 ;

N° 04 311 B, Plastinove, société à responsabilité limitée au capital de 500 000 F CFP, PK 6,500, côté montagne, Afaahiti, BP 3846 Papeete, 98719 Hitia'a O Te Ra, *gérant* : Thomas Chevrier, toute activité secondaire ou connexe sous toutes les formes et notamment par voie de création de société, apports, fusions, souscriptions ou achats de titres, droits sociaux et participations quelconques dans toutes entreprises et généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher à l'objet social de la manière la plus étendue, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 04 312 B, Staf Teiki, société civile immobilière au capital de 100 000 F CFP, Hamuta, BP 50740 Pirae, *gérant associé* : Christian Guion, *associée* : Blandine Louise Julia Mangin ;

N° 04 828 A, Gérald Serge Bruckert, jardinage, *nom commercial* : Jardin Art, PK 18,700, BP 98711 Paea, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 04 829 A, Angélo Maianu Ching, électricien, Erima 3, lot n° 204, BP 98701 Arue, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 04 830 A, Fariki Fariki, travaux du bâtiment, *nom commercial* : Fariki Constructions, PK 11,900, BP 98725 Vairao, *date de début d'activité* : 22 décembre 2004 ;

N° 04 831 A, Jean-Pierre Antoine Marere, jardinage, *nom commercial* : Marere Jardinage, lot n° 18 du lotissement, quartier Maire-Nui, BP 98722 Tautira, *date de début d'activité* : 1er février 2005 ;

N° 04 832 A, Michel Denis Mora-Monteros, négociant (fruits et légumes), *nom commercial* : Au Jardin des Iles, Rangiroa, BP 98775 Avatoru, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 04 833 A, Emile Teissier, transport de marchandises (sable, gravier, etc.), *nom commercial* : Teissier Transport, PK 12,800, face école, BP 98718 Punaauia, *date de début d'activité* : 23 décembre 2004 ;

N° 04 834 A, Igor Jacques Marotea Vitrac, consultant, PK 22,500, servitude Brillant-Pito, BP 98711 Paea, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005.

28 décembre 2004

N° 04 844 A, Marie-Joséphine Mauru, reprographie (photocopies, tirages de plans), *nom commercial* : Fenua Copie, lotissement Taupeahotu, lot n° 12, BP 98713 Papeete, *date de début d'activité* : 1er février 2005 ;

N° 04 845 A, Mélanie Tuhina Paarua, fabricante de glaces et sorbets, marchande ambulante, Fakarava, Tuamotu, au village, *date de début d'activité* : 2 janvier 2005 ;

N° 04 313 B, Anceaux Tefaaana Vasseur, société civile immobilière au capital de 150 000 F CFP, fenua Aihere, Teahupoo ou BP 381451, 98718 Punaauia, 98719 Hitia'a O Te Ra, *gérant associé* : Hugues Alain Jean-Pierre Anceaux, *gérante associée* : Marie Elisabeth Véronique Jacqueline Vasseur ;

N° 04 314 B, GTC Polynésie, société civile au capital de 100 000 F CFP, BP 2866, 98713 Papeete, *gérant associé* : Gilles Gaston Gillet ;

N° 04 315 B, Société de Presse Polynésienne, société à responsabilité limitée au capital de 1 000 000 F CFP, Titiro, Fautau ou BP 11934, 98709 Mahina, *gérante* : Noémi Mari Tenini Taimana, la création d'un programme de télévision sur support papier sous forme de magazine hebdomadaire distribué gratuitement, s'intitulant "Télé Hitu Mahana" et généralement toutes opérations industrielles, commerciales, ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement. La société pourra opérer dans les DOM-POM, en métropole et à l'étranger, *date de début d'activité* : 7 octobre 2004 ;

N° 05 1 C, Manahiti, SCI au capital de 100 000 F CFP, Pamatai, Faa'a ou BP 21142 Papeete, 98713 Papeete, *gérante associée* : Suzie Tania Joufoques, *nom d'usage* : Shan Sei Fan, *associé* : Charles Jean-Michel Shan Sei Fan, *date de début d'activité* : 12 octobre 2004.

29 décembre 2004

N° 04 835 A, Isabelle Tefaaora, cuisine à emporter, Vaiaau, Tumaraa, côté montagne, quartier Vaihuti, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 04 836 A, Catherine Tahiaikaieva Teheitaeva, négociante en marchandises générales, *nom commercial* : Magasin Kate, Hakahau, BP 98745 Ua Pou, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 04 837 A, Alfred Jeffrey Ariiorai Vairaaroa, négociant sur le marché (vanille, etc.), *nom commercial* : Raitea Vanille, Punavai Nui, PK 12, lot n° 28, côté montagne, BP 98717 Punaauia, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005.

30 décembre 2004

N° 04 846 A, Tamatoa Eric Tenahe Bambridge de Baudrimy d'Avout de Capellis, consultant (juridique, économique, etc.), *nom commercial* : Tamatoa, Fare Rau Ape, Pirae, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 04 847 A, Didier Jean Guille, importateur (textile et meubles), Motu Tapu, Vaitoare, baie de Apu, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 04 848 A, Robert Pahuiri, studio d'enregistrement, *nom commercial* : Maohi Production, PK 3,100, chemin Taero, côté mer, 98701 Arue, *date de début d'activité* : 2 janvier 2005 ;

N° 04 849 A, Vaitiare Vaetuati Lisette Varney, fabricante en bijouterie, rue Marc-Blond, Saint-Hilaire, BP 2117 Papeete, 98713 Papeete, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 04 850 A, Joséphine Maire Wong, *nom d'usage* : Coulon, pâtisserie commune, *nom commercial* : JC, route de la pointe Vénus, PK 102882, 98709 Mahina, *date de début d'activité* : 10 janvier 2005 ;

N° 04 851 A, Tianren Zhong, greffier, au-dessus de Tahiti Phone, BP 4940 Papeete, 98713 Papeete, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 04 852 A, Heimana Warren Greig, ensemblier, décorateur, paysagiste, Tehapatoa, lot n° 55, quartier Saint-Hilaire, 98704 Faa'a, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 05 4 A, Frédéric Burquier, négociant (prêt-à-porter et produits divers), *nom commercial* : Fenua Sport, lotissement Matavai, Lodge quartier, logement n° 6, 98709 Mahina, *date de début d'activité* : 18 décembre 2004 ;

N° 05 5 A, Fabien Teriitetoofa, mécanicien, réparateur, *nom commercial* : Atelier Tatehao, Vaiaau, quartier Tatehao, côté montagne, 98735 Tumaraa, *date de début d'activité* : 1er octobre 2004 ;

N° 05 6 A, Patrick Taerea, travaux du bâtiment, *nom commercial* : Aratia, Haamene, quartier Aratia, 98733 Tahaa, *date de début d'activité* : 1er décembre 2004 ;

N° 05 7 A, Frédéric Dupuis, négociant en multimédia, *nom commercial* : Fare PC Multimédia, Narbonne (11), 11100 Narbonne, *date de début d'activité* : 1er novembre 2004 ;

N° 05 8 A, Louise Atger, *nom d'usage* : Tarano, négociante (produits alimentaires et autres), *nom commercial* : Torea, Vaitoare, côté mer, 98733 Tahaa, *date de début d'activité* : 28 décembre 2004 ;

N° 05 73 A, Jean Taiuhi Raioha, artisan, supports fleurs et produits, artisanat local, *nom commercial* : Taiuhi Créations, Hamuta, lotissement Hamuta, plateau n° 67, BP 51244, 98716 Pirae, *date de début d'activité* : 2 janvier 2005 ;

N° 04 316 B, Avarii, société civile immobilière au capital de 50 000 F CFP, pic Rouge, Tipaerui, 98713 Papeete, *gérant* : Philippe Agache, l'édification de toutes constructions en qualité de maître d'ouvrage délégué ; la conduite de toutes opérations mobilières, immobilières et rattachées pour le compte de toute personne physique ou morale ayant la qualité de maître de l'ouvrage ; l'acquisition de tous biens meubles et immeubles et objets mobiliers nécessaires à l'exploitation de son activité ; la mise en valeur, l'administration, la location et l'exploitation des biens meubles et immeubles, ainsi que le vente en totalité ou par fractions, avant ou après achèvement, des constructions y édifiées, la location des lots non vendus, l'aliénation de tout ou partie desdits biens meubles ou immeubles par voie d'échange ou de vente, d'apport en société ou cession de droit au bail ; l'importation de tous matériaux et matériels nécessaires à la réalisation desdites constructions. Tous emprunts nécessaires à la réalisation de l'objet social, conférer toutes garanties, cautionnements et hypothèques à la sûreté d'engagements des associés ; la conclusion de toutes conventions de sous-traitance, contrats, promotion immobilière et de maîtrise d'ouvrage déléguée nécessaire à la réalisation de l'objet social, la participation de la société par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social, et plus généralement, toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet, et à tous objets similaires ou connexes, à l'exécution de ceux pouvant porter atteinte au caractère civil de la société, *date de début d'activité* : 30 décembre 2004 ;

N° 04 317 B, Locamat, société à responsabilité limitée au capital de 1 000 000 F CFP, rue Paul-Bernière, 98716 Pirae, *gérant* : Marius Tanetefauratoru Nouveau, *gérante* : Rumia Rattinassamy, directement ou indirectement : toute opération généralement quelconque pouvant concerner directement ou indirectement la location de divers matériels et notamment de matériel de chantier, l'importation, l'exportation, l'achat, la vente, l'échange, la fabrication, la distribution, la réparation, la consignation, l'emmagasinage, le warrantage, le transport, la prise à bail, la remise à bail avec ou sans promesse de vente, l'exploitation de tous matériels, machines, engins, outillage, matériaux, de toutes natures et pour toutes activités. Leur vente en gros, demi-gros et détail, toutes opérations, représentations, commissions relativement à ces produits, marchandises, matériels et objet, la création, l'achat, l'échange, la prise ou la remise à bail, l'exploitation, la location, la construction, l'installation, la vente de tous immeubles bâtis ou non bâtis et fonds de commerce nécessaires ou utiles à l'exploitation sociale, les emprunts auprès des banques publiques, privées ou de particuliers nécessaires à la réalisation de son objet social. Toutes opérations accessoires, annexes ou complémentaires desdites activités. La participation de la société à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer,

notamment celles dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, alliances, groupements d'intérêts économiques ou sociétés en participation, augmentation de capital ou acquisition de parts ou d'actions de sociétés. Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 04 318 B, TVF Concept, société à responsabilité limitée au capital de 1 000 000 F CFP, avenue Bruat, immeuble Bruat, 98713 Papeete, *gérant* : Francesco Carchidi, la création, l'installation, l'utilisation, la maintenance et l'exploitation de sites internet et de portails Web. La conception de logiciels informatiques et leur maintenance. L'achat et la vente de tout matériel et logiciel y afférent. Tout commerce international. Toutes prestations de service dans les domaines précités et/ou connexes, la réalisation de toutes opérations compatibles avec ce qui précède ou pouvant s'y rapporter ou susceptible de contribuer à leur développement. Et généralement, toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social de la société, ou à tout objet similaire ou connexe, *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 04 319 B, Noriane, société par actions simplifiée au capital de 5 000 000 F CFP, Taapuna, lot n° 52, 98717 Punaauia, *directeur général et administrateur* : Jean-Luc Louis Marcel Marc Perodeau, la réalisation et la commercialisation d'études économiques et d'étude de marché, la réalisation et la commercialisation d'études sur le fonctionnement des entreprises et des collectivités publiques, comprenant, en particulier mais non exclusivement, l'organisation et la gestion des ressources, la gestion financière, la connaissance des marchés, les systèmes d'information et les traitements électroniques des données. Et généralement toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser l'exploitation ou le développement, *date de début d'activité* : 30 décembre 2004 ;

N° 04 320 B, Idéfixe, société à responsabilité limitée au capital de 1 000 000 F CFP, centre commercial Tainui, BP 12915 Papara, 98712 Papara, *gérante* : Rachel (deuxième jumelle) Teheipuarii, l'achat, l'importation, l'exportation, la fabrication, la distribution, la vente en gros, demi-gros ou au détail, l'emménagement, la représentation et la commercialisation en général de tous produits et marchandises divers de toute nature et de toute provenance. La propriété, la création, l'acquisition, la location, l'installation et l'exploitation de tous fonds de commerce ou établissement se rapportant à l'objet social. L'acquisition, la construction, l'aménagement, la prise à bail de tous immeubles construits ou non. Et plus généralement, toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher à l'objet social ou à tous objets connexes, *date de début d'activité* : 15 janvier 2005 ;

N° 04 321 B, Temanuanui Entreprise, entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée au capital de 10 000 F CFP, PK 11,500, côté mer, Vairao, 98725 Hitia'a O Te Ra, *gérante* : Moerani Vernaoudon, l'entreprise générale, toutes opérations de construction de bâtiments et travaux publics ou privés. L'étude, la réalisation, la commercialisation de tous types de bâtiments. La fabrication et la transformation de tous matériaux. La propriété et la gestion de toutes participations dans toutes les sociétés quelle qu'en soit la forme. L'achat, la vente de tous titres, actions parts de sociétés, la participation par tous moyens à toutes sociétés créées ou à créer quel qu'en

soit l'objet. Toutes opérations financières relatives à l'acquisition et la gestion des participations, la réalisation d'opérations de trésorerie avec les sociétés contrôlées directement ou indirectement sous forme d'avances en compte courant, de prêts, etc. La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location-gérance. Et en général toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes. *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 05 2 C, Aimeho, SCI au capital de 100 000 F CFP, résidence Tiaia, PK 2,653, côté mer, lot n° 11, 98728 Moorea, Paopao, *gérant* : Yvan Perrigault, la propriété, l'administration, l'exploitation par bail, location ou autrement de tous immeubles bâtis ou non bâtis dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisitions, d'échanges, apports ou autrement. Eventuellement l'aliénation de ceux de ces immeubles devenus inutiles à la société au moyen de ventes, échanges ou apports en société. Et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher, directement ou indirectement à cet objet, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société. *date de début d'activité* : 1er janvier 2005 ;

N° 04 271 C, Tiirahi, SCI au capital de 100 000 F CFP, PK 16, côté mer, Teahupoo, 98723 Hitia'a O Te Ra, *gérant* : Charlot Tefana Maoni, *gérante* : Mathilde Anahoa, l'achat ou la prise en location de tous immeubles et notamment l'acquisition du lot B du plan de partage d'une partie de la terre Teonetere de 1 781 mètres carrés, et tous droits de passage sur la servitude de 6 mètres de large pour accéder au lot. L'édification sur ce terrain de tous immeubles à usage d'habitation. La location des logements édifiés à des personnes physiques dans les conditions prévues par le code général des impôts métropolitains dans le cadre des incitations fiscales aux investissements dans les territoires d'outre-mer. Le cautionnement hypothécaire de ses membres, afin de garantir les emprunts qu'ils pourraient contracter individuellement sous une forme quelconque auprès de particuliers ou d'établissement de crédit, soit à titre de prêts principaux, soit à titre complémentaires en vue de procurer à la société les fonds nécessaires à la réalisation de son objet. La gestion, l'entretien et l'administration desdits immeubles. Et généralement, toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social et susceptible d'en faciliter la réalisation, *date de début d'activité* : 30 décembre 2004.

Fait à Papeete, le 2 juin 2005.

La greffière,
Mérine LE GALL.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION VIE ETUDIANTE DE L'UNIVERSITE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE (AVEUPF)

Rectificatif à l'annonce parue au JOPF n° 4 du 26 janvier 2006 à la page 314.

Au lieu de : "Présidente : KELETAONA Katia" ;
Lire : "Présidente : KELETAONA Malia Soele dite Leokatia".

ASSOCIATION SYNDICALE DU LOTISSEMENT ZIMMER

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 février 2006)

Présidente : LAILLE Mathilda
Vice-président : LEE René
Secrétaire : WIKING Yannick
Trésorière : WONG CHOU Célia

ASSOCIATION JEUNESSE NO VAIORA TARAVAO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 mars 2006)

Président : TAPU Timi
Vice-président : OTTO Richard
Secrétaire : TETUA Bélinda
Secrétaire adjoint : BERNARDINO Franck
Trésorier : LY Paul
Trésorière adjointe : TAPU Dinah

ASSOCIATION TAOAHERE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 février 2006)

Président d'honneur : GODFREY Marcus
Présidente : SHAM-KOUA Ella
Vice-président : TEANINIURAITOMOANA Victor
Secrétaire : PARAUE Gisèle
Secrétaire adjoint : MARAHITI Ladys
Trésorier : TEAMO Jacques
Trésorier adjoint : OPUHI Carlos

ASSOCIATION TEMARUA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 mars 2006)

Président : CHEUNG Jean-Marie
Vice-présidents : HURI Teariki
TEAOTEA Max
Secrétaire : TERII Admurus
Secrétaires adjoints : PERE Joseph
TEPA Vetea
Trésorier : TEMARII Arthur
Trésoriers adjoints : REYNAUD Jacqueline
TEANINIURAITOMOANA Christian
Assesseeurs : KATO Marcel
PERETIA Robert
TIAAHU Noelline
TEMARII Wailima
TERII Elisabeth

ASSOCIATION SOURCE DE VIE - TAATIRAA PUNA ORA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er mars 2006)

Président : LEONE Tevarahi
Vice-présidente : BAMBRIDGE-BABIN Temanava
Secrétaire : COLIN Yvan
Trésorier : BELLOLI Jean-Pierre
Trésorière adjointe : HAZET Valérie

TAATIRAA TAMARII TE TAHUA RAUAPE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er mars 2006)

Président d'honneur : TINORUA Tau
Président : TETUANUI Sami
Vice-président : PEU Marurai
Secrétaire : TOA Euliette
Secrétaire adjoint : TETUANUI Giovani
Trésorier : TETUANUI Camille
Trésorier adjoint : TERIITAHU Terii
Assesseeurs : PUNUA Noeline
TERIITAHU Tahia
TEAROA Mata Tarona
TETUANUI Tarona

SYNDICAT DES ELEVEURS DE BOVINS DE RAIATEA - TAHAA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 décembre 2005)

Président : ATGER Ronald
Vice-présidente : JUVENTIN Marie-Hélène
Secrétaire : PHILIPPE Henri
Secrétaire adjoint : TAIAAPU Valérien
Trésorière : SANQUER Yvette
Trésorière adjointe : SANQUER-BLOUIN Rose-Mary
Assesseeurs : BOUBEE Moana
DEANE James
TEUNU Alène

ASSOCIATION TO'U FENUA E MOTU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 juillet 2005)

Présidente : HIRSHON Unutea
Vice-président : SINCHAN Ernest
Secrétaire : ROOMATAAROA Hina Nui
Trésorier : PAUL-PONT François

ASSOCIATION TAHITIENNE DES PROFESSIONNELS DE L'AUDIOVISUEL

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 mars 2006)

Président : PAUL-PONT François
Vice-présidents : TISSEAU-GIRAUDÉ Christine
NAVARRO-ROVIRA Jacques
Secrétaire : PICARD Benjamin
Trésorier : WALLART Guy

ASSOCIATION TUARO NUI NO MATAIREA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 février 2006)

Président : LEE CHIP SAO Eric
Vice-président : OOPA Manue
Secrétaire : ROURA David
Secrétaire adjoint : LEFOC Yannick
Trésorier : TEATA Pascal
Trésorier adjoint : TEATA Neti
Assesseeurs : FAAREOITI Antoine
UTAHIA Lorna

TAHITI ASSOCIATION LASER (TAL)*Modification de statuts*

Les statuts ont été modifiés.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 février 2006)

| | |
|------------|---|
| Présidente | : JEZEQUEL Yveline |
| Secrétaire | : BALIGOUT Catherine |
| Trésorier | : CALATAYUD Yvon |
| Assesseurs | : BESSON Jessee VERONIQUE Teiva VROUSOS Emmanuèle |

ASSOCIATION FAMILIALE HUAAI A TEPUHIRI - TUMG**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(26 novembre 2005)

| | |
|----------------------|-------------------------|
| Présidents d'honneur | : TUMG Ari TUMG Aone |
| Présidente | : SELEN Alice |
| Vice-présidente | : UREKAR Jeannette |
| Secrétaire | : TUMG Damas |
| Secrétaire adjointe | : TUMG Victorine |
| Trésorier | : TUMG Robert |
| Trésorier adjoint | : LAU Terii |

COOPERATIVE AGRICOLE ORONUIOVA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(21 février 2006)

| | |
|---------------------|---|
| Président d'honneur | : HATTITIO Georges |
| Président | : TAHARIA Léonard |
| Vice-présidents | : HATTITIO Ferdinand MOOROA Tetahina |
| Secrétaire | : MAIHOTA Tetoa |
| Secrétaire adjoint | : RAVATUA Pierre |
| Trésorier | : TEPUAI Rono-Iteora |
| Trésorier adjoint | : UTIA Damas |
| Assesseurs | : TEMATAHOTOA Danylo TEMATAHOTOA Tehaametua |

ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII MEHITI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(13 mars 2005)

| | |
|---------------------|--|
| Président | : TAUHIRO Auguste |
| Vice-président | : TERE Taaroa |
| Secrétaire | : PAOFAI Jean-Pierre |
| Secrétaire adjoint | : PATU Yvon |
| Trésorier | : PAOFAI Emile |
| Trésorière adjointe | : PAOFAI Yvette |
| Assesseurs | : PAOFAI Maire PAOFAI Lisette PAOFAI Marie PAOFAI Solange PAOFAI Tere PAOFAI Pipa PAOFAI Déborah |

ASSOCIATION TE ROTO MURIAVAI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(9 février 2006)

| | |
|--------------------|-------------------|
| Président | : VILLIERME Frédo |
| Vice-président | : O'CONNOR Gilles |
| Secrétaire | : PANI Wilfred |
| Secrétaire adjoint | : HATTITIO Eric |
| Trésorier | : TAMU Edgar |
| Trésorier adjoint | : HATTITIO Tuti |

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MATERNELLE DE OREMU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(15 février 2006)

| | |
|-----------------|----------------------|
| Présidente | : RAOULX Bélinda |
| Vice-présidente | : VAIHO Gloria |
| Secrétaire | : CHUNG TIEN Chantal |
| Trésorière | : YIENG KOW Angéla |

ASSOCIATION TE MAU EUTITO NO BORA BORA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(20 octobre 2005)

| | |
|---------------------|-----------------------|
| Président | : TEINA Léon |
| Vice-président | : TERIITAU Amona |
| Secrétaire | : TERIIPAIA Elisabeth |
| Secrétaire adjointe | : TAEAE France |
| Trésorier | : DEANE Richard |
| Trésorière adjointe | : TEINA Julia |

ASSOCIATION TAHO'E MAI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(25 janvier 2006)

| | |
|---------------------|-----------------------------------|
| Président d'honneur | : PAARUA Paul |
| Président | : TERIITEMATAUA Manate |
| Vice-présidents | : HELLBERG Hinano BURNS Freddy |
| Secrétaire | : BORDES Flora |
| Secrétaire adjoint | : TROPEE Gilles |
| Trésorier | : TEANUANUA Marama |
| Trésorier adjoint | : TSHONFO AYEE Cyrille |

ASSOCIATION TURA'I MATAARE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(8 mars 2006)

| | |
|--------------------------|------------------|
| Président | : DAVID Nicolas |
| Secrétaire et trésorière | : BENESSE Karine |

ASSOCIATION FAMILIALE DES CONSORTS TEUPOO A WICHMAN ET ARAVE TETUANUI A PARAUHAI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(12 novembre 2005)

| | |
|------------------------------|------------------|
| Présidente | : VERO Paula |
| Vice-présidente | : TAPU Taratina |
| Secrétaire-trésorière | : NORMAND Puauru |
| Secrétaire-trésorier adjoint | : WICHAMN Isaac |

ASSOCIATION SYNDICALE DU LOTISSEMENT TE MARU ATA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(22 mars 2006)

| | |
|----------------|--------------------|
| Président | : LIRON Michel |
| Vice-président | : RIGO Bernard |
| Secrétaire | : NICOLAS Cyril |
| Trésorier | : BAUDHUIN Jacques |
| Membre | : PETIT Olivier |

SYNDICAT DES MASSEURS-KINESITHERAPEUTES-REEDUCATEURS DE POLYNESIE FRANÇAISE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 mars 2006)

| | |
|----------------------------|---------------------|
| Secrétaire général | : CALAMEL Julien |
| Secrétaire général adjoint | : GIRAULT Laurent |
| Trésorière | : MAUBRUN Stéphanie |
| Trésorier adjoint | : GRIMAL Pierre |
| Archiviste | : CANCE Sandrine |
| Archiviste adjoint | : NEHAM Brice |

ASSOCIATION TOO A TEINAURI ET POEAURU URAHUTIA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(22 octobre 2005)

| | |
|---------------------|---------------------------------|
| Président | : TEINAURI Peirai |
| Vice-présidente | : TEINAURI Laphie |
| Secrétaire | : TEINAURI Paloma |
| Secrétaire adjointe | : UTIA Rosina |
| Trésorière | : TEINAURI Hélène |
| Trésorière adjointe | : TEINAURI-TERIITEHAU Charlotte |

ASSOCIATION PAEA NUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 mars 2006)

| | |
|-------------------------|---|
| Président | : LIU Teuira |
| Vice-président | : TETURU Turuarii |
| Secrétaire | : BESSERT Maite |
| Trésorier | : MARITERAGI Jean |
| Trésorier adjoint | : TAUIRA Georges |
| Commissaire aux comptes | : UTAHIA Pierre |
| Assesseurs | : TAUIRA Eliane AURAA Juanita MARITERAGI Tepurotu MANEA Warner |

ASSOCIATION FAMILIALE TUUHIA TEIHOTUA ET HAUTIA REEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 décembre 2005)

| | |
|---------------------|-----------------------|
| Président | : LUCAS Damien |
| Vice-président | : TUUHIA Albert |
| Secrétaire | : TUUHIA Yannick |
| Secrétaire adjoint | : LUCAS Damas |
| Trésorière | : MAITERE Gréta |
| Trésorière adjointe | : TAUIRA VENZAC Maire |

COMITE DE SAUVETAGE ET DE SECOURISME DE POLYNESIE / CENTRE OPERATIONNEL ET D'ENSEIGNEMENT EN SAUVETAGE SECOURISME ET SECURITE DELEGATION DE POLYNESIE - CSSP/COESSS DELEGATION DE POLYNESIE

Anciennement dénommé
COMITE DE SAUVETAGE
ET DE SECOURISME DE POLYNESIE

Modification des statuts
(6 janvier 2006)

Le comité a modifié ses statuts, et plus particulièrement, il a pour objet :

- de participer aux actions opérationnelles de secours tant à l'échelon local, national qu'international, et notamment aux divers plans de secours : plan rouge, plan ORSEC ou autres plans nécessaires aux populations sinistrées ;
- de contribuer au sauvetage de toutes espèces, même animales. Il participe à la protection de l'environnement terrestre ou aquatique ;
- de pouvoir faire de l'animation tous publics concernant le sauvetage, le secourisme et la sécurité.

Il est affilié au Centre opérationnel et d'enseignement en sauvetage, secourisme et sécurité au niveau national.

ASSOCIATION PIHAENA VA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(27 février 2006)

| | |
|---------------------|------------------------|
| Président | : TEINAURI Tepeva |
| Vice-président | : PUAIRAU Paiatua |
| Secrétaire | : COLLOMB Juliette |
| Secrétaire adjointe | : PAEAAHI Mariella |
| Trésorier | : ONDICOLBERRY Jeannot |
| Trésorier adjoint | : PAEAAHI Ronald |

ASSOCIATION ARTISANALE FARE POE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 février 2006)

| | |
|------------|---|
| Présidente | : FLORES Ella |
| Secrétaire | : TEHAAMARU Maina |
| Trésorière | : PANI Linda |
| Assesseurs | : NATUA Toofa HAUATA Heidy TEHAAMARU Hina |

ASSOCIATION FAMILIALE TUKUKAAKI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 mars 2006)

| | |
|----------------|--|
| Présidente | : TATA Louise |
| Vice-président | : TATA Joseph |
| Secrétaire | : TATA Elisabeth |
| Trésorier | : TATA Noël |
| Membres | : TATA Charles TATA Adeline TATA Jules TATA Alain TATA Madeleine |

ASSOCIATION FAREATAI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(20 décembre 2005)

| | |
|---------------------|---|
| Président | : RONGOMATE André |
| Vice-président | : RUAMUTU Charlie |
| Secrétaire | : TAHUHUFATINORAU Ernest |
| Secrétaire adjointe | : NATUA Léna |
| Trésorier | : HURIA Frédéric |
| Trésorier adjoint | : RUAMUTU Francis |
| Assesseurs | : RONGOMATE Romana TEIKIKAINÉ Boniface |

**SYNDICAT DES ORTHOPHONISTES
DE POLYNESIE FRANÇAISE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(10 février 2006)

| | |
|------------------------------|----------------------|
| Secrétaire général | : DARIUS Philippe |
| Secrétaire générale adjointe | : TRIBOUT Stéphanie |
| Secrétaire | : SOYER Frédérique |
| Secrétaire adjointe | : CHOTARD Caroline |
| Trésorière | : BROUSSE Gaëlle |
| Trésorière adjointe | : VERKEST Christelle |

ASSOCIATION MOOREA KITEBOARD**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(17 février 2006)

| | |
|---------------------|--------------------|
| Président | : DHIEUX Michel |
| Vice-présidente | : MARLIER Moerani |
| Secrétaire | : BRUNO Nicolas |
| Secrétaire adjointe | : SIMON Myriam |
| Trésorier | : LEFRANC Stéphane |
| Trésorière adjointe | : ROPITEAU Titaua |

ASSOCIATION TENNIS CLUS DE RAIATEA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(17 mars 2006)

| | |
|---------------------|--|
| Président | : DE BALMANN Noël |
| Vice-président | : HART Wilfrid |
| Secrétaire | : ARIAS José |
| Secrétaire adjointe | : KRAUSE Chantal |
| Trésorière | : DOOM Linda |
| Trésorier adjoint | : RAGOT Alain |
| Assesseurs | : BRUNSCHWIG Christel DEANE Marie-France GALENON Jean-Marie TEAHUI Tiperio TINORUA Bob |

CLUB DES PIROGUIERS IHILANI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(24 février 2006)

| | |
|---------------------|------------------|
| Président | : WONG Jacques |
| Vice-président | : MALBRUN John |
| Secrétaire | : WONG Léna |
| Secrétaire adjointe | : WONG Terevanui |
| Trésorière | : MALBRUN Sylvie |
| Trésorier adjoint | : WONG Garry |

ASSOCIATION TAMARII NAHOATA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(15 février 2006)

| | |
|----------------------|--|
| Présidente d'honneur | : FONTAN Titaua |
| Président | : AMO Jacques |
| Vice-président | : MAMATUI Karl |
| Secrétaire | : TERIIRERE Maïda |
| Secrétaire adjointe | : HAUATA Elizabeth |
| Trésorier | : TAUTU Joseph |
| Trésorier adjoint | : AMO Hono |
| Assesseurs | : TEPUIHARI Tino TEPUIHARI Joséphine TAVAE Roberto |

ASSOCIATION SPORTIVE TUMUKURU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(3 février 2006)

| | |
|---------------------|----------------------|
| Président | : TAGI Jean |
| Vice-présidente | : FENUAITI Agnès |
| Secrétaire | : LEBRONNEC Eléonord |
| Secrétaire adjoint | : MAIHITI Jean-Luc |
| Trésorier | : FENUAITI Punariki |
| Trésorière adjointe | : MAPUHI Eileen |

ASSOCIATION TO'U FENUA TO'U ORA
(Récépissé n° 8796 DRCL du 14 mars 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 6 mars 2006, entre les soussignés et toute autre personne morale ou physique y adhérant, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts dénommée ASSOCIATION TO'U FENUA TO'U ORA.

Elle a pour but :

- le soutien de la candidature de M. Patrick Leboucher dans le cadre des élections législatives de 2007 ;
- de favoriser l'expression du suffrage universel partout en Polynésie, pour tous les électeurs du pays, dans le respect des valeurs de la République, et des principes fondamentaux consacrés par la Constitution française ;
- d'agir pour le rayonnement de la Polynésie dans le monde, pour la pérennité de la nation maohi, de son identité et de sa culture, pour le développement des langues polynésiennes, pour la construction d'un pays libre et démocratique ;
- de rassembler tous les Polynésiens et Polynésiennes qui partagent ces objectifs, et de garantir la libre expression des sensibilités politiques qui la composent, en respectant le principe de parité entre les femmes et les hommes dans la vie de l'association et l'accès aux responsabilités électives.

Plus généralement, l'association a pour objet toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques et financières, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par l'association.

Son siège social est fixé à Papeete.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|--------------------------|
| Président | : LEMBOUCHER Patrick |
| Vice-président | : CERAN JERUSALEM Y Léon |
| Secrétaire | : DAGUISE-CASTA Léone |
| Secrétaire adjointe | : LEMBOUCHER Hinarai |
| Trésorier | : ITCHNER Nelson |
| Trésorier adjoint | : PARO Irvine |

ASSOCIATION MEDICALE DE L'HOPITAL DE TARAVAO

(Révisé n° 8373 DRCL du 21 mars 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 6 décembre 2005, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents dénommée ASSOCIATION MEDICALE DE L'HOPITAL DE TARAVAO.

Elle a pour objet :

- de faciliter la formation professionnelle permanente du personnel médical de l'hôpital de Taravao ;
- de mettre à disposition du matériel et de la documentation médicale à des fins de formation ;
- de permettre la souscription à des abonnements de revues médicales ou l'achat d'ouvrages médicaux ;
- de développer le travail d'équipe au sein du corps médical de l'hôpital ;
- de participer à des études, recherches et travaux en rapport avec la médecine.

Son siège social est fixé à l'hôpital de Taravao, BP 7006, 98719 Taravao.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|------------|------------------|
| Président | : BRUN Jean-Yves |
| Secrétaire | : ERRICO Karine |
| Trésorier | : FROMENT Michel |

ASSOCIATION MAOAKE TAHAROA BOXING CLUB

(Révisé n° 11 TG du 21 mars 2006)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION MAOAKE TAHAROA BOXING CLUB, fondée le 5 mars 2006, est affiliée à la fédération régissant la discipline, agréementée et délégataire de service public du territoire de la Polynésie française.

Elle a pour objet :

- de faciliter la pratique des activités physiques, sportives et tout particulièrement la boxe anglaise sous toutes ses formes ;
- de faciliter les activités de jeunesse et de culture ;
- de faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animations, de formations, d'encadrement et d'aides diverses ;

- de participer à la prévention de la jeunesse contre les déviations de la société en général ;
- de développer les activités et les animations dans les établissements scolaires, les quartiers et les communes ;
- d'organiser des sorties, des galas, et manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est fixé à Hao.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|----------------------|
| Président d'honneur | : TEMAHUKI Iputoa |
| Président | : METUA Maratino |
| Vice-président | : TEREROA Georges |
| Secrétaire | : UTIA Corinne |
| Secrétaire adjointe | : TEMAHUKI Micheline |
| Trésorière | : METUA Rosenta |
| Trésorier adjoint | : WHITE Tonino |

ASSOCIATION TE ONE ORA NUI

(Révisé n° 8747 DRCL du 21 mars 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 19 février 2006, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents dénommée ASSOCIATION TE ONE ORA NUI.

L'association a pour but d'aider un groupe de personnes à s'épanouir.

Elle évalue les moyens à mettre en place et se consacre à la pleine réussite des objectifs définis, à savoir :

- d'organiser simultanément des centres de vacances ;
- de promouvoir l'environnement, la prévention routière ;
- de sensibiliser la jeunesse contre la drogue et toute autre forme de délinquance ;
- d'organiser les études surveillées en milieu scolaire ou privé ;
- de créer des activités périscolaires ;
- d'organiser des manifestations susceptibles d'intéresser les jeunes à un métier, à savoir la pêche, l'agriculture, la periculture, l'artisanat, etc. ;
- de monter un atelier d'arts plastiques pour enseigner ceux-ci et également la culture polynésienne.

Son siège social est fixé à Pueu, PK 6,500, côté mer, BP 8574 Taravao.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|----------------------------------|
| Président | : HAUATA Mareto |
| Vice-président | : PAHEROO Hiti |
| Secrétaire | : HAUATA Monique |
| Secrétaire adjoint | : HO Francis |
| Trésorier | : PAHEROO Hervé |
| Trésorière adjointe | : ARIIVEHEATAITERAIPOIRI Monique |

ASSOCIATION TAHITI VA'A PERFORMANCE*(Récépissé n° 8779 DRCL du 16 mars 2006)*

Extraits de statuts

Il est fondé le 6 mars 2006, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents dénommée ASSOCIATION TAHITI VA'A PERFORMANCE.

Elle a pour objet :

- de promouvoir et de développer les activités de va'a et de kayak ;
- de faciliter l'accès à ces deux disciplines à un grand nombre de personnes ;
- l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est fixé à Punaauia.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|------------|--------------------------|
| Président | : PEREZ Danilo |
| Secrétaire | : DAUPHIN Isabelle |
| Trésorière | : WHITMAN PEREZ Kathleen |

ASSOCIATION FAMILIALE TAINA HERE NO HAMUTA*(Récépissé n° 4799 DRCL du 20 mars 2006)*

Extraits de statuts

Il est fondé le 30 mai 2005, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents dénommée ASSOCIATION FAMILIALE TAINA HERE NO HAMUTA.

Elle a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi se connaître. Il se fixe comme objectifs :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Pirae, lotissement Hamuta, lot n° 20.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|----------------------------------|
| Président | : POU Teriki |
| Vice-président | : TAURAATUA Marc |
| Secrétaire | : POU Taina |
| Secrétaire adjointe | : BONET Aere |
| Trésorière | : TAURAATUA Dolly |
| Trésorière adjointe | : HUNTER Nicole |
| Assesseurs | : HUNTER Romy BONET Alexandre |

ASSOCIATION PAREO EVA HINE TAHITI*(Récépissé n° 8768 DRCL du 21 mars 2006)*

Extraits de statuts

Il est fondé le 7 mars 2006, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents dénommée ASSOCIATION PAREO EVA HINE TAHITI.

Elle a pour but de resserrer les liens familiaux, de promouvoir le "pareo" typiquement polynésien et de récolter des fonds pour organiser des voyages.

Son siège social est fixé à Vaininiore, 2, rue Benardino, derrière la caserne des pompiers de Papeete.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|-----------------|----------------------|
| Présidente | : TAPUTU Eva |
| Vice-présidente | : TEINAURI Claudine |
| Secrétaire | : TAUPOTINI Félicité |
| Trésorière | : TAPUTU Temehani |

ASSOCIATION AFA API NO TEFANA*(Récépissé n° 8795 DRCL du 20 mars 2006)*

Extraits de statuts

Il est fondé le 15 septembre 2005, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION AFA API NO TEFANA.

Elle a pour but :

- d'apporter des services de proximité dans les quartiers de Faa'a ;
- de promouvoir toute action en faveur du développement harmonieux d'activités sportives, sociales, économiques et culturelles ;
- de fédérer toutes les personnes et les associations au travers d'actions communes ;
- d'organiser des rencontres avec la population dans le cadre de manifestations culturelles et sportives.

Son siège social est fixé dans le quartier Fanatea à Faa'a.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|-------------------------------|-------------------|
| Présidente d'honneur | : TAURAA Tina |
| Présidente | : TEMAHUKI Sarah |
| Vice-présidente et trésorière | : MANUTAHU Orama |
| Secrétaire | : KAIHA Christina |
| Secrétaire adjointe | : TAHIATA Ruaragi |

FEDERATION DE MOTOCYCLISME

(Récépissé n° 8793 DRCL du 20 mars 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 4 mars 2006, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents dénommée FEDERATION DE MOTOCYCLISME.

Elle a pour but :

- d'organiser, de développer et de contrôler la pratique du motocyclisme sous toutes ses formes ;
- de diriger et de coordonner l'activité des associations regroupant les membres pratiquant la motocyclette, le cyclomoteur, le scooter et d'une façon générale, tous les engins terrestres à deux, trois ou quatre roues équipés d'un guidon et propulsés par un moteur ;
- de défendre les intérêts du sport et du tourisme motocycliste ;
- de mener des actions relatives à la sécurité routière et à la voie publique.

Son siège social est fixé au COPF.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|--------------------|--|
| Président | : VERNAUDON Karl |
| Vice-présidents | : PUTOA Jean-Claude BUILLARD Line |
| Secrétaire | : MARRALE Here Iti |
| Secrétaire adjoint | : VARNEY Francky |
| Trésorier | : CHAVEZ Olivier |
| Trésorier adjoint | : CIER FOC Dominique |
| Asseseurs | : MAIHUTI Randolphe TAATAROA Charles MAI Michèle |

ASSOCIATION FAMILIALE MAARO A MAARO ET TUMAITERA

(Récépissé n° 8808 DRCL du 22 mars 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 17 décembre 2005, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION FAMILIALE MAARO A MAARO ET TUMAITERA.

Elle a pour but :

- la recherche des ascendants et descendants de Maaro a Maaro et Tumaitera ;
- la recherche des terrains appartenant à Maaro et Tumaitera ;

- de faciliter les rencontres entre les familles de Tahiti, de Rarotonga et de Nouvelle-Zélande.

Son siège social est fixé à Faa'a, PK 8, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|-------------------------|-------------------------------------|
| Présidents d'honneur | : VAAKEA Joseph TAUAEA Punuamaea |
| Présidente | : AHUTORU Mereta |
| Vice-président | : TAUAEA Gervais |
| Secrétaire | : TAUAEA Patrick |
| Secrétaire adjointe | : WAKEA Nathalie |
| Trésorière | : A-TCHOUN Christine |
| Trésorier adjoint | : TERITEHAU Charles |
| Commissaire aux comptes | : TANEMATEA Charles |

FEDERATION DE POLYNESIE DE HAPKIDO, DISCIPLINES ASSOCIEES ET AFFINITAIRES - FPHDAA

(Récépissé n° 8811 DRCL du 22 mars 2006)

Extraits de statuts

La FEDERATION DE POLYNESIE DE HAPKIDO, DISCIPLINES ASSOCIEES ET AFFINITAIRES "FPHDAA", fondée le 5 mars 2006, est formée par des clubs de hapkido et d'autres arts martiaux, disciplines associées et affinitaires.

Elle a pour objet de favoriser, d'organiser, de réguler et de populariser les aspects sportif et martial du hapkido et des autres disciplines associées et affinitaires.

Son siège social est fixé à Papeete, avenue Georges-Clemenceau, immeuble Orae. Il pourra être transféré dans une autre commune par délibération de l'assemblée générale.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|--------------------|---|
| Président | : PAMBRUN Jean Fred |
| Vice-présidents | : GARCIA Rimata TAPU Timi BUSSEUIL Brigitte |
| Secrétaire | : TEMU Lorenzo |
| Secrétaire adjoint | : FAUURA Freddy |
| Trésorière | : PAMBRUN Edwige |
| Trésorier adjoint | : VANQUES Andrew |

ASSOCIATION TEMAUIARII A MAHEANUU A MAI

(Récépissé n° 8698 DRCL du 17 mars 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 18 février 2006, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION TEMAUIARII A MAHEANUU A MAI.

Elle a pour objet la représentation et la défense, auprès de toutes autorités et organismes, de tous les intérêts matériels et moraux des familles concernées, notamment en ce qui concerne :

- les affaires de terres ;
- la défense des droits des membres de l'association ;
- la création et le maintien des liens de fraternité entre les membres de l'association.

Son siège social est fixé à Fenua Ura, Varari, Haapiti, Moorea, au domicile du président.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|--------------------|-----------------------------|
| Président | : FULLER Claude |
| Vice-présidente | : LANGOMAZINO Rénata |
| Secrétaire | : LANGOMAZINO Teriimaevavua |
| Secrétaire adjoint | : TEAHA Julien |
| Trésorier | : BRANDER Jean-Claude |
| Trésorier adjoint | : TEFAATAU Carlos |

ASSOCIATION DE SPORT AUTOMOBILE MOOREA US - CAR

(Récépissé n° 8642 DRCL du 3 mars 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 3 février 2006, entre les adhérents aux présents statuts, une association de sport automobile dénommée ASSOCIATION DE SPORT AUTOMOBILE MOOREA US-CAR.

Elle a pour objet :

- la création entre tous les membres des liens d'amitié et de fraternité ;
- le développement de l'esprit d'équipe et d'entraide en toute circonstance et par tous les moyens ;
- le respect et la reconnaissance mutuelle de chacun des membres de l'association ;
- la promotion ainsi que la valorisation du sport automobile et du sport en général.

Son siège social est fixé au domicile M. Tuarini Demes à Afareaitu, Maatea, Moorea, tél : 79 92 90.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|-------------------|
| Président d'honneur | : PAPA Simon |
| Président | : DEMES Tuatini |
| Vice-président | : TAHUTINI Jimmy |
| Secrétaire | : OPUHI Hermann |
| Secrétaire adjoint | : TUUHIA Vaihere |
| Trésorière | : TAHUTINI Ursula |
| Trésorière adjointe | : ADAMS Eva |

ASSOCIATION HUA'AI NA MOARIIMAITETAU A TAIARUI

(Récépissé n° 8820 DRCL du 23 mars 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 4 mars 2006, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents dénommée ASSOCIATION HUA'AI NA MOARIIMAITETAU A TAIARUI.

Elle a pour but :

- de resserrer les liens entre les membres et les liens familiaux ;
- de défendre par tous les moyens qu'elle tient de la loi et des règlements, les intérêts des membres, développer leurs activités, resserrer les liens familiaux entre les membres et faciliter le regroupement ;
- de rechercher les actes d'état civil formant la généalogie de la famille ainsi que la recherche des affaires de terres ;
- de les assister et de les représenter auprès des services et organisme administratifs afin d'améliorer leur activité ;
- de rechercher des terres venant de ou appartenant à leurs ancêtres pour le partage des terres. Elle doit pour les frais de partage, rechercher et trouver des fonds par différentes activités payantes.

Son siège social est fixé temporairement à Hamuta, Pirae.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|--------------------------|---|
| Présidents d'honneurs | : MAI Emile BREMOND Louise FARETAHUA Paulette POUIRA Marie Flora |
| Présidente | : DELIGNY Line |
| Vice-présidente | : APA Augustine |
| Secrétaire | : KOHUMOETINI Vaiuta |
| Secrétaire adjointe | : FARETAHUA Claire |
| Trésorière | : BOOSIE Françoise |
| Trésorier adjoint | : MAI Emile |
| Assesseurs | : PARKER Doriane MAI Antoinette Pepe |
| Commissaires aux comptes | : POUIRA Thierry BREMOND Harold |

UNION DES ASSOCIATIONS POUR DES ORGANISATIONS UNIVERSELLES (UAPOU) TE HEI O TE AO ATA KUA

(Récépissé n° 625 DRCL du 16 mars 2006)

Extraits de statuts

Il est constitué le 10 mars 2006, une union d'associations conformément à la loi du 1er juillet 1901 et à l'article 7 du décret du 16 août 1901, dénommée UNION DES ASSOCIATIONS POUR DES ORGANISATIONS UNIVERSELLES (UAPOU) TE HEI O TE AO ATA KUA.

Elle a pour but :

- de défendre et de sauvegarder les intérêts de ses membres à titre collectif comme à titre individuel ;
- d'étudier et de trouver des solutions à tous les problèmes relatifs à l'exercice, au développement, à la promotion et à la défense du secteur concerné ;
- d'organiser des foires, rencontres sportives (raids, course), salon de l'hébergement et festival des arts (sculpture, tatouage, journées commémoratives, etc.) ;
- de résoudre les problèmes liés à la scolarisation des étudiants marquisiens et Marquises à Tahiti, Moorea, Hiva Oa, Nuku Hiva et ailleurs ;
- d'assurer par tous les moyens légaux l'exercice et le développement des activités ;
- de permettre la représentation collective des membres devant toute personne physique, morale, publique ou privée ;

- d'aider de ses conseils les membres qui s'adressent à elle ;
- de veiller à ce que chaque membre observe vis-à-vis de ses collègues et de la clientèle toutes les règles d'une saine et loyale concurrence et de resserrer les liens de confraternité entre ses membres ;
- de diffuser par tous les moyens à ses membres, l'information et les renseignements pouvant les éclairer dans l'exercice et la continuité des activités ;
- de défendre et de représenter ses adhérents sur toutes questions les concernant directement ou indirectement au niveau de la commune, du pays, de l'Etat ou des organisations mondiales ;
- de faire tous les actes autorisés par les lois et conformes à ses objets.

Son siège social est fixé à Hakahetau, Ua Pou.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | | |
|--------------------|---|---------------------------|
| Président | : | TEREINO Tony |
| Vice-présidents | : | AKA Mireta QUINTO Rémy |
| Secrétaire | : | HOKAUPOKO Etienne |
| Secrétaire adjoint | : | IHORAI Benjamin |
| Trésorier | : | KOHUMOETINI Michel |
| Trésorier adjoint | : | TAPATI Iopa |

ASSOCIATION PSY-CAUSE TAHITI

(Récépissé n° 8829 DRCL du 24 mars 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 14 mars 2006, entre les adhérents aux présents statuts, l'ASSOCIATION PSY-CAUSE TAHITI régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret d'application du 16 août 1901.

Cette association scientifique a pour but de promouvoir les pratiques soignantes en santé mentale sur les archipels de Polynésie française et de favoriser la formation, la recherche et les échanges internationaux.

Son siège social est fixé au département de psychiatrie du Taaone, Pirae, Centre hospitalier de Polynésie française à Tahiti.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | | |
|------------|---|---------------------|
| Président | : | PETIT Yves |
| Secrétaire | : | LETANG Roland |
| Trésorier | : | SCHINDELHOLZ Pascal |

ASSOCIATION IA ORA O MAUPITI

(Récépissé n° 7350 DRCL du 23 mars 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 4 juillet 2005, entre les adhérents aux présents statuts, l'ASSOCIATION IA ORA MAUPITI régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901.

Elle a pour objet :

- l'insertion de jeunes grâce à des formations dans les domaines culturel, artistique, de l'éducation publique, touristique, de la pêche, de l'agriculture et de l'aquaculture ;
- d'organiser des rencontres sportives favorisant les sports traditionnels : pirogue, port de caillou, pêche, etc. ;
- de favoriser tous les sports ;
- d'aider également ses adhérents dans leurs besoins, en général.

Son siège social est situé à Maupiti, Farauru, îles Sous-le-Vent, téléphone : 67 83 32.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | | |
|---------------------|---|------------------|
| Président | : | TOOFA Gilbert |
| Vice-président | : | TEIHO Harry |
| Secrétaire | : | MANUARI Dolores |
| Secrétaire adjointe | : | TOROPÉE Beatrice |
| Trésorier | : | MANA Remy |
| Trésorier adjoint | : | TEMANIHI James |

ASSOCIATION TE 'UI HAU NO PAEA

(Récépissé n° 7696 DRCL du 23 mars 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 27 septembre 2005, entre les adhérents aux présents statuts, l'ASSOCIATION TE 'UI HAU NO PAEA régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901.

Elle a pour objet :

- la protection de l'environnement ;
- la protection du patrimoine culturel ;
- l'insertion des jeunes dans le travail ;
- la pratique du sport ;
- l'aide sociale aux enfants et aux personnes du 3e âge ;
- le développement de l'artisanat ;
- le respect du civisme.

Son siège social est situé au lotissement Tepuhapa, lot n° 12, Paea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | | |
|---------------------|---|---------------------------------|
| Président | : | TEMANIHI James |
| Vice-présidents | : | TETU Rerenui HAPAIRAI Eloïse |
| Secrétaire | : | POAREU Tamara |
| Secrétaire adjointe | : | HAPAIRAI Terita |
| Trésorière | : | ANAHOA Mireta |
| Trésorière adjointe | : | TETU Vahine |

COMITE ORGANISATEUR DE TOUTES LES MANIFESTATIONS ARTISANALES DE POLYNESIE FRANÇAISE TOMITE NA HIRO RAU E PAE

(Récépissé n° 8853 DRCL du 27 mars 2006)

Extraits de statuts

Il est constitué le 12 janvier 2006, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, le comité organisateur de

toutes les manifestations artisanales de la Polynésie française "TOMITE NA HIRO RAU E PAE" régi par la loi du 1er juillet 1901.

Le comité organisateur de toutes les manifestations artisanales de la Polynésie française a pour objet la représentation, la promotion et la sauvegarde du secteur artisanal traditionnel et du savoir-faire culturel de la Polynésie française.

Son siège social est situé à Mahina, lotissement Fareroi.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|---|
| Président | : TUOHE Stéphane |
| Vice-présidents | : MOUFAT Rosina TEMAROHIRANI Titahaité |
| Secrétaire | : TIAPARI Jeannine |
| Secrétaire adjointe | : TU Rosalie |
| Trésorière | : FATUPUA Rahera |
| Trésorière adjointe | : AH MANG Diana |
| Assesseur | : AMARU Aline |

ASSOCIATION APAURA NUI

(Récépissé n° 15 TG du 31 mars 2006)

Extraits de statuts

Il est constitué le 17 mars 2006, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, l'association APAURA NUI régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Apataki :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Papeete, Tipaerui.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|------------|--------------------|
| Présidente | : TETOHU Annabelle |
| Secrétaire | : TETOHU Benjamin |
| Trésorier | : TETOHU Philippe |
| Assesseur | : AVAE Caroline |

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES D'ETUDIANTS EN METROPOLE

(Récépissé n° 8817 DRCL du 23 mars 2006)

Extraits de statuts

Il est constitué le 17 février 2006, conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901, entre les soussignés et tous ceux qui adhéreront aux présents statuts, l'ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES D'ETUDIANTS EN METROPOLE.

L'association a pour but toute activité susceptible d'apporter un soutien utile à la vie des étudiants et une collaboration efficace à l'action des parents.

Le siège social est fixé à Papeete, à la résidence de la présidente de l'association. Il peut être transféré en tout autre lieu par simple décision de l'association.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|-----------------------|
| Présidente | : TIATIA Patricia |
| Vice-présidente | : LEJEUNE BONNO Tahia |
| Secrétaire | : ATENI Vaite |
| Secrétaire adjointe | : LEHARTEL Michelle |
| Trésorière | : MOUA Evelyne |
| Trésorier adjoint | : URIMA Karl |

ASSOCIATION AMAMA

(Récépissé n° 8837 DRCL du 27 mars 2006)

Extraits de statuts

Il est constitué le 21 février 2006, entre les adhérents aux présents statuts, l'association familiale AMAMA régie par la loi 1901.

Cette association a pour but :

- Sur un point de vue généalogique :
- d'entreprendre des recherches afin d'établir la généalogie familiale la plus complète et la plus précise possible ;
 - de retrouver les membres de la famille au travers des générations ;
 - d'informer les descendants ou ascendants afin de se situer au travers des travaux effectués ;
 - de soutenir et d'accompagner les membres de la famille dans leurs recherches ;
 - d'établir un document qui restitue les travaux de recherches généalogique ;
 - de renforcer les liens familiaux, en organisant de manière périodique des réunions de familles ;
 - de favoriser des actions afin de transmettre le patrimoine historique toutes générations confondues.

- Sur un point de vue foncier :
- d'entreprendre des recherches concernant le patrimoine foncier de la famille ;
 - de défendre les intérêts du patrimoine historique et foncier de la famille ;
 - de représenter la famille en justice chaque fois que de besoin ;
 - de veiller à l'intégrité des actions menées au nom de la famille ;

- de participer à l'évolution et à l'élaboration des travaux sur le terrain.

Le siège social est fixé au lotissement n° 118, commune de Faa'a, lotissement Puurai.

La durée de l'association est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|--|
| Président | : TEAUROA Tahiro |
| Vice-présidente | : MAHAI Manutahi |
| Secrétaire | : MAKARA Travel |
| Secrétaire adjointe | : MAHAI Ioana |
| Trésorier | : MAKARA Mata |
| Trésorière adjointe | : TEAUROA Maire |
| Assesseurs | : CHAINE Nina MAKARA Tearoa MAKARA Hinatea |

ASSOCIATION A TAU ROA

(Récépissé n° 8835 DRCL du 27 mars 2006)

Extraits de statuts

Il est constitué le 8 février 2006, entre les membres qui adhèrent aux présents statuts, l'ASSOCIATION A TAU ROA régie par la loi de 1901 et le décret du 16 août 1901.

L'association a pour but d'offrir un espace de débat, d'échanges, de controverse, à tous ses membres, en vue d'élaborer des analyses, échauffer des propositions dans le but de contribuer à la réussite de l'entreprise politique de changement voulue par la population polynésienne le 23 mai 2004.

Cette association de réflexion et d'action citoyenne rassemble toutes celles et tous ceux qui sont désireux d'apporter leur concours à l'élaboration d'une société polynésienne fondée sur des valeurs, principes et concepts tels que le développement durable, l'équité, la fraternité, la solidarité et le sens du partage, la transparence, le respect mutuel, la tolérance, la lutte contre toutes les formes de xénophobie, la probité et l'engagement citoyen.

Pour cela, les origines sociales, les appartenances artisanes, ethniques, confessionnelles et philosophiques, les responsabilités au sein de notre société seront transcendées par la volonté de chaque membre d'apporter sa pierre à l'édification d'une véritable communauté de destin et de valeurs, au service de l'épanouissement de tous.

Elle se donne donc pour objectifs :

- d'alimenter le débat public par une réflexion structurée autour des grands enjeux de notre vie économique, sociale, culturelle et civique ;
- de contribuer et de veiller à l'émergence d'une nouvelle gouvernance favorisant la démarche participative en écartant le clientélisme et l'assistanat ;
- de former ses membres et tous les citoyens qui le désirent à la réflexion politique, à la connaissance des institutions et à la pratique démocratique qui leur permettront d'agir en citoyens responsables dans la vie publique.

Le siège social de l'association est fixé au domicile du président.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|--------------------|---------------------|
| Président | : BROTHERSON Moetai |
| Vice-président | : BRYANT Jacky |
| Secrétaire | : MOLLON Tutea |
| Secrétaire adjoint | : TIRAO Aldo |
| Trésorière | : NOUVEAU Lydia |
| Trésorier adjoint | : BRIGATO Loïc |

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DES TAMARIKI PUKA PUKA DU COLLEGE DE HAO, DU CED DE MAKEMO ET DES LYCEES DE TAHITI

(Récépissé n° 8589 DRCL du 6 mars 2006)

Extraits de statuts

Il est constitué le 9 février 2006, conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901, l'association des parents d'élèves des Tamariki Puka Puka du collège de Hao, du CED de Makemo et des lycées de Tahiti.

L'association a pour buts :

- de défendre par tous les moyens qu'elle tient de la loi et des règlements, les intérêts des élèves du collège de Makemo et des collèges et lycées de Tahiti, tout autant que ceux de leurs parents ou tuteurs, compte tenu, s'il y a lieu, des adaptations permises éventuellement nécessitées par les particularismes locaux ;
- l'éducation mutuelle des élèves et l'entraide familiale notamment par l'organisation de tous services et toutes œuvres scolaires, péri et post-scolaires, centres d'orientation, bourses et prêts d'honneur en faveur d'élèves méritants et peu fortunés, réunions entre parents et maîtres de cercles d'études, et en général toutes institutions tendant aux mêmes fins ;
- l'entente, la liaison et la collaboration avec toutes associations semblables, en vue d'une représentation valable de l'ensemble des parents d'élèves auprès des pouvoirs publics et des autorités constituées ;
- de prendre toutes dispositions utiles pour qu'à tout instant, les parents d'élèves puissent exprimer en toute liberté et franchise, leurs desiderata, critiques et suggestions dont elle aura connu le bien-fondé et d'utiliser tous les moyens qu'elle tient des lois, notamment en entrant en relation directe avec les pouvoirs publics et les autorités constituées ;
- d'encourager la fréquentation scolaire et de resserrer les liens de solidarité entre l'école et les familles, d'aider à l'éducation sociale des élèves par l'organisation de fêtes, de manifestations sportives, de voyages culturels.

Le siège social est fixé à Puka Puka, Tuamotu.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

| | |
|---------------------|--|
| Président d'honneur | : TAPII Francis |
| Président | : IRITI Jacques |
| Vice-présidente | : AHINI Poema |
| Secrétaire | : AHINI Simone |
| Secrétaire adjointe | : TERIIRERE Marie-Thérèse |
| Trésorier | : PORUTU Fareariki |
| Trésorière adjointe | : PAPA Patricia |
| Assesseurs | : RICHMOND Tonie TETUAMANUHIRI Eugène TEATO Marie-Louise |

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 23

Premier tirage du mercredi 22 mars 2006 :

12 14 19 28 36 49

Numéro complémentaire : **21**

| | NOMBRE de grilles gagnantes | RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP) |
|---|-----------------------------------|---|
| 6 bons numéros..... | 2 | 49 380 071 |
| 5 bons numéros et numéro complémentaire.... | 9 | 1 140 775 |
| 5 bons numéros..... | 405 | 88 305 |
| 4 bons numéros et numéro complémentaire.... | 890 | 4 676 |
| 4 bons numéros..... | 18 371 | 2 338 |
| 3 bons numéros et numéro complémentaire.... | 27 826 | 476 |
| 3 bons numéros..... | 328 569 | 238 |

LOTO NATIONAL N° 24

Premier tirage du samedi 25 mars 2006 :

10 15 16 25 29 45

Numéro complémentaire : **18**

| | NOMBRE de grilles gagnantes | RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP) |
|---|-----------------------------------|---|
| 6 bons numéros..... | 1 | 105 618 377 |
| 5 bons numéros et numéro complémentaire.... | 6 | 1 837 720 |
| 5 bons numéros..... | 302 | 125 942 |
| 4 bons numéros et numéro complémentaire.... | 798 | 4 916 |
| 4 bons numéros..... | 19 131 | 2 458 |
| 3 bons numéros et numéro complémentaire.... | 24 457 | 524 |
| 3 bons numéros..... | 344 788 | 262 |

Deuxième tirage du mercredi 22 mars 2006 :

4 9 18 35 46 47

Numéro complémentaire : **31**

| | NOMBRE de grilles gagnantes | RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP) |
|---|-----------------------------------|---|
| 6 bons numéros..... | 1 | 211 189 379 |
| 5 bons numéros et numéro complémentaire.... | 9 | 1 140 775 |
| 5 bons numéros..... | 281 | 125 453 |
| 4 bons numéros et numéro complémentaire.... | 794 | 5 632 |
| 4 bons numéros..... | 15 155 | 2 816 |
| 3 bons numéros et numéro complémentaire.... | 21 883 | 548 |
| 3 bons numéros..... | 291 327 | 274 |

Deuxième tirage du samedi 25 mars 2006 :

10 17 26 32 33 44

Numéro complémentaire : **27**

| | NOMBRE de grilles gagnantes | RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP) |
|---|-----------------------------------|---|
| 6 bons numéros..... | 0 | 0 |
| 5 bons numéros et numéro complémentaire.... | 4 | 2 708 830 |
| 5 bons numéros..... | 301 | 126 336 |
| 4 bons numéros et numéro complémentaire.... | 664 | 5 608 |
| 4 bons numéros..... | 16 838 | 2 804 |
| 3 bons numéros et numéro complémentaire.... | 21 297 | 548 |
| 3 bons numéros..... | 320 251 | 274 |

N° JOKER : 8 1 7 0 3 6 1

N° JOKER : 5 7 7 7 6 1 3

AVIS RELATIF AU DEUXIEME TIRAGE DU LOTO N° 26 DU SAMEDI 1er AVRIL 2006

Il sera attribué à l'ensemble des gagnants de premier rang du deuxième tirage du Loto n° 26 du samedi 1er avril 2006 un gain total minimal de 477 326 968 F CFP appelé Super cagnotte, net du prélèvement légal.

Les sommes éventuellement nécessaires à cet effet seront prélevées pour leur montant brut du prélèvement légal sur le fonds de report et de réserve, en application de l'article 9 du règlement Loto et Super Loto.

Fait à Paris, le 16 mars 2006.

*Le président-directeur général
de La Française des Jeux,
Christophe BLANCHARD-DIGNAC.*

*Le président
de La Pacifique des Jeux,
Roland de VILLEPIN.*

KENO

Lundi 20 mars 2006

1er tirage

Numéro Jackpot : 3 06 53 33

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 2 | 9 | 10 | 12 | 13 | 19 | 20 | 27 | 28 | 30 |
| 35 | 37 | 40 | 46 | 50 | 53 | 55 | 62 | 66 | 67 |

2e tirage

Numéro Jackpot : 9 37 43 45

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 2 | 3 | 7 | 23 | 26 | 27 | 34 | 35 | 39 |
| 42 | 43 | 45 | 47 | 50 | 52 | 56 | 59 | 63 | 69 |

Mardi 21 mars 2006

1er tirage

Numéro Jackpot : 4 65 12 27

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 2 | 3 | 6 | 8 | 10 | 21 | 25 | 26 | 30 |
| 37 | 39 | 40 | 42 | 45 | 51 | 54 | 65 | 68 | 70 |

2e tirage

Numéro Jackpot : 9 32 61 80

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 5 | 6 | 7 | 14 | 17 | 20 | 29 | 32 | 35 | 38 |
| 39 | 40 | 47 | 49 | 52 | 59 | 60 | 65 | 67 | 69 |

Mercredi 22 mars 2006

1er tirage

Numéro Jackpot : 2 28 95 09

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 3 | 4 | 9 | 13 | 18 | 20 | 21 | 25 | 27 |
| 30 | 33 | 36 | 39 | 44 | 46 | 56 | 57 | 59 | 63 |

2e tirage

Numéro Jackpot : 5 72 08 08

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 5 | 11 | 12 | 23 | 24 | 28 | 31 | 33 | 36 | 37 |
| 39 | 43 | 47 | 49 | 56 | 57 | 58 | 59 | 64 | 70 |

Jeudi 23 mars 2006

1er tirage

Numéro Jackpot : 0 18 43 24

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 3 | 12 | 16 | 24 | 32 | 34 | 37 | 43 | 44 | 45 |
| 47 | 50 | 53 | 55 | 59 | 62 | 64 | 67 | 69 | 70 |

2e tirage

Numéro Jackpot : 6 16 05 69

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 2 | 4 | 6 | 8 | 14 | 18 | 19 | 20 | 25 | 36 |
| 40 | 43 | 44 | 53 | 56 | 60 | 61 | 62 | 69 | 70 |

Vendredi 24 mars 2006

1er tirage

Numéro Jackpot : 4 65 96 85

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 3 | 8 | 9 | 10 | 13 | 14 | 18 | 30 | 35 | 38 |
| 39 | 45 | 46 | 47 | 50 | 52 | 57 | 58 | 63 | 68 |

2e tirage

Numéro Jackpot : 6 81 66 95

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 4 | 7 | 8 | 9 | 20 | 25 | 28 | 31 | 32 | 33 |
| 36 | 39 | 45 | 46 | 47 | 49 | 50 | 53 | 57 | 59 |

Samedi 25 mars 2006

1er tirage

Numéro Jackpot : 0 42 28 04

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 5 | 6 | 11 | 12 | 15 | 16 | 19 | 20 | 23 | 25 |
| 27 | 28 | 29 | 30 | 39 | 51 | 60 | 65 | 69 | 70 |

2e tirage

Numéro Jackpot : 7 28 77 28

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 3 | 4 | 12 | 16 | 18 | 25 | 30 | 38 | 40 | 41 |
| 43 | 47 | 48 | 49 | 50 | 51 | 55 | 58 | 64 | 66 |

Dimanche 26 mars 2006

1er tirage

Numéro Jackpot : 9 88 33 91 - Joker + : 0 698 783

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 4 | 5 | 9 | 10 | 12 | 13 | 18 | 25 | 30 | 37 |
| 39 | 40 | 42 | 46 | 49 | 54 | 55 | 56 | 58 | 65 |

2e tirage

Numéro Jackpot : 5 14 59 95 - Joker + : 7 593 007

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 3 | 11 | 13 | 14 | 23 | 26 | 28 | 31 | 36 | 38 |
| 48 | 50 | 52 | 53 | 56 | 61 | 66 | 67 | 69 | 70 |

EURO MILLIONS

Vendredi 24 mars 2006 - N° 12

17 28 33 35 47



| Bons numéros | Bonnes étoiles | Nombre de gagnants en France | Nombre de gagnants en Europe | Gains (pour 250 F CFP) |
|--------------|----------------|------------------------------|------------------------------|------------------------|
| 5 + | ☆ ☆ | 0 | 0 | 0 |
| 5 + | ☆ | 4 | 11 | 37 411 742 |
| 5 | | 0 | 5 | 23 357 052 |
| 4 + | ☆ ☆ | 34 | 117 | 712 971 |
| 4 + | ☆ | 462 | 1 600 | 34 749 |
| 4 | | 721 | 2 653 | 14 665 |
| 3 + | ☆ ☆ | 1 437 | 5 399 | 10 298 |
| 3 + | ☆ | 20 428 | 76 058 | 3 723 |
| 2 + | ☆ ☆ | 20 845 | 79 089 | 3 090 |
| 3 | | 32 822 | 124 749 | 2 088 |
| 1 + | ☆ ☆ | 111 875 | 426 425 | 1 312 |
| 2 + | ☆ | 293 720 | 1 117 509 | 1 193 |

MODIFICATION DU REGLEMENT DES JEUX DE LA FRANÇAISE DES JEUX DENOMMES LOTO® ET SUPER LOTO®

Article 1er.— Le règlement des jeux dénommés Loto® et Super Loto® fait le 15 juin 2000, avec modifications des 14 septembre 2000, 22 novembre 2001, 12 juillet 2002, 7 octobre 2002, 7 novembre 2002, 27 mars 2003, 8 juillet 2004, 19 novembre 2004 et 10 septembre 2005 publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française, est modifié comme suit :

- Le titre du règlement précité est modifié comme suit : "Règlement des jeux de La Française des Jeux dénommés Loto® et Super Loto® applicable en Polynésie française".

- Le mot "Joker®" est remplacé par le mot "Joker+®".

- L'article 1er est abrogé et est remplacé par l'article 1er suivant :

*"Article 1er
Cadre juridique*

1.1. Le présent règlement pris en application de l'article 43 de la loi n° 89-935 du 29 décembre 1989, du décret n° 78-1067 du 9 novembre 1978, relatif à l'organisation et à l'exploitation des jeux de loterie autorisés par l'article 136 de la loi du 31 mai 1933, du décret n° 90-1155 du 20 décembre 1990 et de la convention signée entre la Polynésie française et La Française des Jeux le 25 avril 1997, modifiée par ses avenants successifs, s'applique aux jeux dénommés Loto® et Super Loto®.

1.2. Le règlement du jeu de La Française des Jeux dénommé Joker+® fait le 3 mars 2006 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française s'applique aux joueurs effectuant une prise de jeu Joker+® en complément d'une prise de jeu Loto® ou Super Loto®."

- A l'article 2, le sous-article 2.2 suivant est ajouté :

"2.2. Le jeu Joker+® est un jeu optionnel auquel peuvent participer les joueurs des jeux Loto® et Super Loto®."

- Le sous-article 3.1.1.3 est abrogé et est remplacé par le sous-article 3.1.1.3 suivant :

"3.1.1.3 Pour Loto®, il est mis à la disposition des joueurs des bulletins simples et des bulletins multiples.

Ces bulletins peuvent être utilisés indifféremment pour le mercredi ou le samedi, la période d'enregistrement déterminant le jour des prochains tirages auxquels participe le joueur. Les bulletins de prise de jeu Loto® sont communs avec ceux du jeu Joker+® dès lors que la prise de jeu Joker+® est faite en complément d'une prise de jeu Loto®.

Pour Super Loto®, il n'est mis à la disposition des joueurs qu'un modèle de bulletin utilisable pour les jeux simples ou multiples. Ce bulletin est commun avec celui du jeu Joker+® dès lors que la prise de jeu Joker+® est faite en complément d'une prise de jeu Super Loto®.

Les bulletins de prise de jeux Loto® et Super Loto® ne permettent pas de jouer à Joker+® indépendamment d'une prise de jeu Loto® ou Super Loto®."

- Le sous-article 3.2.1 est abrogé et est remplacé par le sous-article 3.2.1 suivant :

"3.2.1 Grâce au Système Flash, le joueur peut demander, dans un point de vente Loto® agréé de La Pacifique des Jeux, la génération aléatoire, par le terminal de prises de jeux, d'une ou plusieurs combinaisons permettant de participer aux tirages du Loto®, du Super Loto®, dont les prises de jeu sont en cours d'enregistrement et, pour les prises de jeu Joker+® faites en complément d'une prise de jeu Loto® ou Super Loto®, au tirage Joker+® associé au tirage du Loto® ou du Super Loto®, dont les prises de jeux sont en cours d'enregistrement."

- Le sous-article 3.3 est abrogé et est remplacé par le sous-article 3.3 suivant :

“3.3 Participation au jeu Joker+®

Le joueur peut participer au Loto® ou au jeu Super Loto® en participant ou en ne participant pas au jeu Joker+®. Si le joueur choisit de participer au jeu Joker+® en complément d'une prise de jeu Loto® ou Super Loto®, il participe au tirage Joker+® associé au tirage Loto® ou au tirage Super Loto® auquel il participe. Si le joueur participe au jeu Joker+® en complément d'une prise de jeu Loto®, ses choix en matière de jours de tirages et de durée d'abonnement sont communs pour Loto® et pour Joker+®.”

- Le sous-article 4.2.1 est abrogé et est remplacé par le sous-article 4.2.1 suivant :

“4.2.1 Sur le reçu du Loto®, sont indiqués notamment :

- la date d'enregistrement du jeu en France métropolitaine ;
- le numéro correspondant au point d'enregistrement ;
- le numéro séquentiel ;
- le logo du Loto® ;
- la date des tirages du Loto, et éventuellement du jeu Joker+®, auquel participe le reçu (en cas d'abonnement, le mot “ABONNEMENT” est inscrit suivi du nombre de jours d'abonnement et de la période d'abonnement) ;
- la ou les combinaisons jouées au Loto® ;
- le logo du jeu Joker+® ;
- les deux numéros Joker+® à sept chiffres attribués par Système Flash ;
- à côté de chaque numéro Joker+®, le montant de la mise associée si le numéro participe au tirage Joker+® ou la mention “NON” si le numéro ne participe pas au tirage Joker+® ;
- le montant de la mise au Loto® ;
- le montant de la mise au jeu Joker+® si le reçu participe à ce jeu ;
- le nombre de jours de tirages Loto® et Joker+®, si le joueur a choisi de participer au jeu Joker+®, pour lesquels le joueur s'est abonné, précédé de la mention “Jours de tirage” ;
- le montant total de la mise afférente au reçu de jeu pour Loto® et Joker+®.”

- Au sous-article 4.2.2, les mots : “sous le ou les numéros Joker®” sont remplacés par les mots : “à côté du ou des numéros Joker+®”.

- Le sous-article 4.3 est abrogé et est remplacé par le sous-article 4.3 suivant :

“4.3. Reçu du Super Loto®

Sur le reçu du Super Loto®, sont indiqués notamment :

- la date d'enregistrement du jeu en France métropolitaine ;
- le numéro correspondant au point d'enregistrement ;
- le numéro séquentiel ;
- le logo du Super Loto® ;
- la date du tirage du Super Loto® auquel participe le reçu ;
- la ou les combinaisons jouées au Super Loto® ;
- le logo du jeu Joker+® ;
- les deux numéros Joker+® à sept chiffres attribués par Système Flash ;

- à côté de chaque numéro Joker+®, le montant de la mise associée si le numéro participe au tirage Joker+® ou la mention “NON” si le numéro ne participe pas au tirage Joker+® ;
- le montant de la mise au Super Loto® ;
- le montant de la mise au jeu Joker+® si le reçu participe à ce jeu ;
- le montant total de la mise afférente au reçu de jeu pour Super Loto® et Joker+®.”

- Au sous-article 11.2, les mots : “au service Relations Joueurs au siège social de” sont remplacés par le mot : “à” et les mots : “Le service Relations Joueurs” sont remplacés par les mots : “La Pacifique des Jeux”.

- Au sous-article 11.4, les mots : “ou Super Loto®” sont ajoutés après les mots : “Loto®”.

Art. 2.— Les présentes dispositions seront publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Boulogne-Billancourt, le 20 mars 2006.

*Le président-directeur général
de La Française des Jeux,*
Christophe BLANCHARD-DIGNAC.

*Le président
de La Pacifique des Jeux,*
Roland de VILLEPIN.

**MODIFICATION DU REGLEMENT DU JEU
DE LA FRANÇAISE DES JEUX DENOMME EURO
MILLIONS APPLICABLE EN POLYNESIE FRANÇAISE**

Article 1er.— Le règlement du jeu de La Française des Jeux dénommé Euro Millions, fait le 6 janvier 2004 et modifié le 28 janvier 2004, le 29 juin 2004, le 13 septembre 2005 et le 5 décembre 2005, avec publication au *Journal officiel* de la Polynésie française, est modifié comme suit à compter du 26 mars 2006 :

- A l'article 1er, le sous-article 1.2 suivant est ajouté :

“1.2. Le règlement du jeu de La Française des Jeux dénommé Joker+® fait le 3 mars 2006 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française s'applique aux joueurs effectuant une prise de jeu Joker+® en complément d'une prise de jeu Euro Millions.”

- A l'article 2, le sous-article 2.8 suivant est ajouté :

“2.8. Le jeu Joker+® est un jeu optionnel auquel peuvent participer les joueurs du jeu Euro Millions.”

- Au sous-article 3.1, les mots : “ainsi qu'au jeu Joker+®” sont ajoutés après les mots : “Euro Millions”.

- A la fin du sous-article 3.3.1.2, les phrases : “Le bulletin de prise de jeu Euro Millions est commun avec celui du jeu Joker+® dès lors que la prise de jeu Joker+® est faite en complément d'une prise de jeu Euro Millions. Le bulletin de prise de jeu Euro Millions ne permet pas de jouer à Joker+® indépendamment d'une prise de jeu Euro Millions.” sont ajoutées.

- A la fin du sous-article 3.4.3, la phrase “Le joueur peut choisir de participer ou non au jeu Joker+®.” est ajoutée.

- Le sous-article 3.5 suivant est ajouté :

"3.5. Participation au jeu Joker+®"

Le joueur peut participer au jeu Euro Millions en participant ou en ne participant pas au jeu Joker+®. Si le joueur choisit de participer au jeu Joker+® en complément d'une prise de jeu Euro Millions, il participe au tirage Joker+® associé au tirage Euro Millions auquel il participe. Si le joueur participe au jeu Joker+® en complément d'une prise de jeu Euro Millions, ses choix en matière de jours de tirages et de durée d'abonnement sont communs pour Euro Millions et pour Joker+®."

- Le sous-article 4.2. est abrogé et est remplacé par le sous-article 4.2. suivant :

"4.2. Sur le reçu du jeu Euro Millions, sont indiqués notamment :

- la date d'enregistrement du jeu en France métropolitaine ;
- le numéro correspondant au point d'enregistrement ;
- le numéro séquentiel ;
- le logo du jeu Euro Millions ;
- la date du tirage du jeu Euro Millions auquel participe le reçu ;
- en cas d'abonnement, le nombre de tirages auxquels participe le reçu avec la date du premier et du dernier tirage ;
- pour chaque couple de grilles joué (lequel est indiqué simplement sur le reçu par la mention "Grille X", sachant que X est un nombre pouvant aller de 1 à 10), d'une part, les numéros joués de la grille des numéros à la suite de la mention "N°" et, d'autre part, les nombres figurant sur les étoiles jouées de la grille des étoiles, à la suite du symbole "P" ;
- le logo du jeu Joker+® ;
- les deux numéros Joker+® à sept chiffres attribués par Système Flash ;
- à côté de chaque numéro Joker+®, le montant de la mise associée si le numéro participe au tirage Joker+® ou la mention "NON" si le numéro ne participe pas au tirage Joker+® ;
- le montant de la mise Euro Millions ;
- le montant de la mise au jeu Joker+® si le reçu participe à ce jeu ;
- le nombre de tirages Euro Millions et Joker+®, si le joueur a choisi de participer au jeu Joker+®, pour lesquels le joueur s'est abonné, précédé de la mention "ABONNEMENT" ;
- le montant total de la mise afférente au reçu de jeu pour Euro Millions et Joker+® ;
- le code barres ;
- le numéro d'identification ;
- le numéro de contrôle."

- Les sous-articles 4.3, 4.4 et 4.5 deviennent respectivement les sous-articles 4.4, 4.5 et 4.6 et le sous-article 4.3 suivant est ajouté :

"4.3. Les reçus de jeu, qui comportent la mention "NON", à côté des numéros Joker+® (qui auraient participé au tirage Joker+® si le joueur l'avait désiré) ne donne aucun droit de participation au tirage Joker+® et aucun droit à un quelconque lot Joker+®. Si le joueur a choisi de participer au tirage Joker+® avec un seul numéro Joker+®, le numéro Joker+® associé à la mention "NON" sur le reçu ne lui donne aucun droit de participation au tirage Joker+® et aucun droit à un quelconque lot Joker+®."

- Au sous-article 4.4, les mots : "y compris les tirages du jeu Joker+® auxquels le joueur a choisi de participer ou de ne pas participer" sont ajoutés après les mots : "la mise de son choix".

- A la fin du sous-article 11.6, la phrase : "Ce montant de cinquante-neuf mille six cent soixante-cinq francs CFP peut être constitué d'un ou plusieurs gains Euro Millions ou de l'addition d'un ou plusieurs gains Euro Millions et d'un ou plusieurs lots Joker+®." est ajoutée après les mots : "La Pacifique des Jeux à Papeete."

Art. 2.— Les présentes dispositions seront publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Boulogne-Billancourt, le 20 mars 2006.

Le président-directeur général
de La Française des Jeux,
Christophe BLANCHARD-DIGNAC.

Le président
de La Pacifique des Jeux,
Roland de VILLEPIN.

MODIFICATION DU REGLEMENT DU JEU DE LA FRANÇAISE DES JEUX DENOMME "KENO"

Article 1er.— Le règlement du jeu de La Française des Jeux dénommé "Keno", fait le 24 juillet 2003 et modifié le 7 mars 2005 et le 20 décembre 2005 avec publication au *Journal officiel* de la Polynésie française, est modifié comme indiqué ci-dessous à partir du 26 mars 2006.

Art. 2.— L'article 1er est désormais rédigé comme suit :

"1.1 Le présent règlement pris en application de l'article 43 de la loi n° 89-935 du 29 décembre 1989, du décret n° 78-1067 du 9 novembre 1978 relatif à l'organisation et à l'exploitation des jeux de loterie autorisés par l'article 136 de la loi du 31 mai 1933, du décret n° 90-1155 du 20 décembre 1990 et de la convention signée, entre le territoire de la Polynésie française et La Française des Jeux, le 25 avril 1997, modifiée par ses avenants successifs, s'applique au jeu dénommé KENO.

1.2 Le règlement du jeu de La Française des Jeux dénommé JOKER+® fait le 3 mars 2006 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française s'applique aux joueurs effectuant une prise de jeu JOKER+® en complément d'une prise de jeu KENO."

- Après le sous-article 2.2., il est ajouté le sous-article 2.3. suivant :

"2.3 Le jeu JOKER+® est un jeu optionnel auquel peuvent participer les joueurs du jeu KENO."

- Au sous-article 3.1.3, le dernier paragraphe est modifié et complété comme suit :

"Le joueur doit également cocher, en traçant une croix à l'emplacement prévu à cet effet sur son bulletin, le nombre de tirages successifs du KENO et du JACKPOT auxquels il souhaite participer. Il peut participer au seul prochain tirage du KENO et du JACKPOT ou s'abonner pour deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize ou quatorze tirages du KENO et du JACKPOT successifs.

Les bulletins de prise de jeux KENO sont communs avec ceux du JOKER+® dès lors que la prise de jeu JOKER+® est faite en complément d'une prise de jeu KENO. Si le joueur

choisit de participer au jeu JOKER+® en complément d'une prise de jeu KENO, il participe au tirage JOKER+® associé au tirage KENO auquel il participe. Les bulletins de prise de jeux KENO ne permettent pas de jouer à JOKER+® indépendamment d'une prise de jeu KENO."

- Le sous-article 3.2. est abrogé et remplacé par le sous-article 3.2. suivant :

"3.2 Prise de jeu par le Système Flash.

3.2.1 Grâce au Système Flash, le joueur peut demander, dans un point de validation agréé de La Française des Jeux, la génération aléatoire, par le terminal de prise de jeu, d'une ou plusieurs combinaisons permettant de participer au tirage du KENO et au tirage JACKPOT et, pour les prises de jeu JOKER+® faites en complément d'une prise de jeu KENO et JACKPOT, au tirage JOKER+®, dont les prises de jeu sont en cours de validation.

3.2.2 Le Système Flash permet au joueur de demander la génération aléatoire de une, deux, trois, quatre ou cinq combinaisons de jeux à deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf ou dix numéros, selon son choix. Il peut choisir un nombre différent de numéros pour chaque combinaison. Il peut également décider de jouer à JOKER+®. Si le joueur choisit de participer au jeu JOKER+®, il participe au tirage JOKER+® associé au tirage KENO auquel il participe.

Le Système Flash permet également au joueur de choisir le nombre de tirages du KENO et du JACKPOT, et le cas échéant du JOKER+®, auxquels il souhaite participer. Il peut participer au seul prochain tirage du KENO et du JACKPOT, et le cas échéant du JOKER+®, ou s'abonner pour deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize ou quatorze tirages successifs du KENO et du JACKPOT et le cas échéant du JOKER+®."

- Le sous-article 4.2. est abrogé et remplacé par le sous-article 4.2. suivant :

"4.2 Sur le reçu, sont indiqués notamment :

- la date d'enregistrement du jeu ;
- le numéro correspondant au point d'enregistrement ;
- le numéro séquentiel ;
- le logo ou le nom du jeu KENO ;
- la ou les combinaisons jouées avec l'indication du nombre de numéros joués par combinaison et le montant de la mise correspondant à chaque combinaison, soit 100, 200, 300, 400 ou 500 francs CFP par combinaison ;
- le ou les numéros JACKPOT attribués respectivement à raison de un, deux, trois, quatre ou cinq numéros Jackpot par combinaison jouée à 100, 200, 300, 400 ou 500 francs CFP ;
- le logo du jeu JOKER+® ;
- si le joueur participe au tirage Joker+®, le ou les numéros de participation JOKER+® à sept chiffres, six chiffres ou cinq chiffres ;
- à côté de chaque numéro JOKER+®, le montant de la mise associée ;
- la date (date métropolitaine) du tirage du KENO et du tirage du JACKPOT, et le cas échéant du tirage JOKER+®, auquel participe le reçu ou les dates du premier et du dernier tirages de la période de participation au jeu, avec l'indication "tirage 1" pour le tirage de la mi-journée et l'indication "tirage 2" pour le tirage de la fin de journée ;

- le montant de la mise KENO ;
- le montant de la mise JOKER+® si le reçu participe à ce jeu ;
- le nombre de tirages auxquels participe le reçu ;
- le montant total des mises afférentes au reçu de jeu pour KENO et JOKER+® ;
- dès qu'il est disponible et à titre indicatif, le montant du lot JACKPOT mentionné aux articles 9.3.1 et 9.3.2 proposé au titre du tirage ;
- s'il y a lieu, la mention indiquée au sous-article 8.4.4.

Ce reçu doit comporter dans sa partie inférieure un code barres, un numéro d'identification et un numéro de contrôle."

- Le titre de l'article 5 intitulé "Mises" est désormais libellé "Mises au jeu KENO".

- Le sous-article 11.4. est abrogé et remplacé par le sous-article 11.4. suivant :

"11.4 Les lots KENO et JACKPOT afférents à un même reçu dont le montant est supérieur à *cinquante-neuf mille six cent soixante-six francs CFP* sont payables dans le centre de paiement de La Pacifique des Jeux à Papeete. Ce montant de *cinquante-neuf mille six cent soixante-six francs CFP* peut être constitué de l'addition d'un ou plusieurs lots KENO et JACKPOT et d'un ou plusieurs lots JOKER+®."

- Le sous-article 12.2. est abrogé.

- Le sous-article 12.3. porte désormais le numéro 12.2.

Art. 3.— Les présentes dispositions seront publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mars 2006.

*Le président-directeur général
de La Française des Jeux,*
Christophe BLANCHARD-DIGNAC.

*Le président
de La Pacifique des Jeux,*
Roland de VILLEPIN.

REGLEMENT DU JEU DE LA FRANÇAISE DES JEUX DENOMME JOKER+®

Article 1er *Cadre juridique*

Le présent règlement pris en application de l'article 43 de la loi n° 89-935 du 29 décembre 1989, du décret n° 78-1067 du 9 novembre 1978 modifié, relatif à l'organisation et à l'exploitation des jeux de loterie autorisés par l'article 136 de la loi du 31 mai 1933, du décret n° 90-1155 du 20 décembre 1990 et de la convention signée entre la Polynésie française et La Française des Jeux le 25 avril 1997 modifiée par ses avenants successifs s'applique au jeu dénommé Joker+®.

Article 2 *Description du jeu*

2.1 Le jeu Joker+® est un jeu de contrepartie.

2.2 Il consiste pour le joueur à faire enregistrer par le site central informatique de La Française des Jeux, dans les conditions mentionnées à l'article 3, un ou plusieurs numéros de participation comportant sept, six ou cinq chiffres (ces deux dernières possibilités n'étant disponibles que pour les prises de jeu Joker+® faites en complément d'une prise de jeu Keno ou faites indépendamment de toute autre prise de jeu).

Ces numéros de participation sont appelés "numéros Joker+®".

Un tirage au sort effectué deux fois par jour (en milieu de journée et en fin de journée) désigne ensuite un numéro gagnant parmi les numéros possibles compris entre 0 000 000 inclus et 9 999 999 inclus. Le joueur compare le numéro gagnant à son ou ses numéros Joker+® inscrits sur son reçu de jeu. Les lots sont définis à l'article 8.

Article 3 *Prise de jeu*

La prise de jeu Joker+® peut être faite :

- en complément d'une prise de jeu Loto® en utilisant soit le bulletin Loto® soit le Système Flash ;
- en complément d'une prise de jeu Super Loto® en utilisant soit le bulletin Super Loto® soit le Système Flash ;
- en complément d'une prise de jeu Euro Millions en utilisant soit le bulletin Euro Millions soit le Système Flash ;
- en complément d'une prise de jeu Keno en utilisant soit le bulletin Keno soit le Système Flash ;
- indépendamment de toute autre prise de jeu en utilisant le Système Flash.

3.1 *Prise de jeu par bulletin sur support papier*

3.1.1 Les dispositions du sous-article 3.1 ne sont applicables qu'aux prises de jeu Joker+® faites en complément d'une prise de jeu Loto®, Super Loto®, Euro Millions et Keno.

3.1.2 Les bulletins de prise de jeu Joker+® sont communs avec ceux du jeu Loto®, du jeu Super Loto®, du jeu Euro Millions et du jeu Keno selon que la prise de jeu Joker+® est faite en complément d'une prise de jeu Loto®, Super Loto®, Euro Millions ou Keno.

Un même bulletin peut être présenté plusieurs fois pour enregistrement des prises de jeux et être réutilisé pour plusieurs tirages.

3.1.3 Seuls ces bulletins peuvent être utilisés pour la prise de jeu Joker+®, qui s'effectue par génération aléatoire, par le terminal de prise de jeu, d'un ou de plusieurs numéros Joker+®, au choix du joueur et conformément au sous-article 3.1.4, qui sont inscrits sur le reçu de jeu et enregistrés conformément à l'article 6. Ces bulletins sont uniquement destinés à cet enregistrement. Ils restent la propriété de La Pacifique des Jeux et ne peuvent servir à d'autres usages que ceux prévus par le présent règlement, sauf accord donné expressément par La Pacifique des Jeux.

3.1.4 Chaque bulletin Loto®, Super Loto® et Euro Millions comporte deux zones Joker+® intitulées respectivement "1er numéro" et "2e numéro" avec, pour chaque zone, les mentions "100 F CFP", "200 F CFP" et "NON" à cocher. Chaque bulletin Keno comporte trois zones Joker+® intitulées respectivement "7 chiffres", "6 chiffres" et "5 chiffres" avec, pour chaque zone, les mentions "100 F CFP" et "200 F CFP" à cocher.

Le joueur peut faire enregistrer, pour chaque prise de jeu Joker+® faite en complément d'une prise de jeu Loto®, Super Loto® ou Euro Millions, un ou deux numéros Joker+® comportant sept chiffres et, pour chaque prise de jeu Joker+®

faite en complément d'une prise de jeu Keno, un numéro Joker+® à sept chiffres et/ou un numéro Joker+® à six chiffres et/ou un numéro Joker+® à cinq chiffres. Pour participer au tirage Joker+®, le joueur doit, pour chaque zone Joker+®, cocher la mention "100 F CFP" ou "200 F CFP" selon le montant de la mise choisie. S'il ne souhaite pas participer au tirage Joker+®, il peut soit cocher la mention "NON" pour les prises de jeu Joker+® faites en complément d'une prise de jeu Loto®, Super Loto® ou Euro Millions, soit ne cocher aucune mention pour les prises de jeu Joker+® faites en complément d'une prise de jeu Keno.

3.1.5 Les choix du joueur en matière de jours de tirage et de durée d'abonnement mentionnés ci-dessous sont communs pour les prises de jeu Loto®, Euro Millions et Keno et les prises de jeu Joker+®.

3.1.6 Selon que la prise de jeu Joker+® est faite en complément d'une prise de jeu Loto®, Super Loto®, Euro Millions ou Keno, le joueur participe au tirage Joker+® associé au prochain tirage Loto®, Super Loto®, Euro Millions ou Keno.

Plus particulièrement, lorsque la prise de jeu Joker+® est faite en complément d'une prise de jeu Loto®, le joueur peut choisir de participer au tirage Joker+® associé au prochain tirage Loto® (mercredi ou samedi, selon la période d'enregistrement de sa prise de jeu Loto®) en traçant une croix dans la case "mercredi ou samedi" inscrite sur le bulletin, soit aux tirages Joker+® associés aux deux prochains jours de tirages (mercredi et samedi ou samedi et mercredi, selon la période d'enregistrement de sa prise de jeu Loto®) en traçant une croix dans la case "mercredi et samedi" inscrite sur le bulletin.

3.1.7 Le joueur peut s'abonner pour un nombre de périodes consécutives, en traçant une croix à l'emplacement prévu à cet effet sur son bulletin. Il peut choisir de s'abonner pour deux, trois, quatre ou cinq semaines pour les prises de jeu Joker+® faites en complément d'une prise de jeu Loto® ou Euro Millions et de s'abonner pour deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize ou quatorze tirages pour les prises de jeu Joker+® faites en complément d'une prise de jeu Keno.

Plus particulièrement, pour les prises de jeu faites en complément d'une prise de jeu Loto®, si le joueur a précédemment coché la case "mercredi ou samedi", il participera, en fonction de la période d'enregistrement de sa prise de jeu Loto®, aux tirages Joker+® associés aux tirages Loto® des deux, trois, quatre ou cinq mercredis consécutifs à venir ou aux tirages Joker+® associés aux tirages Loto® des deux, trois, quatre ou cinq samedis consécutifs à venir. S'il a précédemment coché la case "mercredi et samedi", il participera, en fonction de la période d'enregistrement de sa prise de jeu Loto®, aux tirages Joker+® associés aux tirages Loto® de chaque mercredi et de chaque samedi ou aux tirages Joker+® associés aux tirages Loto® de chaque samedi et de chaque mercredi des deux, trois, quatre ou cinq semaines consécutives à venir, soit quatre, six, huit ou dix tirages.

Il n'y a pas de possibilité d'abonnement pour les prises de jeu Joker+® faites en complément d'une prise de jeu Super Loto®.

3.1.8 Les croix tracées à l'intérieur des cases, à l'exclusion de tout autre signe, doivent être marquées en noir ou en bleu.

3.1.9 Les bulletins présentés pour enregistrement ne doivent être ni pliés, ni maculés, ni froissés, ni déchirés et ne doivent pas comporter de mentions ou signes ajoutés.

3.1.10 Les informations figurant sur les bulletins ne sont données qu'à titre indicatif et ne peuvent avoir de valeur contractuelle.

3.2 *Prise de jeu par Système Flash sans utilisation de bulletin*

3.2.1 La prise de jeu Joker+® effectuée par Système Flash peut être faite en complément d'une prise de jeu Loto®, Super Loto®, Euro Millions ou Keno ou être faite indépendamment de toute autre prise de jeu.

3.2.2 Grâce au Système Flash, le joueur peut demander, dans un point de vente Joker+® agréé de La Française des Jeux, la génération aléatoire, par le terminal de prise de jeu, d'un ou plusieurs numéros Joker+®, pour une mise de 100 F CFP ou de 200 F CFP par numéro choisi, selon les modalités suivantes :

- un ou deux numéros Joker+® à sept chiffres, lorsque la prise de jeu Joker+® est faite en complément d'une prise de jeu Loto®, Super Loto® ou Euro Millions ;
- un numéro Joker+® à sept chiffres et/ou un numéro Joker+® à six chiffres et/ou un numéro Joker+® à cinq chiffres, lorsque la prise de jeu Joker+® est faite en complément d'une prise de jeu Keno ;
- un, deux, trois, quatre ou cinq numéros Joker+® de sept, six ou cinq chiffres si la prise de jeu Joker+® est faite indépendamment de toute autre prise de jeu.

3.2.3 Les choix du joueur en matière de jours de tirage et de durée d'abonnement mentionnés ci-dessous sont communs pour les prises de jeu Loto®, Euro Millions et Keno et les prises de jeu Joker+®.

3.2.4 Lorsque la prise de jeu Joker+® est faite en complément d'une prise de jeu Loto®, Super Loto®, Euro Millions ou Keno, le joueur participe au tirage Joker+® associé au prochain tirage Loto®, Super Loto®, Euro Millions ou Keno. Plus particulièrement, lorsque la prise de jeu Joker+® est faite en complément d'une prise de jeu Loto®, le joueur peut décider de participer soit au prochain tirage Joker+® associé au prochain tirage Loto® (mercredi ou samedi selon la période d'enregistrement de sa prise de jeu Loto®), soit aux tirages Joker+® associés aux deux prochains jours de tirages Loto® (mercredi et samedi ou samedi et mercredi, selon la période d'enregistrement de sa prise de jeu Loto®).

Lorsque la prise de jeu Joker+® est faite indépendamment de toute autre prise de jeu, le joueur participe au prochain tirage Joker+® qui est, selon la période d'enregistrement de sa prise de jeu Joker+®, soit le tirage Joker+® de milieu de journée soit le tirage Joker+® de fin de journée.

3.2.5 Le joueur peut s'abonner, à son choix, pour deux, trois, quatre ou cinq semaines pour les prises de jeu Joker+® faites en complément d'une prise de jeu Loto® ou Euro Millions et s'abonner pour deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize ou quatorze tirages pour les prises de jeu Joker+® faites en complément d'une prise de jeu Keno ou pour les prises de jeu Joker+® faites indépendamment de toute autre prise de jeu.

Plus particulièrement, lorsque la prise de jeu Joker+® est faite en complément d'une prise de jeu Loto®, le joueur participera, en fonction de la période d'enregistrement de sa prise de jeu Loto® et en fonction de son choix, aux tirages Joker+® associés aux tirages Loto® des deux, trois, quatre ou cinq mercredis consécutifs à venir ou aux tirages Joker+® associés aux tirages Loto® des deux, trois, quatre ou cinq samedis consécutifs à venir ou aux tirages Joker+® associés aux tirages Loto® de chaque mercredi et de chaque samedi ou aux tirages Joker+® associés aux tirages Loto® de chaque samedi et de chaque mercredi des deux, trois, quatre ou cinq semaines consécutives à venir, soit quatre, six, huit ou dix tirages.

Il n'y a pas de possibilité d'abonnement pour les prises de jeu Joker+® faites en complément d'une prise de jeu Super Loto®.

Article 4 *Reçu de jeu*

4.1 Un reçu de jeu édité sur support papier par le terminal informatique du point de vente Joker+® agréé de La Pacifique des Jeux est remis au joueur, après enregistrement du numéro de participation par le système informatique central de La Française des Jeux et versement du montant de la mise.

Un reçu peut comporter un ou plusieurs numéros Joker+® participant au jeu.

4.2 Sur le reçu, sont indiqués notamment :

- la date d'enregistrement du jeu en France métropolitaine ;
- le numéro correspondant au point d'enregistrement ;
- le numéro séquentiel ;
- le logo Loto®, le logo Super Loto®, le logo Euro Millions ou le logo Keno si la prise de jeu Joker+® est faite en complément d'une prise de jeu Loto®, Super Loto®, Euro Millions ou Keno ;
- la date en France métropolitaine du ou des tirages du jeu Joker+®, et éventuellement du Loto®, du Super Loto®, d'Euro Millions, du Keno si la prise de jeu Joker+® est faite en complément d'une prise de jeu Loto®, Super Loto®, Euro Millions ou Keno, auxquels participe le reçu (en cas d'abonnement, le reçu précise la période d'abonnement) ;
- les données de la prise de jeu Loto®, Super Loto®, Euro Millions ou Keno si le reçu participe à l'un de ces jeux ;
- le logo du jeu Joker+® ;
- le ou les numéros de participation Joker+® comportant sept chiffres, six chiffres ou cinq chiffres, selon les modalités définies à l'article 3, ainsi que, pour les prises de jeu Joker+® faites en complément d'une prise de jeu Keno ou faites indépendamment de toute autre prise de jeu, la mention du nombre de chiffres de chaque numéro Joker+® ;
- en regard de chaque numéro Joker+®, le montant de la mise associée ou la mention "NON" si le joueur fait une prise de jeu Loto®, Super Loto® ou Euro Millions sans faire de prise de jeu Joker+® en complément (étant précisé que si le joueur fait une prise de jeu Keno sans faire de prise de jeu Joker+® en complément, aucun numéro de participation Joker+® n'est indiqué sur son reçu de jeu Keno) ;
- le montant de la mise au jeu Loto®, Super Loto®, Euro Millions ou Keno si le reçu participe à l'un de ces jeux ;
- le montant de la mise au jeu Joker+® si le reçu participe à ce jeu ;

- le nombre de tirages Joker+® auxquels le reçu participe dans les cas suivants uniquement :
 - lorsque la prise de jeu Joker+® est faite en complément d'une prise de jeu Keno ;
 - lorsque la prise de jeu Joker+® est faite indépendamment de toute autre prise de jeu ;
 - lorsque le reçu participe à plusieurs tirages Joker+® (dans ce cas, les mentions suivantes sont utilisées : la mention "Nombre de tirages" si la prise de jeu Joker+® est faite en complément d'une prise de jeu Keno ou si la prise de jeu Joker+® est faite indépendamment de toute autre prise de jeu, la mention "Jours de tirage" si la prise de jeu Joker+® est faite en complément d'une prise de jeu Loto® et la mention "Abonnement" si la prise de jeu est faite en complément d'une prise de jeu Euro Millions) ;
- le montant total de la mise afférente au reçu de jeu.

Ce reçu doit comporter dans sa partie inférieure un code barres, un numéro d'identification et un numéro de contrôle.

4.3 Les reçus de jeu, qui comportent la mention "NON", en face d'un ou des deux numéros Joker+® (qui auraient participé au tirage Joker+® si le joueur l'avait désiré) ne donnent aucun droit de participation au tirage Joker+® et aucun droit à un quelconque lot Joker+®.

4.4 Dès la remise du reçu par le titulaire du point de vente Joker+®, le joueur doit s'assurer que les mentions portées sur le reçu sont conformes à ses choix.

4.5 Tout reçu ayant fait l'objet d'une quelconque modification après enregistrement sera annulé, sans préjudice des poursuites prévues à l'article 13 ci-après.

4.6 Les reçus qui sont remis aux joueurs après enregistrement restent la propriété de La Française des Jeux. Ils ne peuvent servir à d'autres usages que ceux prévus par le présent règlement, sauf accord donné expressément par La Française des Jeux.

Article 5 *Mises*

5.1 Quel que soit le mode de prise de jeu (bulletin ou Système Flash), la mise est, au choix du joueur, de 100 F CFP ou 200 F CFP par numéro Joker+® joué pour un tirage. Le joueur utilisant un bulletin doit faire son choix en cochant la mention correspondante sur le bulletin. Le joueur utilisant le Système Flash doit notifier son choix au responsable du point de validation. La mise peut être différente pour chaque numéro Joker+® joué.

5.2 Si le joueur choisit plusieurs numéros Joker+®, sa mise correspond au total des mises unitaires de 100 F CFP ou 200 F CFP pour chaque numéro Joker+® joué.

5.3 En cas de participation à plusieurs tirages Joker+®, la mise correspond au total des mises unitaires de 100 F CFP ou 200 F CFP par numéro Joker+® joué multiplié par le nombre de tirages auxquels le joueur souhaite participer.

Article 6

Enregistrement des jeux sur le site central informatique de La Française des Jeux

6.1 Jours et heures d'enregistrement des jeux

6.1.1 Un joueur ne peut participer qu'aux tirages Joker+® dont les prises de jeu sont en cours d'enregistrement. Les

jours et heures limites d'enregistrement des jeux au titre d'un tirage peuvent être obtenus dans chaque point de vente Joker+® agréé de La Pacifique des Jeux. L'enregistrement et le scellement informatique des informations ne pourront être effectués au-delà des dates et heures prévues par La Française des Jeux.

6.1.2 Un numéro Joker+® participe à un tirage Joker+®, dès lors qu'il a été enregistré dans les conditions prévues au présent règlement et que les informations le concernant ont été scellées informatiquement par La Française des Jeux.

6.1.3 Chaque numéro Joker+® participe aux tirages Joker+® pour lesquels il a été enregistré et scellé informatiquement, la date du scellement informatique des informations faisant foi.

6.2 Enregistrement et reçu de jeu

6.2.1 La possession d'un reçu de jeu émis conformément aux articles 4.1 et 4.2, ainsi que l'enregistrement et le scellement informatique des informations mentionnées sur le reçu de jeu, sont des conditions substantielles à la formation du contrat entre le joueur et La Française des Jeux.

6.2.2 En cas de contestation entre le joueur et La Française des Jeux portant sur une divergence entre les informations portées sur un reçu de jeu et celles enregistrées et scellées informatiquement par La Française des Jeux, seules ces dernières informations font foi.

6.2.3 Ne participe pas aux tirages et est intégralement remboursé, sur remise du reçu mentionné à l'article 4, dans les délais de forclusion mentionnés à l'article 11 ci-après, tout reçu de jeu délivré dont les informations ne sont pas conformes aux dispositions du présent règlement, notamment à l'article 4.2 ci-dessus ou n'ont pas été enregistrées et scellées informatiquement par La Française des Jeux conformément aux dispositions du présent article 6, quelle qu'en soit la raison.

6.3 Annulations

6.3.1 Pour les prises de jeu Joker+® faites en complément d'une prise de jeu Loto®, Super Loto® ou Keno et pour les prises de jeu Joker+® faites indépendamment de toute autre prise de jeu, l'annulation de la prise de jeu est possible dans le point de vente ayant délivré le reçu, jusqu'à 5 minutes après la fin des prises de jeux relatives au premier tirage auquel le reçu participe et ce, dans la limite des heures d'ouverture du point de vente. Pour les prises de jeu Joker+® faites en complément d'une prise de jeu Euro Millions, sous réserve qu'elle soit demandée dans un délai de 2 heures suivant l'impression du reçu, l'annulation de la prise de jeu est possible dans le point de vente ayant délivré le reçu jusqu'à 5 minutes après la fin des prises de jeu relatives au premier tirage auquel le reçu participe et ce dans la limite des heures d'ouverture du point de vente. Ensuite, aucune annulation n'est possible. Le reçu annulé est conservé et remboursé par le responsable du point de vente. Aucun autre processus d'annulation n'est admis.

6.3.2 Les prises de jeu effectuées dans un point de vente Joker+® agréé par La Pacifique des Jeux qui ont fait l'objet d'une opération d'annulation, et dont les informations d'annulation ont été enregistrées et scellées informatiquement par La Française des Jeux avant la clôture des opérations d'enregistrement des jeux précédant un tirage Joker+®, ne participent pas au tirage concerné ni aux tirages suivants éventuellement mentionnés sur le reçu.

Article 7

Tirages du jeu Joker+®

7.1 Chaque jour ont lieu deux tirages Joker+®, aux heures métropolitaines définies par La Française des Jeux, le premier se situant en milieu de journée et le second en fin de journée. Ces tirages ont lieu en France métropolitaine et sont communs à la Polynésie française et à la métropole.

Si la prise de jeu Joker+® est faite en complément d'une prise de jeu Loto®, Super Loto®, Euro Millions ou Keno, le joueur participe au tirage Joker+® associé au tirage Loto®, Super Loto®, Euro Millions ou Keno, soit :

- au tirage Joker+® de fin de journée du mercredi et/ou du samedi, selon la période d'enregistrement de sa prise de jeu Loto® et selon le choix du joueur de participer au prochain ou aux deux prochains jours de tirages Loto®, si la prise de jeu Joker+® est faite en complément d'une prise de jeu Loto® ;
- au tirage Joker+® de fin de journée du jour du tirage du Super Loto® si la prise de jeu Joker+® est faite en complément d'une prise de jeu Super Loto® ;
- au tirage Joker+® de fin de journée du vendredi si la prise de jeu Joker+® est faite en complément d'une prise de jeu Euro Millions ;
- au prochain tirage Joker+®, c'est-à-dire soit celui du milieu de journée soit celui de fin de journée, selon la période d'enregistrement, si la prise de jeu Joker+® est faite en complément d'une prise de jeu Keno.

Lorsque la prise de jeu Joker+® est faite indépendamment de toute autre prise de jeu, le joueur participe au prochain tirage Joker+® qui est, selon la période d'enregistrement de sa prise de jeu Joker+®, soit le tirage Joker+® de milieu de journée soit le tirage Joker+® de fin de journée.

7.2 Le tirage Joker+® est effectué, en présence d'un huissier de justice, au moyen de sept appareils, contenant chacun dix boules numérotées de zéro à neuf, affectés respectivement aux millions, aux centaines de mille, aux dizaines de mille, aux mille, aux centaines, aux dizaines et aux unités. Le tirage est effectué par extraction aléatoire d'une boule de chacun des sept appareils. Les numéros

participant au tirage et le numéro gagnant à 7 chiffres sont donc compris entre 0 000 000 inclus et 9 999 999 inclus.

7.3 Si, exceptionnellement, un tirage ne peut être effectué à la date et au moment prévus, il est réalisé dans les quarante huit heures, en présence d'un huissier de justice ; lorsque ce délai ne peut être respecté, le tirage est reporté à une date ultérieure portée à la connaissance du public par un avis publié au *Journal officiel*.

7.4 Si un tirage est interrompu en cours d'exécution pour des raisons indépendantes de la volonté de La Française des Jeux, l'huissier établit la liste des numéros des boules valablement extraites et fait procéder, dans des conditions analogues à celles prévues à l'article 7.3, à un tirage complémentaire. Le tirage complémentaire ne porte que sur le nombre de boules nécessaires pour atteindre au total les sept chiffres du numéro gagnant. A l'issue de ce tirage complémentaire, l'huissier valide les chiffres inscrits sur toutes les boules dont le tirage a été constaté.

7.5 La Française des Jeux se réserve la possibilité de procéder au tirage au sort du numéro gagnant à 7 chiffres, par un moyen informatique, sous le contrôle d'un huissier de justice.

7.6 Seuls font foi les résultats des tirages constatés par l'huissier de justice et figurant sur le procès-verbal qu'il a dressé.

Article 8

Lots Joker+®

8.1 Un numéro Joker+® est déclaré gagnant au jeu Joker+® pour un montant déterminé, conformément aux tableaux de lots Joker+® ci-dessous. Le tableau de lots est différent selon que le joueur a participé au tirage Joker+® avec un numéro Joker+® à sept, six ou cinq chiffres.

8.1.1 *Numéro de participation Joker+® à 7 chiffres*

Le numéro gagnant est le numéro tiré au sort pendant le tirage Joker+® (appelé "Numéro gagnant à 7 chiffres").

Pour un numéro de participation Joker+® à 7 chiffres, le tableau de lots est le suivant pour une mise de 100 F CFP :

| Le numéro Joker+® à 7 chiffres figurant sur le reçu du joueur comporte dans l'ordre | Gains sur une mise de 100 F CFP | 1 chance sur |
|---|--|--------------|
| les 7 chiffres du Numéro gagnant à 7 chiffres | 25 000 000 F CFP | 10 000 000 |
| les 6 premiers chiffres du Numéro gagnant à 7 chiffres | 2 500 000 F CFP | 1 111 111 |
| les 6 derniers chiffres du Numéro gagnant à 7 chiffres | 2 500 000 F CFP | 1 111 111 |
| les 5 premiers chiffres et le dernier chiffre du Numéro gagnant à 7 chiffres | 250 000 F CFP + 100 F CFP soit 250 100 F CFP | 1 111 111 |
| les 5 derniers chiffres et le premier chiffre du Numéro gagnant à 7 chiffres | 250 000 F CFP + 100 F CFP soit 250 100 F CFP | 1 111 111 |
| les 5 premiers chiffres du Numéro gagnant à 7 chiffres | 250 000 F CFP | 123 457 |
| les 5 derniers chiffres du Numéro gagnant à 7 chiffres | 250 000 F CFP | 123 457 |
| les 4 premiers chiffres et les 2 derniers chiffres du Numéro gagnant à 7 chiffres | 50 000 F CFP + 500 F CFP soit 50 500 F CFP | 1 111 111 |
| les 4 derniers chiffres et les 2 premiers chiffres du Numéro gagnant à 7 chiffres | 50 000 F CFP + 500 F CFP soit 50 500 F CFP | 1 111 111 |
| les 4 premiers chiffres et le dernier chiffre du Numéro gagnant à 7 chiffres | 50 000 F CFP + 100 F CFP soit 50 100 F CFP | 123 457 |
| les 4 derniers chiffres et le premier chiffre du Numéro gagnant à 7 chiffres | 50 000 F CFP + 100 F CFP soit 50 100 F CFP | 123 457 |
| les 4 premiers chiffres du Numéro gagnant à 7 chiffres | 50 000 F CFP | 12 346 |
| les 4 derniers chiffres du Numéro gagnant à 7 chiffres | 50 000 F CFP | 12 346 |
| les 3 premiers chiffres et les 3 derniers chiffres du Numéro gagnant à 7 chiffres | 5 000 F CFP + 5 000 F CFP soit 10 000 F CFP | 1 111 111 |
| les 3 derniers chiffres et les 2 premiers chiffres du Numéro gagnant à 7 chiffres | 5 000 F CFP + 500 F CFP soit 5 500 F CFP | 123 457 |
| les 3 premiers chiffres et les 2 derniers chiffres du Numéro gagnant à 7 chiffres | 5 000 F CFP + 500 F CFP soit 5 500 F CFP | 123 457 |
| les 3 derniers chiffres et le premier chiffre du Numéro gagnant à 7 chiffres | 5 000 F CFP + 100 F CFP soit 5 100 F CFP | 12 346 |
| les 3 premiers chiffres et le dernier chiffre du Numéro gagnant à 7 chiffres | 5 000 F CFP + 100 F CFP soit 5 100 F CFP | 12 346 |
| les 3 premiers chiffres du Numéro gagnant à 7 chiffres | 5 000 F CFP | 1 235 |
| les 3 derniers chiffres du Numéro gagnant à 7 chiffres | 5 000 F CFP | 1 235 |
| les 2 premiers chiffres et les 2 derniers chiffres du Numéro gagnant à 7 chiffres | 500 F CFP + 500 F CFP soit 1 000 F CFP | 12 346 |
| les 2 premiers chiffres et le dernier chiffre du Numéro gagnant à 7 chiffres | 500 F CFP + 100 F CFP soit 600 F CFP | 1 235 |
| les 2 derniers chiffres et le premier chiffre du Numéro gagnant à 7 chiffres | 500 F CFP + 100 F CFP soit 600 F CFP | 1 235 |
| les 2 derniers chiffres du Numéro gagnant à 7 chiffres | 500 F CFP | 123 |
| les 2 premiers chiffres du Numéro gagnant à 7 chiffres | 500 F CFP | 123 |
| le premier chiffre et le dernier chiffre du Numéro gagnant à 7 chiffres | 100 F CFP + 100 F CFP soit 200 F CFP | 123 |
| le dernier chiffre du Numéro gagnant à 7 chiffres | 100 F CFP | 12,3 |
| le premier chiffre du Numéro gagnant à 7 chiffres | 100 F CFP | 12,3 |

Seules les combinaisons mentionnées au tableau de lots ci-dessus sont gagnantes. Toute autre combinaison est perdante.

8.1.2 Numéro de participation Joker+® à 6 chiffres

Le numéro Joker+® gagnant à 6 chiffres est constitué des 6 derniers chiffres du numéro Joker+® à 7 chiffres tiré au sort (appelé "Numéro gagnant à 6 chiffres").

Pour un numéro de participation Joker+® à 6 chiffres, le tableau de lots est le suivant pour une mise de 100 F CFP :

| Le numéro Joker+® à 6 chiffres figurant sur le reçu joueur comporte dans l'ordre : | Gains pour une mise de 100 F CFP | 1 chance sur |
|--|--|--------------|
| les 6 chiffres du Numéro gagnant à 6 chiffres | 5 000 000 F CFP | 1 000 000 |
| les 5 premiers chiffres du Numéro gagnant à 6 chiffres | 250 000 F CFP | 111 111 |
| les 5 derniers chiffres du Numéro gagnant à 6 chiffres | 250 000 F CFP | 111 111 |
| les 4 derniers chiffres et le premier chiffre du Numéro gagnant à 6 chiffres | 25 000 F CFP + 100 F CFP soit 25 100 F CFP | 111 111 |
| les 4 premiers chiffres et le dernier chiffre du Numéro gagnant à 6 chiffres | 25 000 F CFP + 100 F CFP soit 25 100 F CFP | 111 111 |
| les 4 premiers chiffres du Numéro gagnant à 6 chiffres | 25 000 F CFP | 12 346 |
| les 4 derniers chiffres du Numéro gagnant à 6 chiffres | 25 000 F CFP | 12 346 |
| les 3 derniers chiffres et les 2 premiers chiffres du Numéro gagnant à 6 chiffres | 5 000 F CFP + 1 000 F CFP soit 6 000 F CFP | 111 111 |
| les 3 premiers chiffres et les 2 derniers chiffres du Numéro gagnant à 6 chiffres | 5 000 F CFP + 1 000 F CFP soit 6 000 F CFP | 111 111 |
| les 3 derniers chiffres et le premier chiffre du Numéro gagnant à 6 chiffres | 5 000 F CFP + 100 F CFP soit 5 100 F CFP | 12 346 |
| les 3 premiers chiffres et le dernier chiffre du Numéro gagnant à 6 chiffres | 5 000 F CFP + 100 F CFP soit 5 100 F CFP | 12 346 |
| les 3 premiers chiffres du Numéro gagnant à 6 chiffres | 5 000 F CFP | 1 235 |
| les 3 derniers chiffres du Numéro gagnant à 6 chiffres | 5 000 F CFP | 1 235 |
| les 2 premiers chiffres et les 2 derniers chiffres du Numéro gagnant à 6 chiffres | 1 000 F CFP + 1 000 F CFP soit 2 000 F CFP | 12 346 |
| les 2 premiers chiffres et le dernier chiffre du Numéro gagnant à 6 chiffres | 1 000 F CFP + 100 F CFP soit 1 100 F CFP | 1 235 |
| les 2 derniers chiffres et le premier chiffre du Numéro gagnant à 6 chiffres | 1 000 F CFP + 100 F CFP soit 1 100 F CFP | 1 235 |
| les 2 premiers chiffres du Numéro gagnant à 6 chiffres | 1 000 F CFP | 123 |
| les 2 derniers chiffres du Numéro gagnant à 6 chiffres | 1 000 F CFP | 123 |
| le premier chiffre et le dernier chiffre du Numéro gagnant à 6 chiffres | 100 F CFP + 100 F CFP soit 200 F CFP | 123 |
| le premier chiffre du Numéro gagnant à 6 chiffres | 100 F CFP | 12 |
| le dernier chiffre du Numéro gagnant à 6 chiffres | 100 F CFP | 12 |

Seules les combinaisons mentionnées au tableau de lots ci-dessus sont gagnantes. Toute autre combinaison est perdante.

8.2 La valeur des lots figurant dans les tableaux de lots des sous-articles 8.1.1, 8.1.2 et 8.1.3 est doublée pour une mise de 200 F CFP par numéro Joker+®.

8.3 Plafonnement du total des lots d'un tirage

8.3.1 Le total des lots d'un tirage considéré ne peut excéder un plafond de un milliard cent quatre-vingt-treize millions trois cent dix-sept mille quatre cent vingt-deux francs CFP (1 193 317 422 F CFP). Ce plafond est commun avec celui du jeu Joker+® exploité en métropole et dans les départements d'outre-mer.

8.3.2 Si le hasard d'un tirage génère un total des lots excédant le plafond indiqué ci-dessus, le montant de chacun de ces lots mentionné sur les tableaux de lots ci-dessus sera réduit à due proportion, de telle sorte que le total des lots qui seront payés n'excède pas ledit plafond.

8.3.3 Cette réduction s'effectuera par application du calcul ci-après : le montant payé de chacun des lots sera égal au montant du lot mentionné sur les tableaux de lots, avec application s'il y a lieu des dispositions du sous-article 8.2, multiplié par le montant du plafond divisé par le total des lots du tirage considéré. Il sera ensuite procédé à un arrondissement du montant obtenu aux *cinq francs CFP* inférieurs sauf pour les lots d'une valeur de 100-F CFP pour lesquels il sera procédé à un arrondissement du montant obtenu aux *cent francs CFP* inférieurs sauf pour les lots d'une valeur de 100 F CFP pour lesquels il sera procédé à un arrondissement du montant obtenu aux *dix francs CFP* inférieurs.

Article 9

Publication des résultats

Les résultats des tirages Joker+® sont portés à la connaissance du public par un avis publié au *Journal officiel*.

Article 10

Paiement des lots

10.1 Chaque joueur peut faire constater que son reçu est gagnant au titre d'un tirage, dans un point de vente Joker+® agréé de La Pacifique des Jeux ou au centre de paiement de La Pacifique des Jeux à Papeete.

10.2 Les lots sont payables exclusivement contre remise du reçu intact, c'est-à-dire entier et non déchiré, après contrôle de son authenticité, de sa non-forclusion et vérification, au moyen des informations enregistrées par le système informatique central de La Française des Jeux qui seules font foi en matière de paiement des lots, qu'il n'a pas déjà fait l'objet d'une opération de paiement.

Toutefois, un reçu détérioré mais dont les éléments d'identification subsisteraient pourra être envoyé par le joueur à La Pacifique des Jeux, à Papeete, avant l'expiration du délai de forclusion mentionné au sous-article 11.1. La Pacifique des Jeux est seule habilitée, après contrôle et vérification, à décider si ce reçu peut être payé ou non.

10.3 Les lots afférents à un même reçu dont le montant total est égal ou inférieur à *cinquante-neuf mille six cent soixante-six francs CFP* sont payables dans tous les points de vente Joker+® agréés de La Pacifique des Jeux.

10.4 Les lots afférents à un même reçu dont le montant total est supérieur à *cinquante-neuf mille six cent soixante-six francs CFP* sont payables au centre de paiement de La Pacifique des Jeux à Papeete. Ce montant de *cinquante-neuf mille six cent soixante-six francs CFP* peut être constitué d'un ou plusieurs lots Joker+® ou de l'addition du ou des lots Joker+® avec le ou les lots Loto®, Super Loto®, Euro Millions ou Keno si la prise de jeu Joker+® est faite en complément d'une prise de jeu Loto®, Super Loto®, Euro Millions ou Keno.

10.5 Le moyen de paiement est laissé au choix de La Pacifique des Jeux. Le paiement ne peut être effectué qu'en francs CFP. Pour tout paiement par chèque, le gagnant doit indiquer à La Pacifique des Jeux l'ordre auquel le chèque doit être établi.

10.6 En application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 564-1 du code monétaire et financier et de son décret d'application, tout gagnant d'une somme supérieure ou égale à 5 000 euros (soit 596 658 F CFP) doit justifier de son identité par la présentation d'un document écrit probant. La Française des Jeux est tenue d'enregistrer les noms et adresses de ces joueurs, ainsi que le montant des sommes qu'ils ont gagnées et de conserver ces données pendant cinq ans.

Le cas échéant, en application des articles L. 562-1 à L. 564-3 du code monétaire et financier, ces données peuvent être communiquées aux services et organismes habilités mentionnés dans ces articles.

Article 11

Délais de paiement - Forclusion - Lots non réclamés

11.1 Si la prise de jeu Joker+® a été faite en complément d'une prise de jeu Loto®, Super Loto®, Euro Millions ou Keno, les règles liées à la forclusion et au délai de paiement des lots Joker+® sont celles applicables aux prises de jeu Loto®, Super Loto®, Euro Millions ou Keno. Les termes "lendemain" et "surlendemain" font référence à la journée métropolitaine.

11.1.1 Pour les prises de jeu Joker+® faites en complément d'une prise de jeu Loto® ou Super Loto®, les lots sont payables dès le lendemain de la réalisation du tirage, dans la limite des heures d'ouverture des points de vente Joker+® ou du centre de paiement. Pour les jeux avec abonnement, les lots sont payables dès le lendemain de la réalisation du dernier tirage de la dernière "semaine" de participation.

A peine de forclusion, les lots Joker+® associés à une prise de jeu Loto® ou Super Loto® sont payables pendant une période de soixante jours suivant la date réglementaire du tirage mentionnée au sous-article 7.1 du règlement des jeux Loto® et Super Loto®, dans la limite des heures d'ouverture des points de vente Joker+® ou du centre de paiement.

11.1.2 Pour les prises de jeu Joker+® faites en complément d'une prise de jeu Euro Millions, les lots sont mis en paiement au plus tard le surlendemain de la réalisation du tirage, dans la limite des heures d'ouverture des points de vente Joker+® ou du centre de paiement. Pour les jeux avec abonnement, les lots sont mis en paiement au plus tard le surlendemain de la réalisation du dernier tirage de la dernière "semaine" de participation.

A peine de forclusion, les lots sont payables pendant une période de soixante jours suivant la date réglementaire du tirage mentionnée au sous-article 7.1 du règlement du jeu Euro Millions, dans la limite des heures d'ouverture des points de vente Joker+® ou du centre de paiement.

11.1.3 Pour les prises de jeu Joker+® faites en complément d'une prise de jeu Keno, sous réserve de l'application de l'article 8.4 du règlement du jeu Keno, les lots Joker+® sont mis en paiement, dans la limite des heures d'ouverture des points de validation ou du centre de paiement, dès le lendemain du tirage si le reçu de jeu est gagnant au jeu Keno de lots correspondant à 10 numéros trouvés pour 10 numéros cochés ou de lots correspondant à 9 numéros trouvés pour 9 numéros cochés et une heure après le tirage dans les autres cas. Pour les jeux avec abonnement, les reçus de jeux gagnants au jeu Keno de lots correspondant

à 10 numéros trouvés pour 10 numéros cochés et ceux correspondant à 9 numéros trouvés pour 9 numéros cochés sont en principe payables dès le lendemain du dernier tirage auquel participe le reçu et tous les autres lots sont payables une heure après ce dernier tirage.

A peine de forclusion, les gains sont payables jusqu'au soixantième jour suivant la date réglementaire du tirage Keno mentionnée au sous-article 7.1 du règlement Keno dans la limite des heures d'ouverture des points de vente Joker+® ou du centre de paiement.

11.1.4 Pour les prises de jeu Joker+® faites indépendamment de toute autre prise de jeu, les lots Joker+® sont mis en paiement une heure après le tirage, dans la limite des heures d'ouverture des points de vente Joker+® ou du centre de paiement. Pour les jeux avec abonnement, les lots sont mis en paiement une heure après la réalisation du dernier tirage auquel le reçu participe.

A peine de forclusion, les gains sont payables pendant une période de soixante jours suivant la date réglementaire du tirage mentionnée au sous-article 7.1, dans la limite des heures d'ouverture des points de vente Joker+® ou du centre de paiement.

11.2 Les lots non perçus dans le délai fixé à l'article 11.1 sont versés à un fonds de réserve à partir duquel ils peuvent servir au versement de gains ou lots supplémentaires ou à l'attribution d'avantages en numéraire ou en nature accordés à tout ou partie des participants au jeu, selon des modalités fixées par le président-directeur général de La Française des Jeux et portées à la connaissance du public par un avis publié au *Journal officiel*, ou être affectés au fonds permanent mentionné à l'article 14 du décret n° 78-1067 du 9 novembre 1978.

Article 12 *Réclamations*

A peine de forclusion, le cachet de la poste faisant foi, toutes les réclamations, notamment celles relatives aux prises de jeux, aux reçus, à l'enregistrement des jeux, aux tirages, aux résultats ou au paiement des lots, sont à adresser par écrit au au siège social de La Pacifique des Jeux à Papeete. Le reçu doit être joint à la lettre de réclamation.

Les réclamations doivent parvenir avant l'expiration du délai de forclusion mentionné au sous-article 11.1. Au-delà de ce délai, aucune réclamation ne sera admise.

Article 13 *Cas de fraude*

Toute fraude ou tentative de fraude, manifestée par un commencement d'exécution et commise en vue de percevoir indûment un lot ou un gain ou de participer de façon irrégulière aux tirages, fera l'objet de poursuites conformément aux dispositions de l'article 313-1 et suivants du code pénal.

Article 14 *Fiscalité*

Conformément aux dispositions légales en vigueur, les lots résultant de la participation aux tirages n'entrent pas en compte pour la détermination du revenu net global soumis à l'impôt sur le revenu.

Article 15 *Adhésion au règlement*

La participation aux tirages implique l'adhésion au présent règlement.

Article 16 *Modifications*

Le présent règlement pourra faire l'objet de modifications par simple publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Article 17 *Publication*

Le présent règlement sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 mars 2006.

Le président-directeur général
de La Française des Jeux,
Christophe BLANCHARD-DIGNAC.

Le président
de La Pacifique des Jeux,
Roland de VILLEPIN.